

PLACE FINANCIERE SUISSE

Importance économique
et interactions avec la place industrielle

Une étude réalisée sur mandat
de l'Association suisse des banquiers et d'économiesuisse

Mars 2011



Editeur

BAK Basel Economics

Direction du projet

Urs Müller
Directeur et économiste en chef
Tél. +41 61 279 97 33
urs.mueller@bakbasel.com

Réalisation

Michael Grass
Responsable d'équipe
Tél. +41 61 279 97 23
michael.grass@bakbasel.com

Claudio Segovia
Collaborateur scientifique
Tél. +41 61 279 97 10
claudio.segovia@bakbasel.com

Adresse postale

BAK Basel Economics
Güterstrasse 82
CH-4053 Bâle
Tél. +41 61 279 97 00
Fax +41 61 279 97 28
bak@bakbasel.com
<http://www.bakbasel.com>

Copyright © 2011 BAK Basel Economics SA

Tous droits de réimpression et de reproduction du présent document sont réservés à BAK Basel Economics SA. La diffusion du présent document ou d'extraits de celui-ci à des tiers est interdite.

Executive summary

Imaginons que toute la Suisse subisse pendant plusieurs semaines une coupure d'électricité. Alors seulement, l'économie et la population constateraient clairement combien le secteur électrique est important pour tous, même s'il ne revêt pas une importance considérable en termes de création de valeur et d'emploi. Inversement, ce secteur est dépendant de l'économie et de la population qui achètent l'électricité. Il en va de même du secteur financier. Sans le bon fonctionnement des banques, l'approvisionnement monétaire s'effondrerait et l'activité économique serait pratiquement paralysée. Ainsi, un secteur financier qui fonctionne bien fait tout autant partie de l'infrastructure d'un pays qu'un réseau électrique en bon état. Inversement, le secteur financier est dépendant du reste de l'économie, qui génère des revenus et est demandeur de prestations financières.

Mandatée par l'Association suisse des banquiers et economiesuisse, BAKBASEL a analysé dans la présente étude l'importance du secteur financier pour l'économie suisse ainsi que les interactions entre place financière et place industrielle. Dans les développements qui suivent, on entend par «secteur financier» les banques, assurances et autres prestataires de services financiers comme par exemple les gérants de fortune indépendants (NOGA 65 à 67). Pour les besoins de l'analyse, on examinera le cas échéant en détail les tâches spécifiques du secteur bancaire, tandis que celles du secteur des assurances ne seront pas prises en considération. Par «place industrielle» au sens strict, on entend l'industrie de transformation (NOGA secteur secondaire hors distribution d'énergie et d'eau et hors construction, soit NOGA 15 à 37).

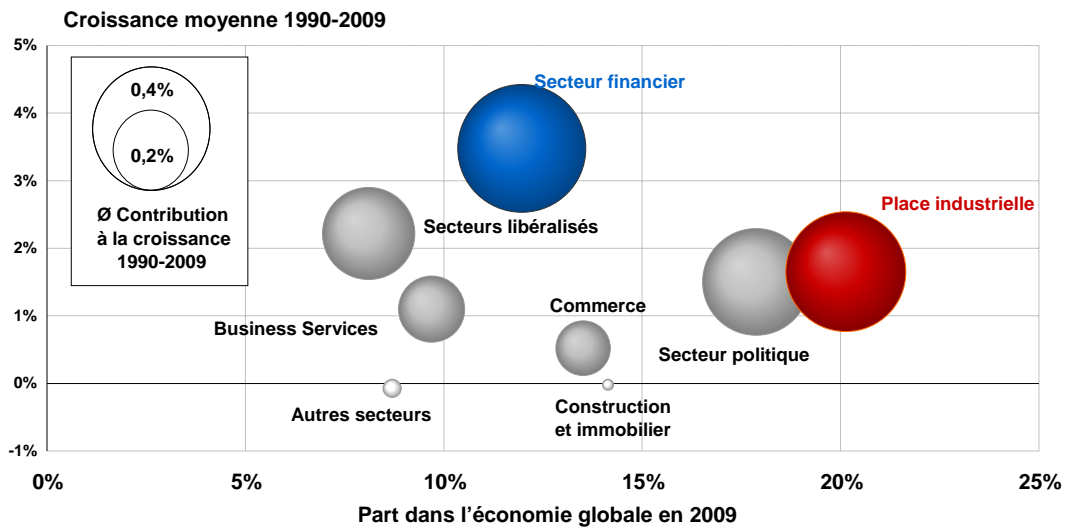
La comparaison proposée ci-dessus avec le secteur électrique fait apparaître que l'importance du secteur financier pour la Suisse va bien au-delà de la création de valeur d'environ CHF 60 milliards et de l'emploi de 235 000 personnes. Se borner à examiner tous les aspects tenant à la demande (par exemple les prestations préalables) est insuffisant, dans la mesure où les effets du côté de l'offre (par exemple les crédits bancaires) sont au moins aussi importants pour l'économie globale.

En dépit des crises financières, le secteur financier a été le principal moteur de croissance au cours des vingt dernières années

En Suisse, le secteur financier joue un rôle capital pour le développement de l'économie globale: entre 1990 et 2009, c'est à lui que le pays doit près d'un tiers de la croissance de son produit intérieur brut (PIB). Au cours des vingt dernières années, en dépit de deux crises financières, le secteur financier a affiché une croissance réelle moyenne de 3,5% par an. Ceci fait de lui le principal moteur de l'économie suisse, laquelle a enregistré une croissance moyenne de 2,4% (cf. graphique ci-après).

Durant la récente crise financière, malgré l'effet positif de la gestion de fortune, le secteur financier s'est révélé être un frein y compris en Suisse, avec un recul de la création de valeur d'environ 10% au total en 2008 et 2009. Mais si l'on abandonne l'analyse conjoncturelle à court terme pour se tourner vers une perspective à long terme, on constate l'importance de ce secteur pour l'évolution de l'économie globale.

Graph. 0-1 Contribution du secteur financier à la croissance économique de la Suisse, 1990-2009



Nota

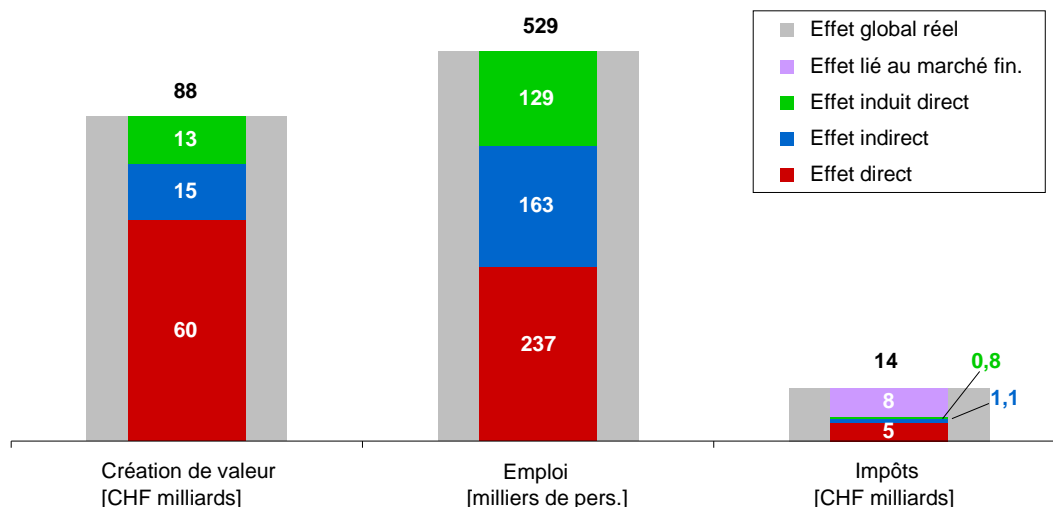
Contribution de la croissance réelle de la création de valeur à la croissance réelle du PIB de la Suisse, 1990-2009
 Le «secteur politique» se compose principalement de l'administration publique, du domaine de la santé et du domaine social. Font partie des secteurs dits «libéralisés» les secteurs soumis à une réglementation étatique supérieure à la moyenne en comparaison internationale (UE, Etats-Unis), par exemple l'agriculture ou le secteur énergétique. Les «Business Services» comprennent les services informatiques, la R&D ainsi qu'une série d'autres services aux entreprises.
 Source: BAKBASEL

Importance du secteur financier pour l'économie suisse

Le secteur financier assure en Suisse une part importante de la performance économique globale et contribue ainsi à la prospérité du pays de manière significative. Toutefois, ce rôle ne se manifeste pas uniquement en termes de création de valeur et d'emploi. Un simple examen partiel conduit à sous-estimer l'importance économique réelle du secteur financier. D'une part, la demande par le secteur financier de prestations préalables émanant d'autres secteurs entraîne des effets de création de valeur. D'autre part, les revenus supérieurs à la moyenne perçus dans le secteur financier bénéficient à d'autres secteurs de l'économie suisse sous forme de dépenses de consommation privées des collaborateurs.

Des calculs effectués à l'aide du modèle des intrants par rapport aux extrants font apparaître toute l'importance réelle du secteur financier pour l'économie suisse (cf. graphique ci-après). On peut dire en résumé que l'activité économique de ce secteur génère au total une création de valeur de CHF 88 milliards, soit presque un cinquième de la création de valeur globale de l'économie suisse. Quelque 12% des emplois (529 000 salariés) relèvent du secteur financier. La Confédération, les cantons et les communes bénéficient du secteur financier sous la forme de recettes fiscales significatives: sur les dix dernières années, en tenant compte des impôts financiers (impôt anticipé, droits de timbre), ces recettes fiscales sont estimées en moyenne à environ CHF 14,4 milliards par an. Ceci représente quelque 14% du total des recettes fiscales encaissées en Suisse.

Graph. 0-2 Importance économique réelle du secteur financier, 2009



Nota

L'effet lié au marché financier comprend l'impôt anticipé, les droits de timbre, la TVA sur les prestations de services financiers ainsi que la taxe occulte à laquelle est soumis le secteur financier dans le cadre de la fausse exonération de TVA.

Source: BAKBASEL

Fonctions majeures du système financier et de ses acteurs

Un système financier qui fonctionne bien constitue le fondement de toute économie florissante. Le système financier comprend d'une part les marchés financiers, et d'autre part les intermédiaires financiers qui en sont les acteurs. En assurant à la fois la fonction d'allocation et les fonctions de transformation, il joue un rôle de pivot important. En outre, le secteur financier apporte une contribution essentielle en fournissant des prestations de services financiers à la population et à l'économie - approvisionnement monétaire, mais aussi gestion de fortune, activités de conseil des banques ou exécution d'opérations pour les grandes entreprises. L'évolution technologique dans le trafic des paiements a eu pour conséquence un recul massif du recours aux chèques ces dernières années. Par rapport aux pays étrangers (notamment les Etats-Unis), ceci constitue un progrès important et réduit de manière drastique les frais de transaction.

Importance de la place financière pour la place industrielle suisse

Bon accès au crédit à des coûts bas en comparaison internationale

Des études empiriques aboutissent à la conclusion qu'un approvisionnement suffisant en crédit a des répercussions durables sur l'évolution économique. Selon des calculs de la Banque centrale européenne, une réduction de 5% de la croissance du crédit se traduit à long terme par une baisse de 1,6% de la croissance du PIB. Des données permettent de montrer que la Suisse a bénéficié ces dernières années, contrairement à d'autres pays, d'une offre de crédit suffisante. En outre, les entreprises qui recourent à cette forme de financement se voient appliquer des taux d'intérêt relativement bas. A cet égard, les conditions de financement avantageuses que connaît la Suisse ne résultent pas seulement des faibles taux de la Banque nationale suisse (BNS). Une comparaison

internationale fait apparaître que les marges d'intérêts des établissements financiers suisses se situent en-deçà des niveaux pratiqués à l'étranger.

Avantages pour les grandes entreprises multinationales

La place industrielle suisse se caractérise par une forte densité de grandes entreprises multinationales. Celles-ci ont des besoins de financement spécifiques et sont étroitement liées au secteur financier suisse. Elles utilisent ses services dans les domaines du trafic des paiements, des devises, des titres et de la gestion de fortune institutionnelle, mais elles sont aussi des clients importants en matière de crédit, de financement des exportations, ou encore de restructurations et de rachats. En outre, de nombreux groupes multinationaux confient leur *treasury management* à des banques suisses. La place industrielle suisse bénéficie de prestations de services financiers de qualité internationale, et ce à proximité immédiate. Les crédits dits consortiaux constituent une source de financement importante pour les grandes entreprises et, même pendant la crise financière, ils ont fonctionné sans problèmes majeurs.

Effets catalyseurs

Outre ses grandes fonctions économiques et les effets directs et indirects résultant de son activité, le secteur financier influe sur l'économie à plusieurs égards. Dans bien des cas, il s'agit d'effets de transfert (*spill-over*) positifs: par exemple la qualité reconnue des formations, qui contribue à la notoriété de la Suisse en tant que pôle de compétences, ou encore les coopérations en matière de recherche, qui renforcent l'attractivité internationale des universités suisses. A cela vient s'ajouter la constitution d'un pôle d'excellence financier, qui attire à la fois des entreprises du secteur financier (par exemple des *hedge funds*) et des services complémentaires (par exemple des services aux entreprises). Parmi les effets négatifs, on citera la volatilité accrue de l'économie globale en raison de la participation non négligeable du secteur financier au gonflement de bulles.

Interactions entre place financière et place industrielle en Suisse

Certes, lors de la dernière crise, le secteur financier s'est révélé être un facteur handicapant en raison du recul de la création de valeur; mais dans une perspective structurelle à long terme, il constitue un élément essentiel de l'économie suisse. Son importance à cet égard résulte au premier chef du rôle de pivot qu'il joue en assurant diverses fonctions clés: infrastructure, allocation et transformation, ou encore conseil et gestion financière. Ces prestations de services financiers et d'autres, comme l'exécution des paiements sans espèces, permettent à une économie d'être performante. Et c'est ainsi que le financement des entreprises a été assuré y compris pendant la crise financière.

Au-delà de leurs interdépendances en termes d'offre et de demande, la place financière et la place industrielle défendent des intérêts communs dès lors qu'il s'agit de préserver ou de promouvoir les atouts de la Suisse ou de certains cantons. Mais en tant que cocontractants en matière d'octroi de crédit et de capital, elles ont néanmoins des intérêts opposés, par exemple en ce qui concerne le niveau du taux d'intérêt pour les crédits ou les conditions d'octroi de capital-risque. Leurs positions divergent également au regard de certains sujets économiques d'intérêt supérieur. Tel est le cas notamment quant à la réglementation du secteur financier axée sur la stabilité comme réponse aux *spill-overs* négatifs (par exemple garantie étatique de fait pour les établissements d'importance systémique en particulier) ou quant aux questions de politique monétaire. Mais en fin de compte,

ces différences ne doivent pas faire oublier que seules une place industrielle et une place financière fortes permettent à la Suisse de s'imposer dans un contexte de concurrence mondiale. Car d'un point de vue économique, il est clair que nous avons besoin d'une place industrielle et d'une place financière fortes et compétitives. Entre ces deux piliers de l'économie suisse, il existe à la fois des interdépendances et toute une série d'intérêts communs. Les deux secteurs nécessitent de bonnes conditions-cadres. Il est donc très important de ne pas compromettre ces dernières en instaurant, par exemple, une réglementation plus stricte qu'à l'étranger. Par ailleurs, la qualité de la main d'œuvre disponible et la capacité d'innovation seront décisives à long terme, tant pour la place industrielle que pour la place financière. Il s'agit donc d'unir ses forces plutôt que de les opposer. Ce n'est pas seulement la place industrielle ou la place financière qu'il faut promouvoir, mais la place économique et «intellectuelle» suisse dans son ensemble. Ainsi, l'économie suisse pourra conserver durablement la position de pointe qui est la sienne sur la scène internationale.

FINANZPLATZ SCHWEIZ

Volkswirtschaftliche Bedeutung und Wechselwirkungen mit dem Werkplatz

Eine Analyse im Auftrag
der Schweizerischen Bankiervereinigung und economiesuisse

März 2011



Herausgeber

BAK Basel Economics

Projektleitung

Prof. Dr. Urs Müller
Direktor und Chefökonom
Tel. +41 61 279 97 33
urs.mueller@bakbasel.com

Projektbearbeitung

Michael Grass
Teamleiter
Tel. +41 61 279 97 23
michael.grass@bakbasel.com

Claudio Segovia
Wissenschaftlicher Mitarbeiter
Tel. +41 61 279 97 10
claudio.segovia@bakbasel.com

Postadresse

BAK Basel Economics
Güterstrasse 82
CH-4053 Basel
Tel. +41 61 279 97 00
Fax +41 61 279 97 28
bak@bakbasel.com
<http://www.bakbasel.com>

Copyright © 2011 BAK Basel Economics AG

Alle Rechte für den Nachdruck und die Vervielfältigung dieses Werkes liegen bei BAK Basel Economics AG.
Die Weitergabe des Berichtes oder Teile daraus an Dritte bleibt ausgeschlossen.

Executive Summary

Man stelle sich vor, dass die ganze Schweiz während mehrerer Wochen unter einem totalen Stromausfall leide. Erst in einer solchen Situation würde der Wirtschaft und der Bevölkerung klar, wie wichtig die Stromwirtschaft für alle ist, obwohl sie bezüglich Wertschöpfung und Beschäftigung keine grosse Branche darstellt. Umgekehrt ist die Strombranche auf Wirtschaft und Bevölkerung angewiesen, da diese das Produkt Strom kaufen. Ähnlich verhält es sich mit dem Finanzsektor. Ohne funktionierende Banken würde die Geldversorgung zusammenbrechen und das Wirtschaften praktisch verunmöglicht. Insofern gehört ein funktionierender Finanzsektor genauso zur Infrastruktur eines Landes wie ein funktionierendes Stromnetz. Umgekehrt ist der Finanzsektor von der übrigen Wirtschaft abhängig, da diese Einkommen generiert und Finanzdienstleistungen nachfragt.

Im Auftrag der Schweizerischen Bankiervereinigung und economiesuisse hat BAKBASEL in der vorliegenden Studie die Bedeutung des Finanzsektors für die schweizerische Volkswirtschaft sowie die wechselseitigen Beziehungen zwischen Finanz- und Werkplatz analysiert. Als Finanzsektor werden im Folgenden Banken, Versicherungen und sonstige Finanzdienstleistungen wie beispielsweise unabhängige Vermögensverwalter erfasst (NOGA 65 bis 67). Sofern zur Analyse nötig, wird dabei auf die spezifischen Aufgaben des Bankensektors eingegangen, während die Aufgaben des Versicherungssektors ausser Acht gelassen werden. Unter dem Werkplatz im engen Sinn wird das verarbeitende Gewerbe verstanden (NOGA sekundärer Sektor ohne Energie- und Wasserversorgung und ohne Baugewerbe, das heisst NOGA 15 bis 37).

Aus dem eingangs dargelegten Vergleich mit der Strombranche wird klar, dass die Bedeutung des Finanzsektors für die Schweiz weit über die Wertschöpfung von rund 60 Mia. Schweizer Franken und die Beschäftigung von 235'000 Personen hinausgeht. Eine Betrachtung aller nachfrageseitigen Aspekte (bspw. Vorleistungen) greift zu kurz, da die angebotsseitigen Effekte (bspw. Bankkredite) für die Gesamtwirtschaft mindestens so wichtig sind.

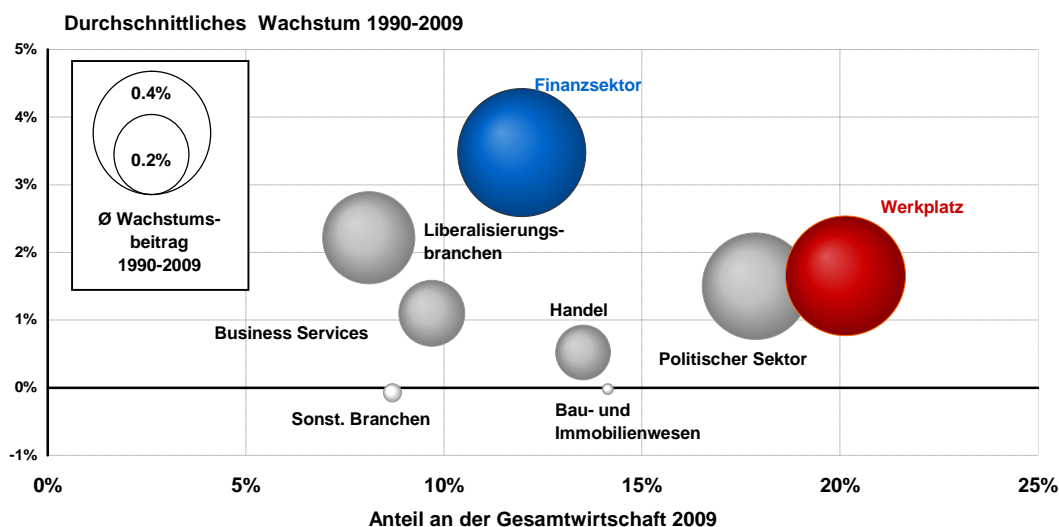
Trotz Finanzkrise:

Finanzsektor war in den vergangenen 20 Jahren der wichtigste Wachstumstreiber

In der Schweiz spielt der Finanzsektor eine überaus wichtige Rolle für die gesamtwirtschaftliche Entwicklung: Zwischen 1990 und 2009 ging fast ein Drittel des gesamtwirtschaftlichen (BIP-) Wachstums der Schweiz auf das Konto des Finanzsektors. Damit war der Finanzsektor in den vergangenen 20 Jahren trotz zweier Finanzkrisen mit einem durchschnittlichen realen Wachstum von 3.5 Prozent pro Jahr der wichtigste Treiber der Schweizer Volkswirtschaft, die jährlich um durchschnittlich 2,4% gewachsen ist (siehe nachfolgende Abbildung).

In der jüngsten Finanzkrise erwies sich der Finanzsektor trotz der stützenden Wirkung des Vermögensverwaltungsgeschäfts auch in der Schweiz mit einem Wertschöpfungsrückgang von insgesamt rund 10 Prozent in den Jahren 2008 und 2009 als Belastungsfaktor. Wechselt man von der kurzfristigen Konjunkturanalyse in die langfristige Optik, zeigt sich jedoch die grosse Bedeutung des Finanzsektors für die gesamtwirtschaftliche Entwicklung.

Abb. 0-1 Beitrag des Finanzsektors zum Wirtschaftswachstum der Schweiz, 1990-2009

**Anmerkung:**

Beitrag des realen Wertschöpfungswachstums zum realen BIP-Wachstum der Schweiz, 1990-2009

Der «Politische Sektor» besteht hauptsächlich aus der öffentlichen Verwaltung und dem Gesundheits- und Sozialwesen. Zu den so genannten «Liberalisierungsbranchen» gehören jene Branchen, welche im internationalen Vergleich (EU, USA) von einer überdurchschnittlichen staatlichen Regulierung gekennzeichnet sind, z.B. die Landwirtschaft oder der Energiesektor. Zu den Business Services gehören IT-Services, F&E sowie eine Reihe anderer Dienstleistungen für Unternehmen.

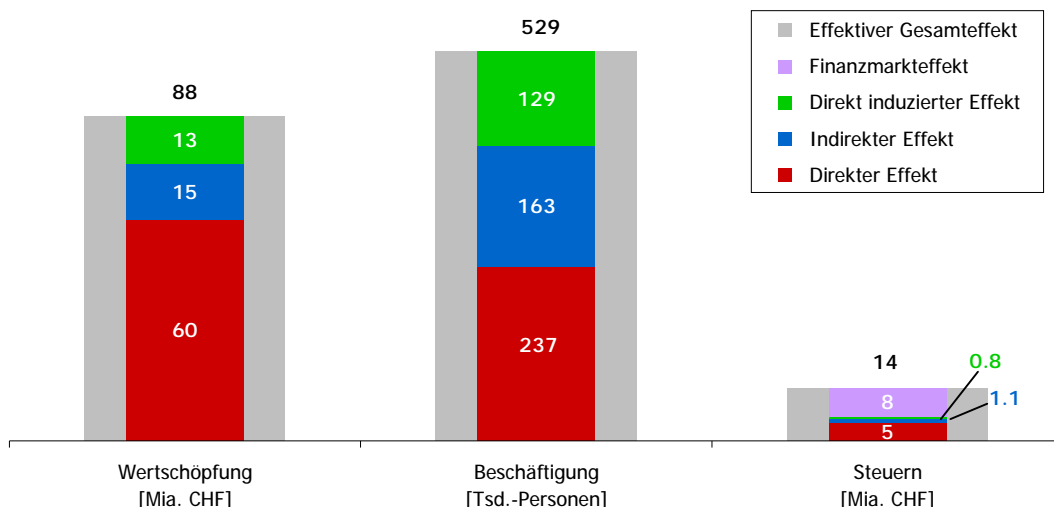
Quelle: BAKBASEL

Bedeutung des Finanzsektors für die Schweizer Volkswirtschaft

Der Finanzsektor hat in der Schweiz einen bedeutenden Anteil an der gesamtwirtschaftlichen Leistung und trägt somit wesentlich zum Wohlstand bei. Die hohe volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors manifestiert sich jedoch nicht alleine in dessen Wertschöpfung und Beschäftigung. Die effektive volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors wird mittels einer reinen Partialbetrachtung unterschätzt. Zum Einen führt die Nachfrage des Finanzsektors nach Vorleistungen aus anderen Branchen zu weiteren Wertschöpfungseffekten. Zum Anderen kommen auch die überdurchschnittlich hohen Einkommen in der Finanzbranche in Form von privaten Konsumausgaben der Angestellten anderen Branchen der Schweizer Wirtschaft zugute.

Berechnungen mit einem Input-Output-Modell zeigen auf, wie hoch die effektive Bedeutung des Finanzsektors für die Schweizer Volkswirtschaft ausfällt (siehe nachfolgende Abbildung). Im Ergebnis lässt sich zusammenfassen, dass mit der wirtschaftlichen Tätigkeit des Finanzsektors insgesamt eine Wertschöpfung von 88 Mia. Franken verbunden ist. Dies entspricht fast einem Fünftel der gesamtwirtschaftlichen Wertschöpfung der Schweiz. Damit verbunden sind rund 12 Prozent der Arbeitsplätze (529'000 Erwerbstätige). Bund, Kantone und Gemeinden profitieren vom Finanzsektor in Form von bedeutenden Steuererträgen. Für die letzten 10 Jahre ergibt sich unter Einbezug der Finanzmarktsteuern (Verrechnungssteuer, Stempelabgaben) ein geschätzter jährlicher Steuerertrag von im Durchschnitt rund 14,4 Mia. Franken. Das entspricht in etwa 14 Prozent der gesamten Steuereinnahmen in der Schweiz.

Abb. 0-2 Effektive volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors, 2009



Anmerkung

Der Finanzmarkteffekt enthält die Verrechnungssteuer, die Stempelabgaben, die Mehrwertsteuer auf Finanzdienstleistungen sowie die Belastung des Finanzsektors mit der *taxe occulte* im Rahmen der unechten Befreiung der Mehrwertsteuer.

Quelle: BAKBASEL

Übergeordnete Funktionen des Finanzsystems und seiner Akteure

Für jede Volkswirtschaft ist ein gut funktionierendes Finanzsystem Grundlage einer florierenden Wirtschaft. Das Finanzsystem umfasst einerseits die Finanzmärkte und andererseits Finanzintermediäre als Akteure. Mit der Wahrnehmung der Allokationsfunktion sowie der Transformationsfunktionen übt das Finanzsystem eine wichtige Scharnierfunktion aus. Darüber hinaus nimmt der Finanzsektor eine wichtige Rolle bei der Versorgung der Bevölkerung und der Wirtschaft mit Finanzdienstleistungen wahr – neben der Geldversorgung beinhaltet dies nicht zuletzt auch die Vermögensverwaltung, die Beratungstätigkeit der Banken oder die Abwicklung von Geschäften für grosse Unternehmen. Die Technologieentwicklung im Zahlungsverkehr hat dazu geführt, dass der Zahlungsverkehr mit Checks in den letzten Jahren massiv zurückgegangen ist. Im Vergleich zum Ausland (insb. USA) ist dies ein grosser Fortschritt und vermindert die Transaktionskosten enorm.

Bedeutung des Finanzplatzes für den Werkplatz Schweiz

Gute Kreditversorgung zu im internationalen Vergleich niedrigen Kosten

Empirische Studien kommen zum Ergebnis, dass sich die ausreichende Versorgung mit Krediten nachhaltig auf die wirtschaftliche Entwicklung auswirkt. Gemäss Berechnungen der Europäischen Zentralbank führt eine Reduktion des Kreditwachstums um 5 Prozent langfristig beim Bruttoinlandsprodukt zu einer Wachstumseinbusse von 1.6 Prozent. Anhand von Daten kann aufgezeigt werden, dass in den vergangenen Jahren in der Schweiz – im Gegensatz zu anderen Ländern – ein ausreichendes Kreditangebot vorherrschte. Zudem profitieren die Unternehmen bei der Kreditfinanzierung von vergleichsweise niedrigen Zinskosten. Hierbei sind die günstigen Finanzierungsbedingungen in der Schweiz nicht nur das Resultat der niedrigen Zinsen der SNB.

Ein internationaler Vergleich zeigt, dass auch die Zinsmargen der Finanzinstitute in der Schweiz tiefer liegen als im Ausland.

Hoher Nutzen für multinationale Grossunternehmen

Der Werkplatz Schweiz weist eine überdurchschnittlich hohe Dichte an grossen multinationalen Unternehmen auf. Multinationale Unternehmen haben spezielle Finanzierungsbedürfnisse und sind eng mit dem Schweizer Finanzsektor verbunden. Sie nehmen Dienstleistungen in den Bereichen Zahlungsverkehr, Devisen, Wertschriften sowie institutionelle Vermögensverwaltung in Anspruch und sind auch wichtige Kunden für das Kreditgeschäft, Exportfinanzierungen und die Abwicklung von Umstrukturierungen bzw. Übernahmen. Zudem wickeln viele multinationale Konzerne ihr Treasury Management über Banken in der Schweiz ab. Der Schweizer Werkplatz kann von Finanzdienstleistungen von internationaler Qualität direkt in unmittelbarer Nähe profitieren. Eine wichtige Finanzierungsquelle für grosse Unternehmen stellen die so genannten Konsortialkredite dar. Diese Finanzierungsform funktionierte selbst während der Finanzkrise ohne grössere Probleme.

Katalytische Effekte

Neben der Ausübung übergeordneter volkswirtschaftlicher Funktionen und den mit der Tätigkeit direkt und indirekt verbundenen volkswirtschaftlichen Effekten gibt es verschiedene weitere Aspekte, bei denen der Finanzsektor einen Einfluss auf die Wirtschaft hat. Häufig handelt es sich um positive Spillover-Effekte. Beispiele hierfür sind die qualitativ hoch stehende Ausbildung, welche zum Wissensstandort Schweiz beiträgt oder Forschungs Kooperationen, welche die internationale Anziehungskraft der Schweizer Hochschulen verstärken. Dies wird ergänzt durch die Bildung eines Finanzplatz-Cluster. Einerseits werden dadurch Unternehmen aus der Finanzindustrie selbst (bspw. Hedge Funds) und andererseits komplementäre Dienstleistungen (bspw. Business Services) angezogen. Bei den negativen Effekten ist die Verstärkung der gesamtwirtschaftlichen Volatilität durch die massgebliche Mitwirkung des Finanzsektors an der Blasenbildung zu nennen.

Wechselwirkungen zwischen Finanz- und Werkplatz in der Schweiz

Auch wenn sich der Finanzsektor in der letzten Krise durch den Rückgang der Wertschöpfung als Belastungsfaktor erwies, ist er in einer langfristigen strukturellen Sicht ein essentieller Bestandteil der Schweizer Volkswirtschaft. Die Bedeutung erwächst dabei insbesondere über die Scharnierfunktion, die er über die Wahrnehmung der Infrastruktur-, Allokations-, und der Transformationsfunktionen sowie der Beratungs- und Finanzmanagementfunktionen übernimmt. Durch diese und weitere Finanzdienstleistungen wie die Abwicklung des bargeldlosen Zahlungsverkehrs wird ein effizientes Wirtschaften erst ermöglicht. So war selbst während der Finanzkrise die Unternehmensfinanzierung gewährleistet.

Neben den angebots- und nachfrageseitigen Verflechtungen, vertreten Finanz- und Werkplatz gemeinsame Interessen, wenn es um Erhalt und Förderung von Standortfaktoren der Schweiz oder einzelner Kantone geht. Als Vertragspartner in der Kredit- und Kapitalvergabe ergeben sich jedoch auch entgegengesetzte Interessen, z.B. bezüglich der Höhe des Zinssatzes bei Krediten oder der Bedingungen für die Vergabe von Risikokapital. Unterschiedliche Anliegen be-

stehen z.T. auch bezüglich volkswirtschaftlicher Themen von übergeordnetem Interesse. Dazu gehören insbesondere die stabilitätsorientierte Regulierung des Finanzsektors als Lösung für die negativen Spillovers (bspw. faktische Staatsgarantie für u.a. systemrelevante Institute) oder Fragen bezüglich Währungspolitik. Letztlich dürfen diese Differenzen jedoch nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Schweiz nur mit einem starken Werk- und Finanzplatz im globalen Konkurrenzkampf bestehen kann. Denn aus volkswirtschaftlicher Sicht ist klar, dass wir sowohl einen starken und wettbewerbsfähigen Werk- als auch Finanzplatz brauchen. Zwischen diesen beiden Pfeilern der Schweizer Wirtschaft gibt es sowohl gegenseitige Abhängigkeiten als auch eine ganze Reihe gemeinsamer Interessen. Beide Sektoren sind auf gute Rahmenbedingungen angewiesen. Es ist demzufolge von grosser Bedeutung diese Rahmenbedingungen bspw. durch eine im Vergleich zum Ausland strenge Regulierung nicht aufs Spiel zu setzen. Dabei werden längerfristig sowohl für den Werkplatz als auch für den Finanzplatz die Qualität der verfügbaren Arbeitskräfte und die Innovationskraft entscheidend sein. Die Kräfte sollten demnach gebündelt und nicht gegeneinander ausgespielt werden. Nicht der Werk- oder der Finanzplatz, sondern der Wirtschaftsstandort und der „Denkplatz“ Schweiz sollen gefördert werden. Dies ermöglicht der Schweizer Volkswirtschaft, ihre Spitzenposition im internationalen Standortwettbewerb langfristig zu erhalten.

Inhaltsverzeichnis

Executive Summary	1
1 Einleitung	8
2 Übergeordnete volkswirtschaftliche Funktion des Finanzsektors	9
2.1 Volkswirtschaftliche Funktionen des Finanzsystems	9
2.2 Kapitalversorgung der Wirtschaft	12
2.3 Fazit	17
3 Direkte volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors	19
3.1 Wertschöpfung	19
3.2 Wachstum	21
3.3 Beschäftigung und Einkommen	23
3.4 Steuern	25
3.5 Internationaler Vergleich	25
3.6 Fazit	27
4 Bedeutung des Finanzsektors für andere Branchen	28
4.1 Methodischer Ansatz	28
4.2 Ergebnisse	29
4.3 Fazit	33
5 Wechselwirkungen zwischen Finanz- und Werkplatz	35
5.1 Werk- und Finanzplatz – ein statistischer Vergleich	35
5.2 Vorleistungsverflechtung	38
5.3 Gemeinsame Interessen	44
5.4 Katalytische Effekte	46
5.5 Fazit	48
6 Gesamtfazit	49
7 Anhang	50
7.1 Konzept und Methodik der Impact-Analyse	50
7.2 Ergebnistabelle	54
8 Literatur	55

Abbildungsverzeichnis

Abb. 2-1	Zahlungsverkehr mit inländischen Kreditkarten im In- und Ausland, 2000-2009	10
Abb. 2-2	Zahlungsverkehr mit inländischen Debitkarten im In- und Ausland, 2000-2009	10
Abb. 2-3	Bargeldbezüge an Geldausgabegeräten, 2000-2009.....	11
Abb. 2-4	Zahlungsverkehr mit Checks, 2000-2009	11
Abb. 2-5	Zahlungsverkehr Swiss Interbank Clearing (SIC), 2000-2009.....	11
Abb. 2-6	Emissionsvolumen von CHF-Anleihen inländischer Unternehmen, 2000-2009	14
Abb. 2-7	Neukotierungen und Aktienkapitalerhöhungen inländischer Unternehmen, 2000-2009	14
Abb. 2-8	Anteile der nicht beanspruchten Kredite, Jan 2007-Jul 2010	15
Abb. 2-9	5-Jahres Swapsätze, Okt 1990- Okt 2010	16
Abb. 2-10	Zinsmarge, 2000-2008.....	16
Abb. 2-11	Modifizierte Zinsmarge, 2000-2008	16
Abb. 3-1	Wertschöpfungsbeitrag de Finanzsektors, 2009.....	20
Abb. 3-2	Entwicklung der realen Wertschöpfung im Finanzsektors vs. Gesamtwirtschaft, 1990-2009	21
Abb. 3-3	Beitrag des Finanzsektors am Wirtschaftswachstum der Schweiz, 1990-2009.....	23
Abb. 3-4	Erwerbstätigkeit und geleistete Arbeitsstunden im Finanzsektor, 1990-2009	24
Abb. 3-5	Nominelle Stundenproduktivität und nomineller Stundenlohn ausgewählter Branchen, 2009.....	25
Abb. 3-6	Entwicklung der Wertschöpfung im Finanzsektor im internationalen Vergleich, 1990-2009	27
Abb. 4-1	Effektiver Wertschöpfungseffekt [Mia. CHF], 2009.....	29
Abb. 4-2	In anderen Branchen ausgelöster Wertschöpfungseffekt [Mio. CHF], 2009	30
Abb. 4-3	Effektiver Beschäftigungseffekt [in Tsd. Personen], 2009	31
Abb. 4-4	Effektiver Steuereffekt [in Mia. CHF], 2009	33
Abb. 4-5	Effektive volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors, 2009.....	34
Abb. 5-1	Anteile an der Gesamtwirtschaft, 2009	35
Abb. 5-2	Reale Bruttowertschöpfung, 1990-2009.....	37
Abb. 7-1	Schematische Darstellung einer Input-Output-Tabelle.....	50

Tabellenverzeichnis

Tab. 2-1	Marktwirtschaftliche Unternehmen und Beschäftigte nach Grössenklassen, 2008.....	13
Tab. 5-1	Volkswirtschaftliche Indikatoren, 2009	36
Tab. 5-2	Nachfrageseitige Verflechtung von Finanz- und Werkplatz.....	40
Tab. 5-3	Nachfrageseitige Verflechtung von Finanz- und Werkplatz (II).....	41
Tab. 5-4	Vorleistungsnachfrage von Finanz- und Werkplatz	42
Tab. 5-5	Vorleistungsnachfrage von Finanz- und Werkplatz (II)	42
Tab. 7-1	Ergebnisse der Impact-Analyse, 2009.....	54

1 Einleitung

Wie in den meisten entwickelten Volkswirtschaften stellen auch in der Schweiz die kleinen und mittleren Unternehmen (KMU) das Rückgrat der Wirtschaft dar. Dennoch weist die schweizerische Volkswirtschaft einige Besonderheiten auf. Einerseits sind die meisten KMU stark exportorientiert und bieten ihre zumeist speziellen Produkte in der gesamten Welt an. Andererseits haben sich auch viele multinationale Unternehmen in der Schweiz niedergelassen, welche ebenso exportorientiert sind. In der Folge weist die Schweiz im Vergleich zu anderen Ländern eine sehr hohe Aussenhandelsquote auf. Diese starke Exportorientierung fordert spezifische Dienstleistungen und Produkte der Finanzindustrie wobei in der vorliegenden Studie der Fokus auf den Bankensektor gelegt wird. So benötigt bspw. ein Unternehmen, welches Produkte in ferne Länder exportiert, Sicherheit betreffend Wechselkursschwankungen, welche mittels Währungsabsicherungsderivate erzielt werden kann. Diese spezifischen Dienstleistungen stellen neben den standardisierten Aufgaben des Finanzsektors wie bspw. der Kreditvergabe und effizienten Kapitalallokation einen bedeutenden Faktor für die Wettbewerbsfähigkeit der gesamten Schweizer Volkswirtschaft dar.

Hinzu kommt, dass der schweizerische Finanz- und insbesondere Bankensektor eine ausgeprägte Vielfalt aufweist. Einerseits ermöglicht dies die vollständige Abdeckung gewisser Bedürfnisse von Unternehmen, andererseits führt dies auch zu einer Cluster-Bildung. Ein solches Cluster führt im Allgemeinen zu einer Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit, der Innovationstätigkeit und damit des Wachstums der gesamten Volkswirtschaft. Ein weiterer positiver Effekt der Heterogenität stellt die Substitutionsfähigkeit dar. Fällt ein Anbieter aus, existieren weitere Finanzdienstleister, welche das Angebot sicherstellen können.

In der vorliegenden Studie wird der Betrachtungswinkel von der kurzfristigen Konjunktursicht auf eine **strukturelle und mehr langfristige Optik** umgeschwenkt. Welche Bedeutung hat der Finanzsektor für die Schweizer Volkswirtschaft, und welche Wechselwirkungen bestehen mit dem Werkplatz? Diesen Fragen wird anhand verschiedener Ansätze und Betrachtungsweisen nachgegangen. So werden insbesondere die Bedeutung des Finanzplatzes und Wechselwirkungen mit dem Werkplatz (Kapitel 4 und 5) anhand eines Input-Output Modells analysiert. In Kapitel 6 werden zusätzliche nicht quantifizierbare Effekte dargestellt und analysiert. Folgende Aspekte stehen dabei im Mittelpunkt:

Jenseits von Bruttowertschöpfung und Beschäftigung: Was sind die volkswirtschaftlichen Funktionen, die der Finanzsektor als Teil des Finanzsystems ausfüllt. Wie steht es um Kreditversorgung und Kapitalkosten im internationalen Vergleich? [Kapitel 2]

Statistische Branchenanalyse: Wie stellt sich die direkte Bedeutung des Finanzsektors im Hinblick auf Wertschöpfung, Beschäftigung, Einkommen dar? [Kapitel 3]

Impact-Analyse: Wie stark profitieren andere Branchen einerseits über Vorleistungen des Finanzsektors und andererseits über den Konsum der Angestellten im Finanzsektor von der wirtschaftlichen Tätigkeit dieses Sektors? [Kapitel 4]

Werkplatz und Finanzplatz: Was sind die wechselseitigen Abhängigkeiten sowie gegenseitigen Interessen von Werkplatz und Finanzplatz? Gibt es zusätzliche katalytische Effekte des Finanzsektors, welche mit dem Modell nicht quantifiziert werden konnten? [Kapitel 5]

Ziel der vorliegenden Studie ist somit eine umfassende Analyse der Bedeutung des Finanzsektors für die schweizerische Volkswirtschaft sowie der wechselseitigen Beziehungen zwischen Finanz- und Werkplatz.

2 Übergeordnete volkswirtschaftliche Funktion des Finanzsektors

Für jede Volkswirtschaft ist ein gut funktionierendes Finanzsystem ein essentieller Bestandteil der Wirtschaft. Als Intermediär zwischen Kapitalangebot und -nachfrage schafft das Finanzsystem Nutzen, indem es die Transformation von Fristen, Losgrößen und Risiken herstellt. Darüber hinaus nimmt der Finanzsektor eine wichtige Rolle bei der Versorgung der Bevölkerung und der Wirtschaft mit Finanzdienstleistungen ein – neben der Geldversorgung beinhaltet dies nicht zuletzt auch die Vermögensverwaltung, die Beratungstätigkeit der Banken oder die Abwicklung von Geschäften für grosse Unternehmen. Der nachfolgende Abschnitt gibt zunächst einen Überblick über die verschiedenen Aspekte der Schlüsselfunktionen des Finanzsektors für die Volkswirtschaft. Sodann wird ein spezifischer Aspekt mit besonderer Bedeutung - Kreditversorgung und Kapitalkosten - anhand eines internationalen Vergleichs vertieft analysiert.

2.1 Volkswirtschaftliche Funktionen des Finanzsystems

Das Finanzsystem umfasst einerseits die Finanzmärkte und andererseits Finanzintermediäre als Akteure. Erstere bilden das Fundament, letztere vereinfachen den Markteintritt für Kapitalanbieter und -nachfrager. Die Finanzmärkte werden unterteilt in Geldmärkte, Kredit- / Kapitalmärkte, Devisenmärkte und weitere (z.B. Futuresmärkte). Kredit- / Kapitalmärkte können weiter nach den verwendeten Finanzierungsinstrumenten unterschieden werden, in Kredit-, Anleihen- und Aktienmärkte.

Allokations- und Koordinationsfunktion der Finanzmärkte

Grundsätzlich können Kapitalgeber und -nehmer auch ohne Finanzmarkt miteinander Verträge abschliessen. Doch ein organisierter, überwachter und liquider Markt für Kapital reduziert die Suchkosten und Gegenparteierrisiken der Teilnehmer stark. Ausserdem erfüllen organisierte Märkte die volkswirtschaftlich erstrebenswerten Funktionen des Handelns, die Allokationsfunktion, weitaus effizienter. Effiziente Finanzmärkte gewährleisten, dass die knappe Ressource Finanzkapital (das in Realkapital umgewandelt werden kann) der effizientesten Verwendung zukommt.

Transformationsfunktionen von Finanzintermediären

Finanzmärkte haben ein Koordinationsproblem: Die Bedingungen, zu denen ein Kreditgeber bereit ist, Kredit zu gewähren (Betrag, Fristigkeit, in Kauf genommenes Risiko) stimmen meist nicht mit denjenigen überein, die der Kreditnehmer bietet. Durch Institute, welche die passenden Beträge, Fristigkeiten und Risiken koordinieren, ist es möglich, Geschäfte abzuschliessen, die ohne Koordination nicht möglich gewesen wären. Die zentrale Dienstleistung der Finanzintermediäre, besteht damit in der Transformationsleistung zwischen den unterschiedlichen Bedürfnissen von Kapitalgebern und -nehmern. Dies entspricht dem klassischen Spar- und Leihgeschäft.

n Losgrössentransformation

Die relativ kleinen Beträge der Anleger, besonders der Sparer, werden «gepoolt» und damit in die für Kreditnehmer notwendigen größeren Summen umgewandelt.

n Fristentransformation

Kurzfristig überlassene Gelder (Sicht-, Termin-, Spareinlagen) werden für längerfristige Kredite verwendet.

n **Risikotransformation**

Die von Kunden überlassenen Gelder werden auf eine grosse Zahl Kreditsuchender verteilt oder in anders strukturierte Kontrakte zerlegt, so dass sich das Ausfallrisiko insgesamt auf viele Marktteilnehmer verteilt.

Ausprägungen der Allokation und Transformation

Neben dem Kerngeschäft der Kreditvergabe entwickelten die Finanzintermediäre mit der Zeit weitere Dienstleistungsangebote, auf die eine moderne Volkswirtschaft kaum verzichten kann:

n **Verwahrung der Ersparnisse und Kontoführung**

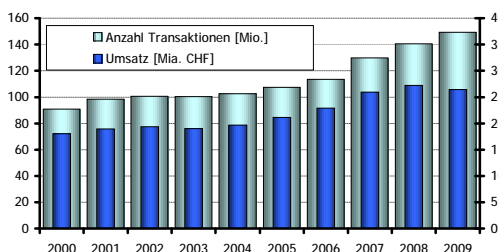
Finanzintermediäre bieten privaten Haushalten eine angenehme und sichere Art ihre Ersparnisse zu lagern. Gleichzeitig führen sie Buch und informieren Kunden über den aktuellen Stand ihrer Finanzen. 2009 beliefen sich die Verpflichtungen gegenüber Kunden aller Banken der Schweiz auf rund 1.4 Billionen Franken.

n **Abwicklung des Zahlungsverkehrs**

Banken stellen dem Konsumenten durch die Ausgabe von Kreditkarten (z.B. Visa), Debitkarten (z.B. Maestro) und Checks, der Einrichtung von Geldausgabegeräten (Bancomat, Postomat) und der Abwicklung des nationalen und internationalen Zahlungsverkehrs Liquidität beinahe an jedem Ort und zu jedem Zeitpunkt zur Verfügung. Dadurch werden die Transaktionskosten eines Tauschgeschäfts enorm gesenkt.

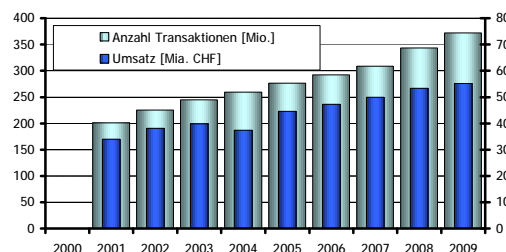
Im Jahr 2009 wurden in der Schweiz rund 4.7 Millionen Kreditkarten (Americian Express, Mastercard, Diners Club, Visa) und 7.9 Millionen Debitkarten (Maestro, Postcard) gezählt, also rund 0.6 Kreditkarten beziehungsweise eine Debitkarte pro Kopf. Beide Kartenarten wiesen über die letzte Dekade durchschnittliche jährliche Wachstumsraten von 4.6 (Kredit), beziehungsweise 4.7 Prozent (Debit) auf. Wie in Abb. 2-1 und Abb. 2-2 dargestellt wird, wuchsen die Anzahl Transaktionen und die dabei verbuchten Umsätze mit Karten, die in der Schweiz ausgestellt wurden, (beinahe) kontinuierlich an. 2008 belief sich die Anzahl Transaktionen auf rund 141 (Kredit) und 343 Millionen (Debit). Die total verbuchten Beträge lagen bei rund 27 (Kredit), respektive 53 Mia. Franken (Debit). Daraus wird ersichtlich, dass mit Kreditkarten im Durchschnitt kostspieligere Einkäufe getätigt werden (rund 193 CHF bei Kredit- gegenüber 155 CHF bei Debitkarten).

Abb. 2-1 Zahlungsverkehr mit inländischen Kreditkarten im In- und Ausland, 2000-2009



Anmerkung:
Anzahl Transaktionen linke Skala, Umsatz rechte Skala
American Express, Mastercard, Diners Club, Visa
Quelle: SNB

Abb. 2-2 Zahlungsverkehr mit inländischen Debitkarten im In- und Ausland, 2000-2009

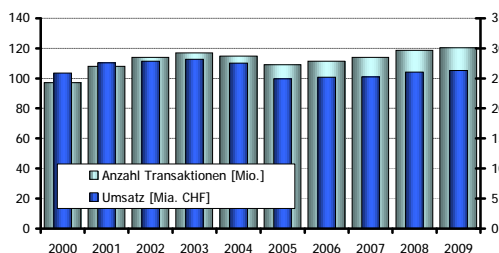


Anmerkung:
Anzahl Transaktionen linke Skala, Umsatz rechte Skala
Werte für 2000 nicht verfügbar
Maestro und Postcard
Quelle: SNB

Auch die Anzahl an Geldausgabegeräten wuchs seit 2000 stetig an und belief sich im Jahr 2009 auf 6'228 Geräte. Im Jahr 2008 kamen in der Schweiz auf ein Geldausgabegerät rund 1300 Personen im Vergleich zu Belgien mit rund 700 oder Grossbritannien mit rund 1000. Wie in Abb. 2-3 ersichtlich ist,

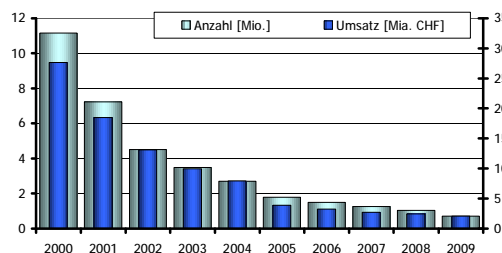
wuchs die Anzahl an Bargeldbezügen und das involvierte Betragsvolumen weniger eindeutig als bei den Kredit- und Debitkarten, aber nichtsdestotrotz waren die Werte 2009 (120 Mio. und 26 Mia. CHF) höher als 2000 (97 Mio. und fast 26 Mia. CHF). Der Zahlungsverkehr mit Checks nahm dagegen stark ab (siehe Abb. 2-4). Insbesondere zu den USA stellt dies einen grossen Unterschied dar, da dort der Zahlungsverkehr mit Checks noch sehr ausgeprägt ist.

Abb. 2-3 Bargeldbezüge an Geldausgabegeräten, 2000-2009



Anmerkung:
Anzahl Transaktionen linke Skala, Umsatz rechte Skala
Bancomat, Postomat
Quelle: SNB

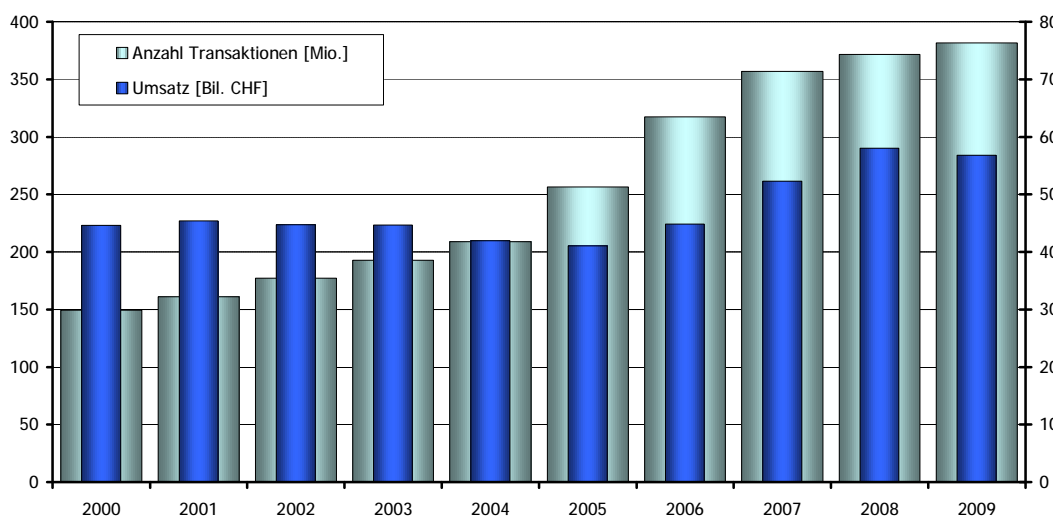
Abb. 2-4 Zahlungsverkehr mit Checks, 2000-2009



Anmerkung:
Transaktionen linke Skala, Umsatz rechte Skala
Postcheques, Einheitschecks, SBTC
Quelle: SNB

Die Abwicklung des nationalen und internationalen elektronischen Zahlungsverkehrs zwischen Finanzinstituten wird von der SIX Interbank Clearing im Auftrag der Schweizerischen Nationalbank durchgeführt. Wie in Abb. 2-5 dargestellt ist, waren sowohl die Anzahl an Transaktionen als auch der dabei erzielte Umsatz im Jahr 2009 höher als in 2000 (Anzahl Transaktionen: rund 380 gegenüber 150 Millionen, Umsatz: rund 57 gegenüber 45 Billionen CHF). Die Anzahl Transaktionen wuchs dabei kontinuierlich, während der Umsatz zunächst leicht abnahm, ab 2005 aber kräftig wuchs.

Abb. 2-5 Zahlungsverkehr Swiss Interbank Clearing (SIC), 2000-2009



Anmerkung: Anzahl Transaktionen linke Skala, Umsatz rechte Skala
Quelle: SNB

n Vermögensverwaltung

Aufgrund des Produktivitätswachstums in den Industrienationen im 20. Jahrhundert begannen die Löhne die Konsumbedürfnisse immer stärker zu übersteigen. Dadurch erwuchs bei den privaten Haushalten der Wunsch, die Ersparnisse möglichst gewinnbringend anzulegen oder sich gegen mögliche Schadensfälle versichern zu lassen. Finanzintermediäre kamen diesem Wunsch durch die Entwicklung von Wertpapieren und Anlagestrategien nach, die es den privaten Haushalten erlauben das für sie akzeptable Risiko einzugehen und dabei eine möglichst hohe Rendite zu erwirtschaften. Gleichzeitig erlauben gewisse Finanzintermediäre den privaten Haushalten den direkten Zugang zu (in- und ausländischen) Börsen und den Handel mit Wertpapieren, Devisen, Rohstoffen etc.

n Unternehmensfinanzierung und –beratung

Finanzintermediäre, insbesondere Banken, beraten und unterstützen Firmen jeder Grösse in jeglichen Finanzierungsbelangen. Dazu gehören unterschiedliche Formen der Kapitalbeschaffung (Anleihen-, Aktienemissionen, Kreditvergabe), Unterstützung bei Fusionen und Übernahmen, Nachfolgeregelungen etc. Die Kreditvergabe an Unternehmen stellt dabei eine der zentralen Aufgaben der Banken dar.

n Firmenkundengeschäft

Finanzintermediäre, insbesondere Banken, unterstützen Unternehmen der Realwirtschaft bei Projekt-, Immobilien-, Export- und Handelsfinanzierungen. Dies erlaubt es ihnen, sich mit Hilfe von Optionen gegen unterschiedliche Formen des Risikos (z.B. Wechselkursrisiko) abzusichern.

2.2 Kapitalversorgung der Wirtschaft

Empirische Studien zeigen die grosse Bedeutung einer funktionierenden Finanzierung für die gesamte Volkswirtschaft auf. So kommt eine Studie der Europäischen Zentralbank (EZB 2010) zum Ergebnis, dass eine Reduktion des Kreditwachstums um 5 Prozent zu einer kurzfristigen Verminderung des BIP-Wachstums in Höhe von 0.4 Prozent führt. Langfristig ist dieser Effekt sogar noch bedeutender und beträgt 1.6 Prozent.

Ein Grossteil der Unternehmensinvestitionen wird über den Kredit- oder Kapitalmarkt finanziert. So lag im Jahr 2009 das gesamte Finanzierungsvolumen von Kredit- und Kapitalmarkt bei rund 88 Mia. Franken. Dies entspricht etwa 82 Prozent der im Jahr 2008 getätigten Ausrüstungs- und Bauinvestitionen Schweizer Unternehmen. Ein weiterer Teil der Unternehmensfinanzierung kann durch Banken aus dem Ausland erfolgen, welche nicht in der Statistik erfasst und folglich nicht analysiert wird. Aufgrund der hohen Bedeutung einer ausreichenden Kapitalversorgung für die Investitionstätigkeit der Volkswirtschaft erscheint es lohnenswert, diesen Aspekt weiter zu vertiefen. Hierzu wird ein internationaler Vergleich von Kapitalkosten und Kreditangebot angestellt.

2.2.1 Unternehmensfinanzierung durch Kredit- und Kapitalmarkt

Kleine und mittlere Unternehmen (KMU)

Für viele Unternehmen in der Schweiz ist der Bankkredit die wichtigste Finanzierungsform. Vor allem KMU sind auf diese Finanzierung angewiesen, da sie für den Zugang zum Kapitalmarkt zu klein sind. Kredite an KMU machen in der Schweiz fast 90 Prozent aller gesprochenen Unternehmenskredite aus (volumenbasiert). Per Juli 2010 entsprach dies einem Betrag von 318 Mia. Franken (von insgesamt fast 362 Mia. an ausstehenden Krediten). Davon entfiel mit rund 206 Mia. Franken (65% von 318 Mia. CHF) der grösste Teil auf Unternehmen mit höchstens neun Mitarbeitern. Allerdings verfügen gemäss einer Umfrage des Seco nur rund zwei Drittel der KMU über einen Bankkredit.

Im Kreditmarkt besteht demnach neben einer starken Abhängigkeit auch eine Wechselwirkung zwischen Finanz- und Werkplatz. Ein starker Wettbewerb im Bankensektor mit vielen Anbietern spricht für einen gut funktionierenden Schweizer Kreditmarkt, wovon die Unternehmen profitieren. Die starke Konkurrenz sorgt auch dafür, dass Kreditanträge relativ häufig bewilligt werden.

Mittelgrosse Unternehmen die einen Finanzierungsbedarf haben, der nicht mehr von einer Bank alleine gedeckt werden kann und denen der Gang an den Kapitalmarkt nicht offen steht, sind auf sogenannte Konsortialkredite angewiesen. Dabei handelt es sich um Kredite ab ca. 50 Millionen Franken, die von mehreren Banken, welche sich zu einem Konsortium zusammenschliessen, vergeben werden. Dieses Konsortium verpflichtet sich, dem Unternehmen einen mittel- oder langfristigen Kredit auf Basis eines einheitlichen Vertrages zu gleichen Konditionen zu gewähren. Zu einem Konsortium gehört auch eine Lead Bank, die für die Strukturierung und Platzierung des Konsortialkredits verantwortlich ist. Selbst während der Finanzkrise hat dieser Markt funktioniert. So konnten im inländischen Konsortialkreditmarkt 2009 rund 21 Transaktionen mit einem Volumen von rund 8 Mia. Franken erfolgreich abgewickelt werden.

Kleine und mittlere Unternehmen (KMU)

Wie in Tabelle 4-1 ersichtlich ist, besteht die Schweizer Volkswirtschaft zu einem grossen Teil aus kleinen und mittleren Unternehmen. Diese spielen vor allem bei der Arbeitsplatzsicherung eine bedeutende Rolle: Zum Einen beschäftigen sie rund zwei Drittel der Angestellten, zum Anderen wird aufgrund des persönlichen Kontakts zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer in rezessiven Phasen weniger schnell Personal entlassen als in Grossunternehmen. Gleichzeitig sind sie wegen ihrer überschaubaren Grösse und der wenig formalisierten Organisation besser in der Lage auf Konjunkturschwankungen zu reagieren.

Tab. 2-1 Marktwirtschaftliche Unternehmen und Beschäftigte nach Grössenklassen, 2008

Grössenklasse	Unternehmen		Beschäftigte	
	Anzahl	Anteil	Anzahl	Anteil
nach Vollzeitäquivalenten				
Mikrounternehmen (bis 9)	272'346	87.1%	869'206	24.9%
Kleine Unternehmen (10-49)	33'183	10.6%	760'780	21.8%
Mittlere Unternehmen (50-249)	6'178	2.0%	697'816	20.0%
Total KMU (bis 249)	311'707	99.6%	2'327'802	66.6%
Grossunternehmen (250 und mehr)	1'154	0.4%	1'166'269	33.4%
Total	312'861	100.0%	3'494'071	100.0%

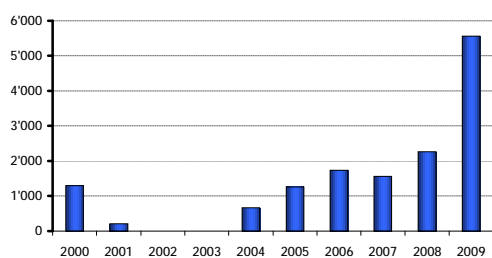
Quelle: BFS, Betriebszählung 2008

Grossunternehmen

Für Grossunternehmen ist der Zugang zum Kapitalmarkt, also zur Börse, von grosser Bedeutung. Dank der Schweizer Börse SIX Swiss Exchange können sich diese Unternehmen direkt in der Schweiz und an der Börse mit der stärksten internationalen Ausrichtung in Europa und hoher Liquidität kotieren lassen. Gemäss der Weltbank wies die Schweiz per Ende 2008 eine Marktkapitalisierung im Vergleich zum BIP von 175.4 Prozent auf (Vergleich USA: 83.3 Prozent, Deutschland: 30.4 Prozent). Auch absolut weist die Schweizer Börse eine hohe Kapitalisierung auf und gehört innerhalb Europa zu den Top 5. In der Schweiz gibt es knapp 300 börsenkotierte Unternehmen.

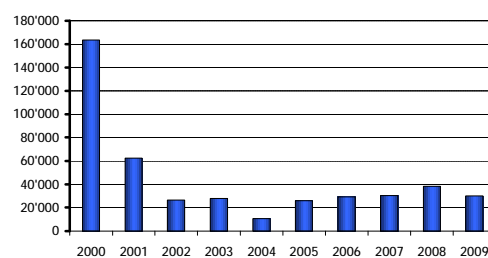
Wie in Abb. 2-6 dargestellt ist, wurden im Jahr 2009 von der schweizerischen Industrie Anleihen in Schweizer Franken im Wert von fast 5.6 Mia. Franken emittiert. Das Volumen wuchs seit 2004 (661 Mio. CHF) ziemlich kontinuierlich an. Die Kapitalbeschaffung über den Aktienmarkt nahm zwar seit 2000 ab, das Volumen beträgt 2009 aber immer noch rund 30 Mia. Franken (siehe Abb. 2-7) und ist damit knapp fünfeinhalb Mal grösser als dasjenige der dargestellten Anleiheemissionen.

Abb. 2-6 Emissionsvolumen von CHF-Anleihen inländischer Unternehmen, 2000-2009



Anmerkung: In Mio. CHF
Quelle: SNB

Abb. 2-7 Neukotierungen und Aktienkapitalerhöhungen inländischer Unternehmen, 2000-2009



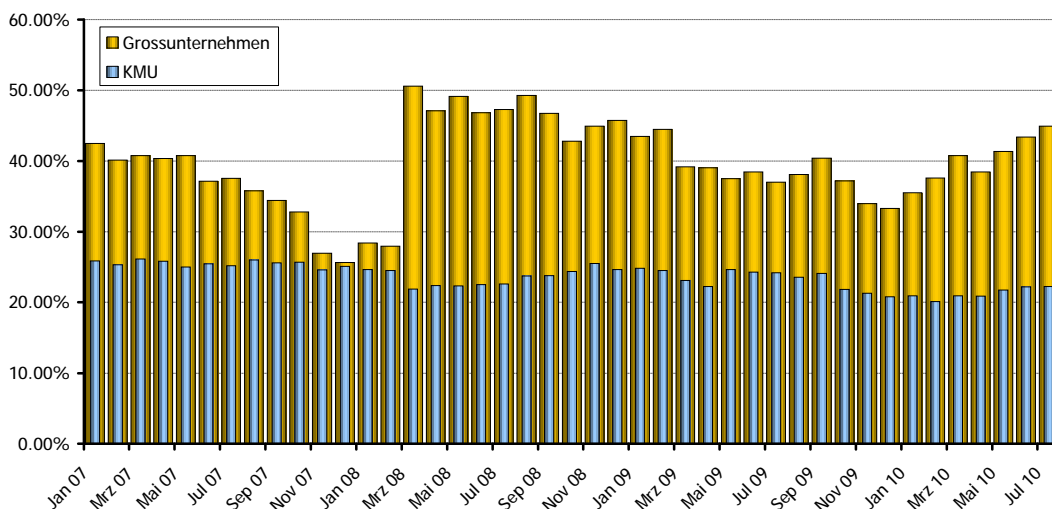
Anmerkung: In Mio. CHF
Quelle: SNB

2.2.2 Kreditversorgung während der Finanz- und Wirtschaftskrise

In einer Volkswirtschaft wird die Investitionstätigkeit gebremst, wenn das Kreditangebot knapp gehalten wird und eine «Kreditklemme» entsteht. In einer Studie der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg 2009) wird dargelegt, dass auch während der Finanzkrise nicht von einer Kreditklemme gesprochen werden konnte. Zum selben Schluss kamen Unternehmensbefragungen, die im Auftrag des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements (EVD) und des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) Ende 2009 und Anfang 2010 durchgeführt wurden (EVD 2009, MIS 2009, MIS 2010).

Wie in Abb. 2-8 ersichtlich ist, wurden die gewährten Kredite auch während der Finanzkrise (September 2007 bis Juni 2009) weder von KMU noch von Grossunternehmen ausgereizt. Finanzierungen und Liquidität waren demnach stets gesichert. Die Quote der nicht beanspruchten Kredite betrug im Mittel dieser Periode 24 Prozent (KMU), respektive 40 Prozent (Grossunternehmen). Auffällig ist vor allem, dass die Quote bei den KMU ungefähr konstant blieb, während sie bei den Grossunternehmen zu Beginn der Finanzkrise (Herbst 2007, Frühjahr 2008) einbrach. Von einem sog. Credit Crunch (Kreditklemme) bei den KMU während der Finanzkrise konnte also in der Schweiz nicht gesprochen werden. Dies wurde auch von der Schweizerischen Nationalbank in diversen Berichten bestätigt.

Abb. 2-8 Anteile der nicht beanspruchten Kredite, Jan 2007-Jul 2010



Anmerkung:
 Strukturbrüche im März 2008 und März 2009 aufgrund von Revisionen der Kreditvolumenstatistik der SNB, für Details siehe Statistisches Monatsheft September 2010.
 Quelle: SNB

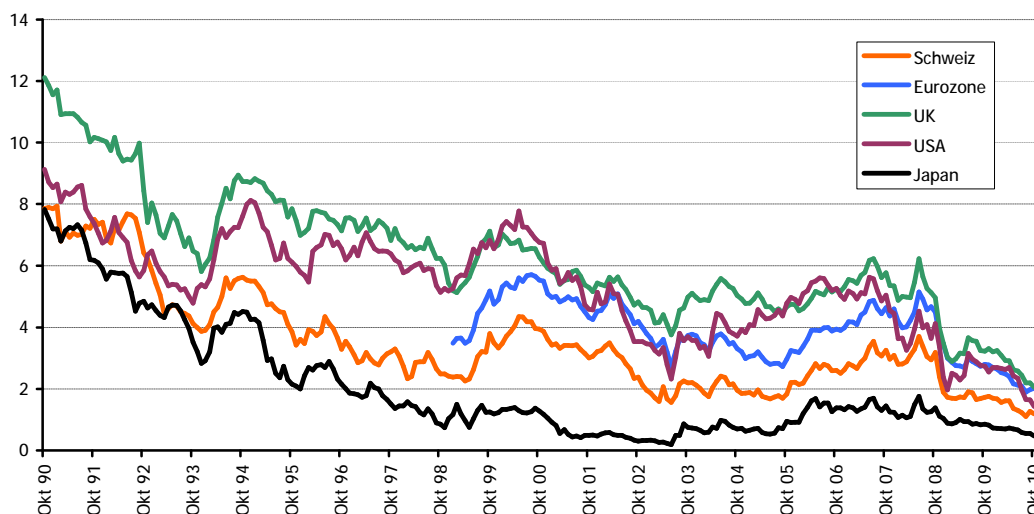
2.2.3 Kapitalkosten im internationalen Vergleich

Je günstiger die Kredit- und Kapitalaufnahme für Unternehmen ist, desto eher sind sie bereit, Investitionen zu tätigen, die für die Steigerung der Produktivität einer Volkswirtschaft notwendig sind. Kapitalkosten umfassen die Kosten, die ein Unternehmen für die Aufnahme von Fremd- und Eigenkapital zu entrichten hat (Zinszahlungen und Dividenden). Laut einer aktuellen Studie der IMD Business School (IMD 2010) kann die Schweiz weltweit die geringsten Kapitalkosten ausweisen.

Betrachten wir die Fremdkapitalkosten, im Speziellen die Kreditkosten, welche bei der Fremdfinanzierung von Unternehmensinvestitionen am wichtigsten sind: Der Nominalzinssatz für Kreditaufnahme besteht aus zwei Komponenten: dem Referenzzinssatz (sinnvollerweise 5-Jahres Swapsatz bei Kreditvergabe an Kunden), den die Zentralbank über Offenmarktgeschäfte beeinflussen kann, und der Zinsmarge, welche die Bank zur Entlohnung ihrer Dienstleistungen (Transformationen, Risikoübernahme, Refinanzierungskosten, administrative Kosten) hinzufügt. Ein tiefer Nominalzinssatz ist also die Folge eines tiefen Referenzzinssatzes, einer tiefen Zinsmarge oder von beidem.

Wie in Abb. 2-9 illustriert wird, waren die 5-Jahres Swapsätze in der Schweiz im internationalen Vergleich meist tiefer als in den Vergleichsländern. Eine Ausnahme bildet ein weiteres bekanntes Tiefzinsland, nämlich Japan. Dennoch waren und sind viele Sparer daran interessiert, ihre Sparkonti in der Schweiz zu eröffnen. Zum einen, da die Schweiz mit ihrem stark ausgeprägten Rechtssystem die Sicherheit des Vermögens privilegiert (Einlagensicherung), zum anderen, weil der starke Schweizer Franken eine Abwertung des Vermögens durch Währungsschwankungen verhindert. Das führte dazu, dass die Schweizer Kreditinstitute mit Liquidität (insbesondere aus dem Ausland) überflutet wurden, was zu einem Sinken der Zinsen führte. Es entstand der Begriff der «Zinsinsel Schweiz».

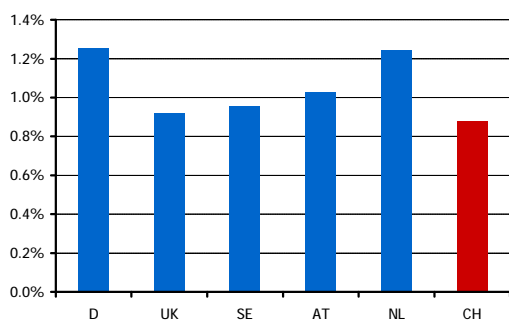
Abb. 2-9 5-Jahres Swapsätze, Okt 1990- Okt 2010



Anmerkung: In Prozent
Quelle: Datastream

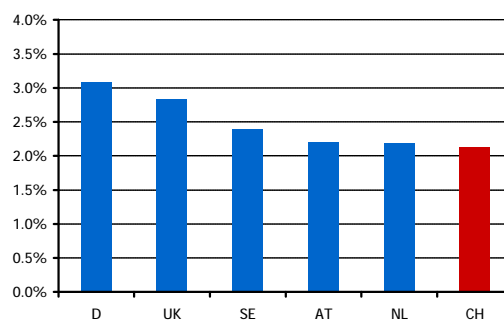
Neben den unterschiedlichen Refinanzierungskosten der Banken können auch unterschiedlich hohe Zinsmargen¹ die unterschiedlichen Kapitalkosten erklären. Üblicherweise wird die Zinsmarge berechnet als Verhältnis des Zinserfolgs (Zinsertrag minus Zinsaufwand) und der Bilanzsumme. Ein solcher Vergleich kommt zum Ergebnis, dass die Zinsmarge (=Zinserfolg/Bilanzsumme) in der Schweiz deutlich tiefer ausfällt als in den Vergleichsländern Niederlande, Deutschland, Österreich, Schweden und Vereinigtes Königreich (siehe Abb. 2-10).

Abb. 2-10 Zinsmarge, 2000-2008



Anmerkung:
Zinsmarge = Zinserfolg / Bilanzsumme
Mittelwert über die Jahre 2000-2008
Quelle: Nationale Zentralbanken, OECD

Abb. 2-11 Modifizierte Zinsmarge, 2000-2008



Anmerkung:
Zinsmarge = Zinserfolg / Kreditvolumen
Mittelwert über die Jahre 2000-2008
Quelle: Nationale Zentralbanken, OECD

¹ Zinsmarge = Zinserfolg/Bilanzsumme, Zinserfolg = Zinsertrag-Zinsaufwand. Die Zinsmarge soll die Gesamtkapitalrendite des Zinsgeschäfts darstellen. Mit der Bilanzsumme im Nenner fällt diese jedoch tendenziell zu tief aus, da darin auch Kapital enthalten ist, das nur indirekt zur Erwirtschaftung von Zinserträgen verwendet wird (z.B. Sachanlagen). Eine modifizierte Zinsmarge der Form Zinserfolg/Kreditvolumen (Kreditvolumen = Forderungen gegenüber Kunden + Hypothekarforderungen) erfasst die Rentabilität im Zinsgeschäft besser, da das Kreditvolumen (Aktivseite) in seiner Höhe demjenigen Teil des Vermögens (Passivseite) entspricht, der zur Erwirtschaftung von Zinserträgen (direkt) verwendet wird.

Unterschiede in der Zinsmarge werden häufig mit Wettbewerbs- und Effizienzunterschieden des jeweiligen Bankensektors erklärt. Dieser Schluss ist allerdings nur bedingt erlaubt. Denn die so berechneten Zinsmargen berücksichtigen nicht Unterschiede in der Bilanzstruktur. So kann bei gleicher Bilanzsumme der Anteil der Kreditforderungen (das Kreditvolumen) unterschiedlich hoch sein, z.B. aufgrund unterschiedlich hoher Anlagevermögen. Als Folge hätte die Bank mit höherem Anlagevermögen (und dadurch grösserer Bilanzsumme) eine niedrigere Zinsmarge, obwohl Zinserfolg und Kreditvolumen gleich hoch wären.

Eine modifizierte Zinsmarge, in welcher der Zinserfolg ins Verhältnis mit den ausstehenden Forderungen aus Kredit- und Hypothekengeschäft gesetzt wird, ist besser als Indikator für die Beurteilung der Wettbewerbsintensität geeignet. Wie in Abb. 2-11 zu sehen ist, liegt die Zinsmarge in der Schweiz auch bei der modifizierten Berechnung deutlich unterhalb derer von Deutschland. Mit Österreich und den Niederlanden weisen noch zwei weitere Länder einen sehr tiefen Wert auf. Insgesamt deuten also die Daten darauf hin, dass auch die Schweizer Kreditinstitute einen Anteil dazu beitragen, dass die Kapitalkosten vergleichsweise niedrig ausfallen. Wie den anfangs zitierten Studien zu entnehmen ist, dürfte dies zu einer höheren Investitionstätigkeit und damit zu höherem volkswirtschaftlichem Wohlstand führen.

In der ökonomischen Theorie unterscheidet man zwei Effekte, über die Investitionen den Wohlstand einer Volkswirtschaft erhöhen:

- n Kapazitätseffekt über langfristiges Angebot: Positive Nettoinvestitionen (Bruttoinvestitionen minus Abschreibungen) führen zu einer Vergrößerung des Kapitalstocks. Bei konstanter Kapitalproduktivität und gleicher Kapazitätsauslastung führt dies zu einer Vergrößerung des gesamtwirtschaftlichen Outputs (Bruttoinlandsprodukt). Vereinfacht gesagt erhöhen Investitionen das volkswirtschaftliche Produktionspotenzial (durch mehr oder bessere Maschinen, Betriebsstoffe etc. können mehr oder bessere Produkte erstellt werden). Eine zu geringe Investitionstätigkeit bremst das langfristige Wirtschaftswachstum.
- n Einkommenseffekt über kurzfristige Nachfrage: Positive Nettoinvestitionen führen bei den investierenden Firmen zu Nachfrage nach den oben erwähnten Maschinen, Betriebsstoffen etc. Diese müssen wiederum von anderen Firmen produziert werden. Die grössere Nachfrage führt bei diesen Firmen zu erhöhter Beschäftigung und damit zu einem höheren Volkseinkommen (primärer Einkommenseffekt). Die höhere Wertschöpfung dieser Firmen wird an deren Kapitalgeber und Arbeitnehmer verteilt, wodurch deren Konsum bei konstanter Sparquote steigt, was zu grösserer Nachfrage nach Konsumgütern führt (sekundärer Einkommenseffekt).

Investitionen wirken somit als volkswirtschaftlicher Multiplikator, der einen positiven Einfluss auf das BIP-Wachstum hat.

2.3 Fazit

Ein funktionierendes Finanzsystem - bestehend aus effizienten Finanzmärkten und leistungsfähigen Finanzintermediären - ist essentiell für das erfolgreiche Funktionieren einer hoch entwickelten Volkswirtschaft. Mit der Wahrnehmung der Allokationsfunktion sowie der Transformationsfunktionen hat das Finanzsystem eine wichtige Scharnierfunktion.

Kredite des Schweizer Finanzsektors sind essentiell für KMU. Rund 90 Prozent aller gesprochenen Unternehmenskredite fliessen diesem Unternehmenssegment zu. Zudem wird grösseren Unternehmen über Konsortialkredite ermöglicht, grössere Summen an Fremdkapital aufzunehmen. Im Gegensatz zu anderen Ländern war in der Schweiz auch während der Finanz- und Wirtschaftskrise ein ausreichendes Kreditangebot gewährleistet, eine Kreditklemme war nicht zu beobachten. Im Hinblick auf die Kapitalkosten leistet der Schweizer Finanzsektor einen Beitrag dazu, dass diese im internationalen Vergleich unterdurchschnittlich ausfallen.

Neben der Sicherstellung des Kreditangebots für KMU deckt der Finanzsektor in seinem Leistungsspektrum auch die speziellen Finanzierungsbedürfnisse von Grossunternehmen und Multinationals ab. Dank der Schweizer Börse SIX Swiss Exchange können sich diese auch direkt in der Schweiz kotieren lassen, an einer Börse mit hoher Liquidität und internationaler Ausrichtung.

3 Direkte volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors

Der Finanzsektor hat in der Schweiz einen bedeutenden Anteil an der gesamtwirtschaftlichen Leistung und trägt somit wesentlich zum Wohlstand bei. Dies manifestiert sich nicht nur in der hohen Wertschöpfung und dem überdurchschnittlichen Wachstumsbeitrag, sondern auch in der Zahl der Beschäftigten und nicht zuletzt auch in den Einkommen, die an die Beschäftigten ausbezahlt werden. Nachfolgend wird die unmittelbare volkswirtschaftliche Bedeutung der Branche anhand aktueller Daten illustriert.

3.1 Wertschöpfung

Im Jahr 2009 generierte der Finanzsektor eine Bruttowertschöpfung von rund 60 Mia. Franken. Dies entspricht rund 12 Prozent der gesamtwirtschaftlichen Wertschöpfung. Wenngleich sich dieser Anteil in den Jahren 2008 und 2009 infolge der Finanzkrise leicht verminderte, stieg er in den vergangenen zwei Dekaden insgesamt deutlich an. Im Jahr 1990 betrug der Anteil am BIP noch rund 7 Prozent.

Was versteht man unter Bruttowertschöpfung?

Die eigentliche «Leistung» einer Branche im volkswirtschaftlichen Sinne wird mit der Wertschöpfung gemessen. Das Bruttoinlandsprodukt (zu Marktpreisen) als gesamtwirtschaftliche Leistungskennziffer ergibt sich von der Entstehungsseite her als die Summe aller Branchen-Bruttowertschöpfungen (zu Herstellungskosten) zuzüglich Gütersteuern und abzüglich Subventionen.

Die Bruttowertschöpfung misst den «Mehrwert», der im Produktionsprozess erwirtschaftet wird. Dieser Mehrwert ergibt sich als Differenz von Produktionswert und den zur Leistungserstellung verwendeten Vorleistungen. Anders ausgedrückt bemisst die Bruttowertschöpfung jenen Betrag, der für die Entlohnung der Produktionsfaktoren Arbeit (Löhne und Gehälter), Finanzkapital (Gewinn und Fremdkapitalzinsen ohne Bruttomarge der Banken) nach Abschreibungen des physischen Kapitals zur Verfügung steht. Im Bankensektor ergibt sich die Bruttowertschöpfung als Bruttomarge abzüglich der Aufwendungen für bezogene Vorleistungen (z.B. Energie, Ausstattung, etc.).

Struktur des Finanzsektors

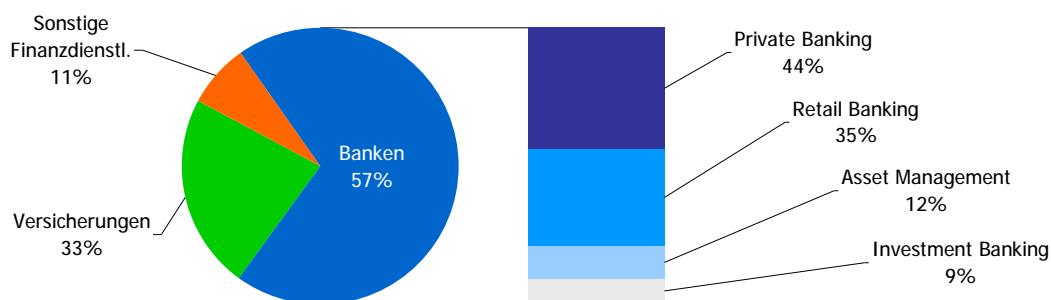
Gemessen an der Wertschöpfung besteht der Finanzsektor zu 57 Prozent aus Banken, zu einem Drittel aus Versicherungen und zu 11 Prozent aus sonstigen Finanzdienstleistungen. Bei den sonstigen Finanzdienstleistungen handelt es sich häufig um Unternehmen, deren Dienstleistungen komplementär zu denjenigen der Banken oder Versicherungen sind (z.B. die Börse und die Effektenhändler). Daneben enthält diese Branche auch die unabhängigen Vermögensverwalter und Versicherungsmakler.

Erfassung und Messung der Wertschöpfung im Finanzsektor im Rahmen der VGR²

Die volkswirtschaftliche Gesamtrechnung (VGR) unterteilt die Dienstleistungen der Finanzintermediäre in zwei Bereiche. Der erste Bereich betrifft die Wertschöpfung, welche direkt über die Entschädigung per Kommissionen entsteht. Diese Kategorie wird als "Financial Intermediation Services Directly Measured" (FISDM) bezeichnet (direkt gemessene Finanzdienstleistungen). Die Wertschöpfung kann hier als Summe aller Kommissionserträge abzüglich der Vorleistungen (Kommissionsaufwand und Anteil Sachaufwand) berechnet werden. Der zweite Bereich umfasst die Wertschöpfung, welche indirekt über die Entschädigung per Zinsdifferenzen entsteht. Diese werden als "Financial Intermediation Services Indirectly Measured" (FISIM) bezeichnet (indirekt gemessene Finanzdienstleistungen). Der Bruttoproduktionswert wird mittels des Volumens an Krediten und Einlagen sowie den jeweils geltenden Zinsmargen bestimmt. Die Zinsmarge ergibt sich als Differenz von Kreditzins und Referenzzins sowie Referenzzins und Einlagenzins. Die Wertschöpfung der FISIM ergibt sich sodann als Differenz von Zinsmarge und des für die FISIM relevanten Sachaufwands.³

Der Bruttoproduktionswert der Versicherungsdienstleistungen ergibt sich als Summe der verdienten tatsächlichen Prämien und der Einkommen aus der Anlage versicherungstechnischer Rückstellungen abzüglich der fälligen Leistungen und der Veränderungen der Deckungsrückstellungen und der Rückstellungen für Gewinnbeteiligung der Versicherten.

Abb. 3-1 Wertschöpfungsbeitrag des Finanzsektors, 2009



Anmerkung:

Anteile gemäss nominaler Bruttowertschöpfung

Das Firmenkundengeschäft kann nicht einem einzelnen Geschäftsbereich zugeteilt werden, sondern ist über das Retail Banking, Asset Management und Investment Banking verteilt.

Quelle: BFS, BAKBASEL, SBVg

Struktur des Bankensektors

Der schweizerische Bankensektor ist sowohl betreffend Geschäftsfeld als auch betreffend Grösse und Ausrichtung der Institute äusserst heterogen. Wobei die Vermögensverwaltung die wichtigste Stellung einnimmt. Gemäss Angaben der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg 2010) entfielen im Jahr 2008 44 Prozent der in der Schweiz erbrachten Wertschöpfung auf das Private Banking, das Segment mit vermögenden Privatkunden. Weitere 12 Prozent entfallen auf das Asset Management. Das Retail Banking trug 2008 rund ein Drittel zur Bankenwertschöpfung bei. Die relative Bedeutung des klassischen Bankgeschäfts ist im Zuge der Finanzkrise wieder angestiegen. Im Jahr 2006 lag der Anteil noch deutlich tiefer

² Vgl. SECO (2010) für eine detaillierte Beschreibung.

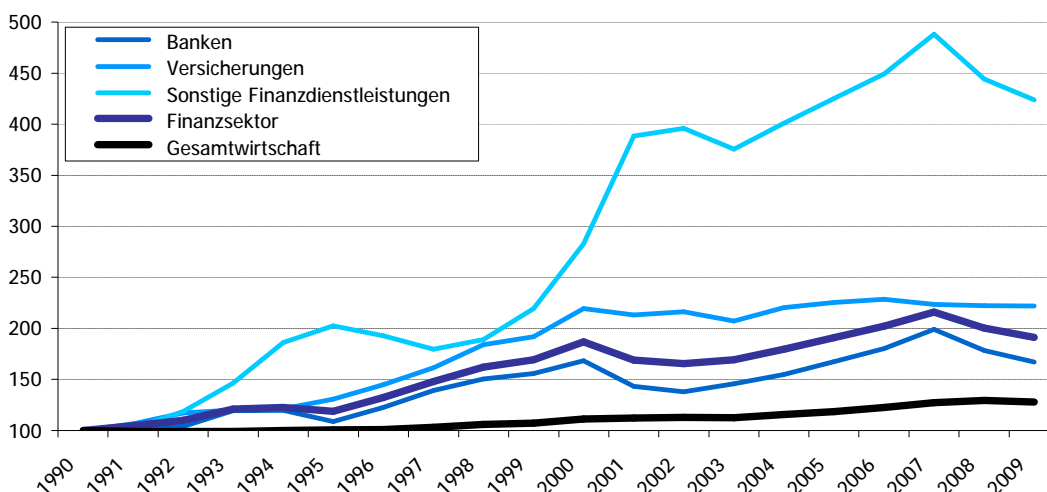
³ Aufgrund fehlender Informationen zur Aufteilung des Sachaufwands auf die FISDM und FISIM wird in der Praxis häufig der gesamte Sachaufwand den FISDM zugeordnet. Vgl. SECO (2010), S.39.

(24%; EFD 2009). Das Investment Banking bietet sowohl privaten als auch kommerziellen und institutionellen Investoren massgeschneiderte Produkte an und ermöglicht den Zugang zu internationalen Investoren. Insbesondere für multinationale Unternehmen stellt dieses Geschäftsfeld wichtige Produkte und Dienstleistungen zur Verfügung.

3.2 Wachstum

Im Zuge der weltweiten Finanzkrise kam es auch im Schweizer Finanzsektor zu deutlichen Einbussen. In den Jahren 2008 und 2009 sank die reale Bruttowertschöpfung zusammen um über 10 Prozent. Über einen langen Zeitraum hinweg entwickelte sich der Schweizer Finanzsektor im Branchenvergleich dennoch deutlich überdurchschnittlich. Die reale Wertschöpfung nahm von 1990 bis 2009 durchschnittlich um 3.6 Prozent pro Jahr (per annum, p.a.) zu, während die Gesamtwirtschaft durchschnittlich lediglich um 1.4 Prozent p.a. wuchs. Alle Branchen haben positiv zum Wachstum des Finanzsektors beigetragen. Die sonstigen Finanzdienstleistungen und die Versicherungen haben den steilsten Wachstumspfad eingeschlagen, die Dynamik des Bankensektors fällt aber stärker ins Gewicht.

Abb. 3-2 Entwicklung der realen Wertschöpfung im Finanzsektors vs. Gesamtwirtschaft, 1990-2009



Anmerkung: Reale Bruttowertschöpfung, Index 1990 = 100
 Quelle: BFS, Prognosen BAKBASEL

Seit Mitte der 90er Jahre konnte man zwei grosse Wachstumsphasen im Schweizer Finanzsektor beobachten, die beide von einer Blasenbildung begleitet und jäh ausgebremst wurden. Die erste Phase erstreckt sich über die zweite Hälfte der 90er Jahre. Hier erwiesen sich die Innovationen der Informations- und Kommunikationstechnologien und der damit einhergehende Dotcom-Blase an der Börse als starke Triebfedern für die Entwicklung des Finanzsektors. Zum Einen profitierten die Vermögensverwaltung und das Handelsgeschäft vom Boom der New Economy und der weltweiten rasanten Steigerung der Aktienwerte. Zum Anderen führte die stärkere Anwendung neuer Informations- und Kommunikationstechnologien auch im Finanzsektor zu einer erheblichen Effizienzsteigerung. Gleichzeitig sorgte die Welle von Börsengängen, Fusionen und Übernahmen zu satten Gewinnsteigerungen im Investment Banking.

Das Platzen der Dotcom-Blase und die markanten Kursverluste an den Aktienmärkten zu Beginn des neuen Jahrhunderts markierten eine mehrjährige Krise für den ganzen Sektor. Die Jahre 2001 bis 2003 waren insbesondere für den Bankensektor und die damit verbundenen Finanzdienstleister turbulent: Die Nach-

frage nach Aktien und Fonds sowie die Börsenumsätze brachen ein. Bei den Lebensversicherungen und den Pensionskassen sanken die Einkommen aus dem Anlagegeschäft stark, während das Schaden-geschäft von den Turbulenzen weniger betroffen war.

Zwischen 2003 und 2007 erfolgte wieder eine ausgeprägte Wachstumsphase. Die Marktbedingungen auf den Finanzmärkten waren hervorragend und die Nachfrage seitens der Anleger belebte sich deutlich. Damit verbesserte sich die Ertragslage für die Banken und für ähnliche Dienstleistungsanbieter in der Vermögensverwaltung und im Handelsgeschäft bemerkenswert, jedoch verschärfte sich gleichzeitig die Konkurrenz im Zinsdifferenzgeschäft. Die Versicherungen profitierten von der starken Konjunktur, vom guten Börsengang und vom Bevölkerungswachstum.

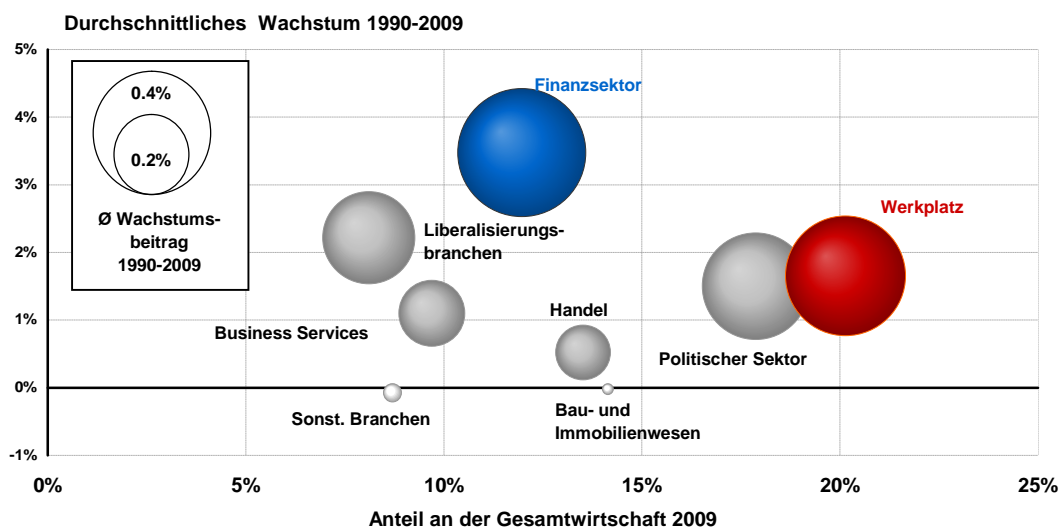
Mit der weltweiten Finanzkrise erlitt die Branche bekanntlich 2008 einen Einbruch, der sich wie bereits erwähnt deutlich in der volkswirtschaftlichen Bilanz des Sektors niederschlägt. Bemerkenswert ist allerdings, dass die Korrektur an den Finanzmärkten insgesamt doch weniger stark zu Buche schlägt als in der Börsenkrise 2001/02.

Beitrag zum gesamtwirtschaftlichen Wachstum

Eine Analyse des Wachstums der Schweizer Wirtschaft und der Wachstumsbeiträge der einzelnen Branchen macht die überragende Bedeutung des Finanzsektors für das Schweizer Wirtschaftswachstum seit Beginn der 90er Jahre deutlich. Nachfolgende Abbildung zeigt den Anteil verschiedener Sektoren an der Gesamtwirtschaft (horizontale Achse) sowie das durchschnittliche Wachstum für den Zeitraum 1990-2009 (vertikale Achse). Mit der Grösse der Kreise wird zusätzlich der durchschnittliche Wachstumsbeitrag in der Periode 1990-2009 angezeigt.

Der Wachstumsbeitrag des Finanzsektors betrug 0.38 Prozentpunkte. Das bedeutet, dass fast ein Drittel des gesamtwirtschaftlichen (BIP-) Wachstums zwischen 1990 und 2009 auf das Konto des Finanzsektors ging. Damit war der Finanzsektor in den vergangenen 20 Jahren trotz zweier Finanzkrisen der wichtigste Treiber der Schweizer Volkswirtschaft. Die exportorientierten Industriebranchen sowie der Politische Sektor kommen jeweils auf einen Wachstumsbeitrag von einem Viertel Prozent.

Abb. 3-3 Beitrag des Finanzsektors am Wirtschaftswachstum der Schweiz, 1990-2009



Anmerkung:

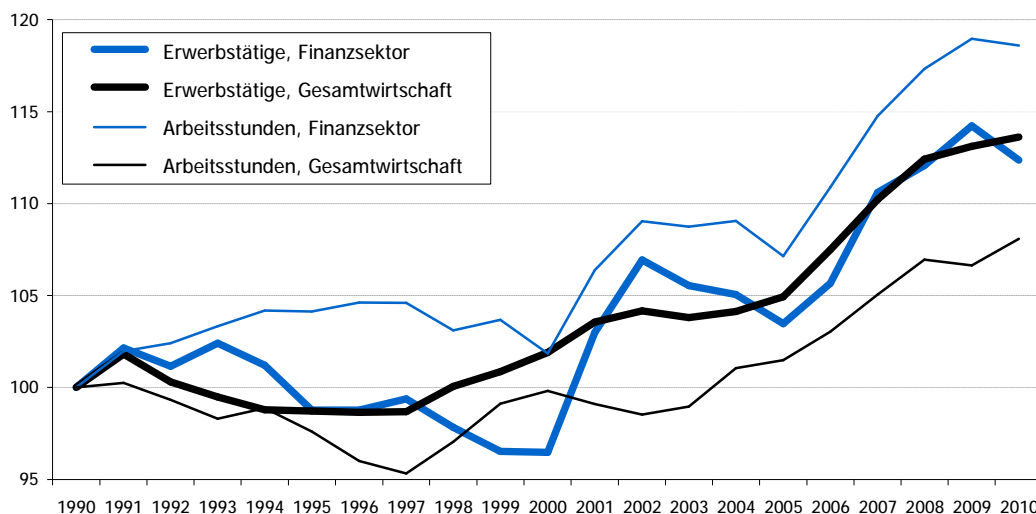
Beitrag des realen Wertschöpfungswachstums zum realen BIP-Wachstum der Schweiz, 1990-2009
 Der «Politische Sektor» besteht hauptsächlich aus der öffentlichen Verwaltung und dem Gesundheits- und Sozialwesen. Zu den so genannten «Liberalisierungsbranchen» gehören jene Branchen, welche im internationalen Vergleich (EU, USA) von einer überdurchschnittlichen staatlichen Regulierung gekennzeichnet sind, z.B. die Landwirtschaft oder der Energiesektor. Zu den Business Services gehören IT-Services, F&E sowie eine Reihe anderer Dienstleistungen für Unternehmen.
 Quelle: BAKBASEL

3.3 Beschäftigung und Einkommen

Im Jahr 2009 waren rund 237 Tsd. Personen im Finanzsektor erwerbstätig. Dies entspricht einem Anteil von lediglich 5 Prozent an der Gesamtwirtschaft. Der Wertschöpfungsanteil beträgt 12 Prozent. Der ungleiche Anteil von Wertschöpfung und Beschäftigung an der Gesamtwirtschaft hat zwei Ursachen: Einerseits weist der Finanzsektor deutlich weniger Teilzeitstellen auf als andere Branchen, was im Erwerbstätigenanteil nicht berücksichtigt wird. Legt man die Vollzeitäquivalente Beschäftigung zugrunde, kommt man auf einen Anteil an der gesamtwirtschaftlichen Beschäftigung von 6 Prozent.

In der Entwicklung über die Zeit (siehe nachfolgende Abbildung) wird ersichtlich, dass sich die Erwerbstätigkeit zwischen 1990 und 2009 mit einem kumulierten Wachstum von 12 Prozent über den gesamten Zeitraum betrachtet ähnlich entwickelte wie die Gesamtwirtschaft (14%), wenngleich die Volatilität im Finanzsektor deutlich höher ausfiel. Betrachtet man hingegen die Entwicklung der geleisteten Arbeitsstunden, kommt der Finanzsektor auf ein deutlich höheres Wachstum (19%) als im gesamtwirtschaftlichen Branchendurchschnitt (8%).

Abb. 3-4 Erwerbstätigkeit und geleistete Arbeitsstunden im Finanzsektor, 1990-2009



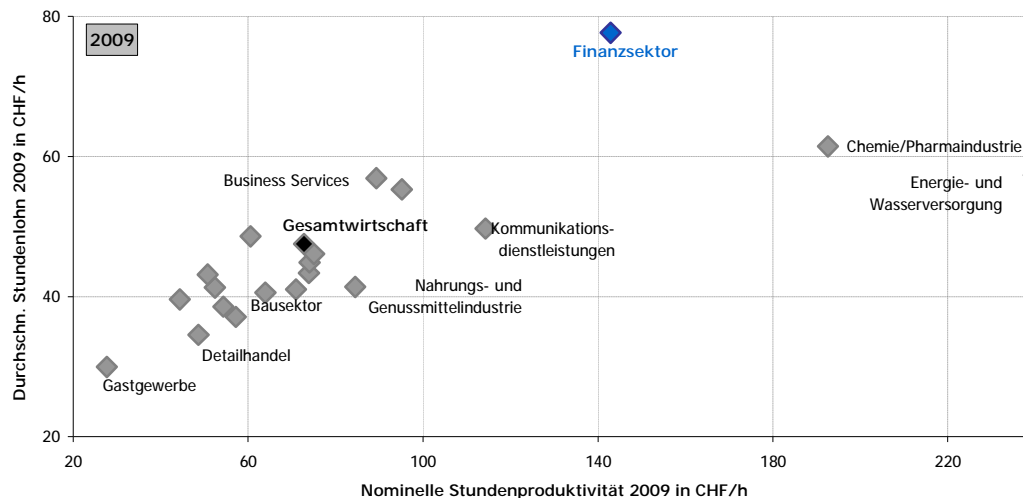
Anmerkung: Index, 1990=100

Quelle: BFS, BAKBASEL

Dass der auf Basis der um die Teilzeitstruktur bereinigte Beschäftigungsanteil immer noch deutlich unterhalb des Wertschöpfungsanteils liegt, weist auf eine sehr hohe Arbeitsproduktivität hin. Pro gearbeitete Arbeitsstunde erwirtschaftet der Finanzsektor eine Wertschöpfung in Höhe von 145 Franken (2009), während im Durchschnitt aller Branchen ein Wert von 73 Franken pro Arbeitsstunde erreicht wird. Die überdurchschnittliche Produktivität macht sich entsprechend in den Arbeitnehmereinkommen bemerkbar. Der pro Arbeitsstunde bezahlte Lohn liegt im Finanzsektor ebenfalls deutlich über dem Durchschnitt. Insgesamt betrug das Bruttoeinkommen der Arbeitnehmer im Finanzsektor 2009 rund 33 Mia. Franken. Dies entspricht 9.4 Prozent der gesamtwirtschaftlichen Lohnsumme.

Nachfolgende Abbildung illustriert anhand von Daten für das Jahr 2009 für ausgewählte Branchen das Zusammenspiel von Produktivität und Lohn. Je höher die pro Stunde erzielte Wertschöpfung, desto höher fallen auch die pro Stunde bezahlten Bruttolöhne aus.

Abb. 3-5 Nominelle Stundenproduktivität und nomineller Stundenlohn ausgewählter Branchen, 2009



Quelle: BFS, BAKBASEL

3.4 Steuern

Mit der Tätigkeit des Finanzsektors sind für den Staat verschiedene Steuererträge verbunden. Hierzu gehören die Ertrags- und Kapitalsteuer der Unternehmen, die Einkommensteuer der Arbeitnehmer sowie die Mehrwertsteuer auf Finanzdienstleistungen. In den vergangenen 10 Jahren fielen auf diese Weise durchschnittlich pro Jahr geschätzte 6.2 Mia. Franken an Steuererträgen an.⁴ Zusätzlich entsteht eine Belastung durch die *taxe occulte* im Rahmen der unechten Befreiung von Vorsteuern, welche im gesamten Finanzsektor geschätzte 1.6 Mia. Franken beträgt. Der Finanzplatz generiert überdies Steuererträge über die Verrechnungssteuer oder die Stempelabgabe. Hier beträgt der Durchschnitt der vergangenen 10 Jahre etwa 6.6 Mia. Franken. In der Summe ergibt sich ein Brutto-Betrag von rund 14.4 Mia. Franken, was in 14.5 Prozent des durchschnittlichen gesamten Steueraufkommens von Bund, Kantonen und Gemeinden in der Periode 2000-2009 entspricht. Schätzungen für das Jahr 2009 ergeben einen Betrag von 12.6 Mia. Franken.

3.5 Internationaler Vergleich

Das Vermögensverwaltungsgeschäft stellt wie gesehen das wichtigste Standbein des Schweizer Finanzsektors dar. Ein bedeutender Teil der verwalteten Vermögen kommt aus dem Ausland. Angesichts der zentralen Rolle der Auslandsnachfrage ist die Positionierung des Schweizer Finanzsektors im internationalen Vergleich äusserst wichtig. Verglichen mit den grössten europäischen Ländern und den USA ist die relative Bedeutung des Finanzsektors in der Schweiz hoch. Der Wertschöpfungsanteil ist rund doppelt so hoch wie im Vereinigten Königreich und rund ein Drittel höher als in den USA. Verglichen mit Deutschland, Italien und Frankreich ist der Anteil an der Gesamtwirtschaft fast dreimal so hoch.

Im Hinblick auf das Wertschöpfungswachstum gehört der Schweizer Finanzsektor allerdings nicht zur absoluten Spitze: Im Vergleich mit den wichtigsten Ländern Europas und den USA reicht das durchschnitt-

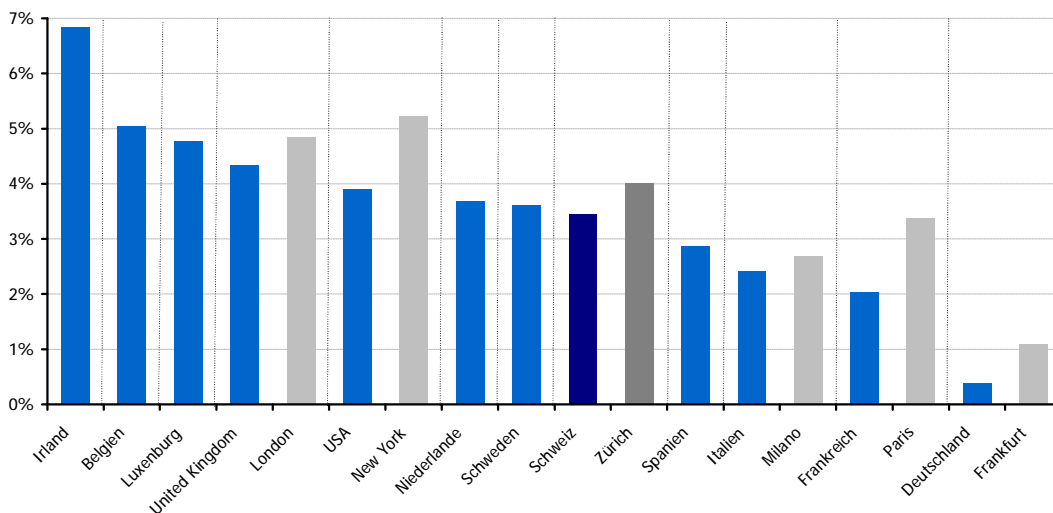
⁴ Die Schätzung basiert auf Angaben der Schweizerischen Bankiervereinigung, des Schweizerischen Versicherungsverbands, des Bundesamts für Versicherungen, der Mehrwertsteuerstatistik der Eidgenössischen Steuerverwaltung, der Eidgenössischen Finanzdirektion EFD (2007) sowie eigenen Berechnungen.

liche Wachstum des Schweizer Finanzsektors zwischen 1990 und 2009 (+3.5% p.a.) lediglich für einen Platz im Mittelfeld. Spitzenreiter war im Zeitraum von 1990 bis 2009 der irische Finanzsektor mit einem jährlichen Wachstum von durchschnittlich 6.8 Prozent. Allerdings wirkt hier auch ein Basiseffekt, denn das Ausgangsniveau im Jahr 1990 war deutlich niedriger als beispielsweise in der Schweiz. Zum Anderen zeigt die jüngste Entwicklung auf, dass die Entwicklung in Irland mit dem rasanten Wachstum nicht nachhaltig war. Hier ist allerdings Irland kein Einzelfall. An zweiter Stelle des Wachstumsrankings liegt Belgien (+5.0%), welches aufgrund der immens dynamischen Entwicklung in der Hauptstadt Brüssel sehr stark zulegen konnte. In den wichtigen Nachbarländern der Schweiz (Italien, Deutschland und Frankreich) fiel das Wachstum deutlich geringer aus als in der Schweiz. Mit dem starken Fokus auf das Vermögensverwaltungsgeschäft profitiert die Schweiz hingegen von einem äusserst nachhaltigen Wachstum. Hinzu kommt das sehr stabile Retail Banking, das ebenso einen hohen Anteil an der Wertschöpfung aufweist. Die Tatsache, dass die Bedeutung des Investment Banking vergleichsweise tief ist, war insbesondere in der vergangenen Finanz- und Wirtschaftskrise ein Glücksfall.

Im Vergleich der grossen Finanzplätze waren die Regionen London und New York dank der lange Zeit boomenden Börsen und dem gewichtigeren Investment Banking erfolgreicher als Zürich. Das Wachstum in London ist trotz der vergleichsweise schwachen 90er Jahre mit 4.9 Prozent höher als in Zürich (+4.0%). In der Tat hat der britische Finanzsektor im laufenden Jahrzehnt deutlich aufgeholt, und London ist zu einem der wichtigsten Finanzzentren der Welt gewachsen.

Trotz weniger rasantem Wachstum blieb die Schweiz ein international bedeutender Finanzplatz. Dies zeigt sich nicht zuletzt darin, dass sich in der Schweiz im europäischen Ländervergleich hinter London am meisten ausländische Banken angesiedelt haben. Das deutet darauf hin, dass die Schweiz für ausländische Banken nach wie vor ein «Place to be» ist. Diese Mannigfaltigkeit an Finanzdienstleistern betrifft allerdings nicht nur die Herkunftsländer, sondern auch die Geschäftsfelder. So hat sich in der Schweiz ein äusserst diversifizierter Finanzsektor gebildet, der vom exklusiven Private Banking in Genf über international gewichtige Grossbanken und Versicherungen in Zürich bis zu Hedge-Fonds in Schwyz viele unterschiedliche Finanzdienstleistungen aufweisen kann. Dank dieser Vielfältigkeit konnte sich Zürich, der wichtigste Finanzplatz der Schweiz, im Global Financial Centres Index in der Gruppe der «Global Leaders» positionieren, die allesamt mit einem breiten und tiefen Finanzdienstleistungsangebot aufwarten können.

Abb. 3-6 Entwicklung der Wertschöpfung im Finanzsektor im internationalen Vergleich, 1990-2009



Anmerkung:
 1990-2009, durchschnittliche jährliche Veränderung der realen Wertschöpfung, in USD PPP
 Ranking gemäss Länder
 Quelle: BAKBASEL

3.6 Fazit

Der Finanzsektor stellte 2009 mit einem Anteil von 12 Prozent an der gesamtwirtschaftlichen Wertschöpfung eines der wichtigsten Branchenaggregate der Schweiz dar. Mehr als die Hälfte der Wertschöpfung wurde von den Banken erwirtschaftet, wovon wiederum fast die Hälfte im Private Banking generiert wurde. Anschliessend folgen die Versicherungen mit einem Anteil von einem Drittel und die sonstigen Finanzdienstleistungen mit rund einem Zehntel. Die Anteile am nationalen Erwerbstätigentotal (5%) und am gesamten Steueraufkommen von Bund, Kantonen und Gemeinden (14%) waren ebenfalls bedeutend. Die überdurchschnittlich hohe Wertschöpfung pro erwerbstätiger Person deutet auf eine hohe Arbeitsproduktivität im Finanzsektor hin, was sich unter anderem in überdurchschnittlich hohen Stundenlöhnen (fast 80 CHF pro Stunde) äusserte.

Das hohe Niveau der Wertschöpfung 2009 ist die Folge eines rasanten Wertschöpfungswachstums in der Periode 1990-2009. Der Finanzsektor war in dieser Periode mit einem Wachstumsbeitrag von fast einem Drittel an das schweizerische BIP-Wachstum der bedeutendste Wachstumstreiber der Schweizer Volkswirtschaft. Der Prozess war von zwei Wachstumsphasen geprägt, die beide durch das Platzen einer Preisblase beendet wurden.

Die relative Bedeutung des Finanzsektors für die Volkswirtschaft ist in der Schweiz ungleich höher als in anderen Ländern. Allerdings war das Wachstum in den letzten zwanzig Jahren im internationalen Vergleich eher durchschnittlich, wenn auch vergleichsweise nachhaltig. Nichtsdestotrotz genießt die Schweiz im Ausland nach wie vor den Ruf eines wichtigen Finanzplatzes, was sich auch in der hohen Anzahl ausländischer Finanzdienstleister äussert.

4 Bedeutung des Finanzsektors für andere Branchen

Die effektive volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors wird mittels einer reinen Partialbetrachtung des Wertschöpfungs- oder Beschäftigungsanteils wie im vorangegangenen Kapitel unterschätzt. Zum Einen führt die Nachfrage nach Vorleistungen aus anderen Branchen zu weiteren indirekten Wertschöpfungseffekten in anderen Branchen im Zuge der wirtschaftlichen Verflechtung im gesamtwirtschaftlichen Produktionsprozess. Zum Anderen kommen die überdurchschnittlich hohen Einkommen in der Finanzbranche in Form von privaten Konsumausgaben der Angestellten ebenfalls auch anderen Binnenbranchen der Schweizer Wirtschaft zugute. Berechnungen mit einem Input-Output-Modell zeigen auf, wie hoch die effektive Bedeutung des Finanzsektors für die Schweizer Volkswirtschaft ausfällt.

4.1 Methodischer Ansatz

Möchte man die Wichtigkeit einer Branche messen oder die Bedeutung verschiedener Branchen für die Volkswirtschaft vergleichen, kann eine reine Analyse, welche lediglich die direkte Wertschöpfung oder Beschäftigung der jeweiligen Branche zugrunde legt, zu falschen Schlussfolgerungen verleiten. Denn eine solche Partialanalyse blendet die Verankerung und Verflechtung der Branche in der Volkswirtschaft vollständig aus. Aufgrund der Verflechtung mit den anderen Branchen über Zuliefererbeziehungen kann die effektive Bedeutung deutlich von der direkten Bedeutung abweichen.

Gemäss dem Produktionskonto des Bundesamts für Statistik bezog der Finanzsektor im Jahr 2008 Güter und Dienstleistungen in Höhe von 52 Mia. Schweizer Franken. Mehr als die Hälfte der Vorleistungen geht auf Zahlungsströme innerhalb des Sektors zurück, d.h. auf Vorleistungsbeziehungen zwischen verschiedenen Unternehmen des Finanzsektors. Die restlichen Vorleistungen stammen von anderen Branchen. Hier sind beispielsweise Beratungsunternehmen oder IT-Dienstleistungsunternehmen zu nennen. Ein Teil der in dieser Branche erwirtschafteten Bruttowertschöpfung hat seinen Ursprung in der Dienstleistungsnachfrage des Finanzsektors. Aber auch andere Vorleistungen wie in Anspruch genommene Bauleistungen führen an anderer Stelle – im Baugewerbe – wieder zu Wertschöpfung. Natürlich beziehen auch die Zuliefererbranchen wieder Güter und Dienste bei weiteren Unternehmen, so dass auch dort Wertschöpfung anfällt usw.

Dieser Grundgedanke wird in der Impact-Analyse aufgenommen, indem mit statistischen Methoden eine vertikale Integration entlang des gesamten Produktionsprozesses der Branche(n) vorgenommen wird. So wird beispielsweise bei der Impact-Analyse des Finanzsektors berücksichtigt, dass viele Unternehmen aus dem Bereich Business Services (IT-Services, Unternehmensberatungen, etc.) Teil der Dienstleistungs-Cluster an den Finanzplätzen der Schweiz sind und zu einem beträchtlichen Mass von deren Entwicklung abhängen. Zudem profitieren viele heimische Anbieter von Konsumgütern und -dienstleistungen von der Kaufkraft der Angestellten aus dem Finanzsektor.

Die Impact-Analyse trägt diesen Überlegungen explizit Rechnung. Anhand eines Input-Output-Modells wird berechnet, wie hoch die effektive, d.h. die gesamte Bedeutung des Finanzsektors für die Schweizer Volkswirtschaft ausfällt. Weitere Informationen zum Konzept und der Methodik der Impact-Analyse sind im Anhang zu finden.

4.2 Ergebnisse

4.2.1 Wertschöpfung

Die Ergebnisse der Impact-Analyse zeigen, dass neben den 60 Mia. Schweizer Franken, welche der Finanzsektor unmittelbar zur gesamtwirtschaftlichen Leistung beisteuert, in anderen Branchen zusätzlich 28 Mia. Franken an erbrachter Bruttowertschöpfung anfallen. Der effektive Wertschöpfungseffekt des Finanzsektors belief sich im Jahr 2009 auf 88 Mia. Franken. Damit gehen rund 18 Prozent der gesamtwirtschaftlichen Bruttowertschöpfung unmittelbar (12%) oder mittelbar (6%) auf die wirtschaftliche Aktivität des Finanzsektors zurück.

Indirekter Effekt

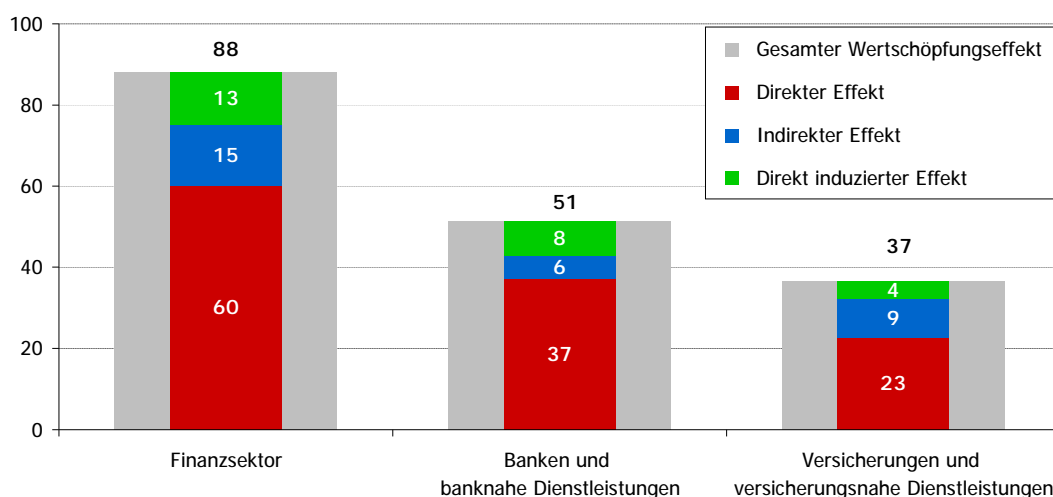
Der Bankensektor weist eine Vorleistungsquote von 37 Prozent auf, d.h. pro Million Schweizer Franken Ertrag bei den Banken wird eine Nachfrage von 370'000 Franken in anderen Unternehmen ausgelöst. Für den gesamten Finanzsektor ergibt sich auf Basis der Branchendaten für das Jahr 2009 eine gewichtete mittlere Vorleistungsquote von 53 Prozent.

Da der Finanzsektor eine sehr hohe interne Verflechtung aufweist, verbleibt ein vergleichsweise hoher Anteil der ausgelösten Vorleistungsnachfrage innerhalb des Sektors. Lediglich rund ein Drittel der Vorleistungsnachfrage betrifft Unternehmen ausserhalb des Finanzsektors. Für das Jahr 2009 entspricht das einem Betrag von 24 Mia. Franken. Rund zwei Drittel oder 15 Mia. Franken dieser Vorleistungsnachfrage verbleibt letztlich in Form von Wertschöpfung in anderen Branchen in der Schweiz.

Induzierter Effekt

Zusätzlich zur Vorleistungsnachfrage werden durch die Konsumnachfrage der im Finanzsektor beschäftigten Arbeitnehmer Nachfrageströme ausgelöst. Diese führen im Prozess der Branchenverflechtung zu einer Bruttowertschöpfung von 13 Mia. Franken in den Branchen ausserhalb des Finanzsektors.

Abb. 4-1 Effektiver Wertschöpfungseffekt [Mia. CHF], 2009



Anmerkung:

Die indirekten und direkt induzierten Effekte beziehen sich ausschliesslich auf Drittbranchen. Auswirkungen der Banken auf die Versicherungen und vice versa sind herausgerechnet.

Quelle: BAKBASEL

Dazu gehören einerseits Konsumausgaben der schweizerischen Beschäftigten. Andererseits rekrutieren die international ausgerichteten Finanzplätze wie Zürich und Genf Fachkräfte aus dem Ausland. Von diesem Zuzug profitieren Wirtschaftszweige, die sich auf Dienstleistungen für Expatriates (temporär in die Schweiz entsandte Fachkräfte) oder permanente Neuzuzüger konzentrieren. Dabei handelt es sich um Dienstleistungen wie Relocation (Umzug), Unterstützung bei der Wohnungssuche, Verkauf/Vermietung von Immobilien, Beratung im Bereich Steuern, Beschaffung von Arbeitsbewilligungen, Integrationsdienstleistungen (z.B. Sprachkurse) etc. Zudem sind internationale Arbeitskräfte wichtige Nachfrager nach International Schools, Privatlehrern oder Au-Pairs.

Neben «normalen» Konsumausgaben (z.B. für Nahrungsmittel) haben die im Finanzsektor beschäftigten Arbeitnehmer aufgrund der überdurchschnittlich hohen Löhne auch spezifischere Konsumwünsche als Arbeitnehmer in anderen Branchen. Dazu gehören einerseits Produkte aus dem Luxusgütersegment, aber auch Dienstleistungen wie beispielsweise die Vermittlung von Anwälten für juristische Angelegenheiten, Treuhändern für die Immobilienverwaltung oder Kunstberatern für die Betreuung von Bildersammlungen.

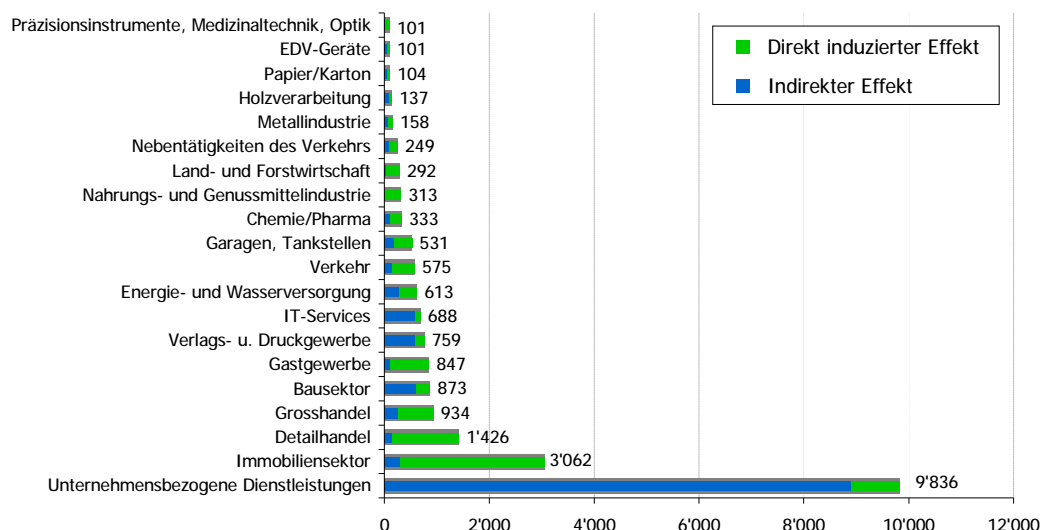
Betrachtet man den Beitrag der einzelnen Branchen innerhalb des Finanzsektors, zeigt sich, dass der Bankensektor vor allem beim direkten und direkt induzierten Effekt einen überdurchschnittlich grossen Anteil am Gesamteffekt hat.

Business Services profitieren am meisten vom Finanzsektor

Im Produktionsprozess des Finanzsektors sind in erster Linie weitere Dienstleistungen involviert. Dementsprechend profitiert der Sektor der Business Services am stärksten vom indirekten Effekt. Hierzu gehören die Unternehmensbezogenen Dienstleistungen (u.a. die Rechts-, Steuer- und Unternehmensberatungen, Buchhaltungsunternehmen, Werbebranche), der Immobiliensektor sowie die IT-Services. Alleine bei den unternehmensbezogenen Dienstleistungen fallen rund 10 Mia. Wertschöpfung an.

Hauptsächlich durch die induzierten Einkommen bei den Angestellten des Finanzsektors und den dadurch ausgelösten privaten Konsum profitieren auch konsumnahe Binnenbranchen wie beispielsweise der Gross- und Detailhandel oder das Gastgewerbe spürbar von einer guten Entwicklung des Finanzsektors. Nachfolgende Abbildung zeigt die 20 Branchen mit den höchsten indirekten und direkt induzierten Effekten. Diese decken über 80 Prozent der gesamten Effekte ab.

Abb. 4-2 In anderen Branchen ausgelöster Wertschöpfungseffekt [Mio. CHF], 2009



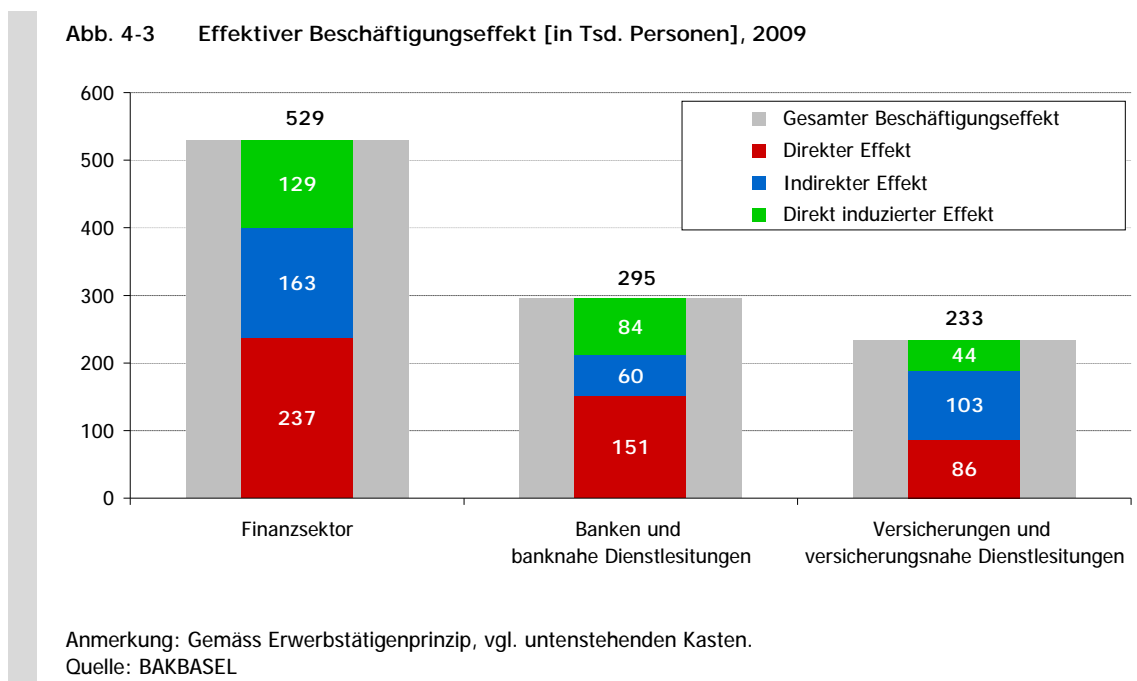
Quelle: BAKBASEL

Wertschöpfungseffekte in anderen Branchen durch Realinvestitionen

Neben der Vorleistungsnachfrage haben auch die Realinvestitionen der Unternehmen des Finanzsektors eine volkswirtschaftliche Bedeutung. Da über die Höhe der in der gesamten Branche getätigten Unternehmensinvestitionen keine offiziellen statistischen Informationen vorhanden sind, können hierzu allerdings keine gesicherten Aussagen gemacht werden. Die Credit Suisse (2010) bekundete, dass ihre jährlichen Bauinvestitionen bei 430 Mio. Franken liegen. Nimmt man zum Zwecke eines Rechenexempels an, dass der gesamte Finanzsektor rund vier- bis fünfmal so hohe Bauinvestitionen tätigt – also rund 2 Mia. Franken – resultiert im Input-Output-Modell ein jährlicher Wertschöpfungseffekt von 1.6 Mia. Franken. Mehr als die Hälfte dieser Wertschöpfung fällt im Bausektor an, dessen Wertschöpfung um rund 860 Millionen Schweizer Franken ansteigt. Aber auch die Zuliefererbranchen der Bauunternehmen wie bspw. Holzverarbeitungs- oder Metallindustrie profitieren von den Bauinvestitionen des Finanzsektors.

4.2.2 Beschäftigung

Im Jahr 2009 waren 237'000 Personen im Finanzsektor erwerbstätig. Der effektive gesamte Beschäftigungseffekt beläuft sich auf 535'000 Personen. Das entspricht einem Anteil von rund 12 Prozent an der gesamtwirtschaftlichen Zahl der Erwerbstätigen. Da im gesamten Wertschöpfungsprozess ein hoher Anteil personalintensiver Dienstleistungen als Vorleistungen involviert ist, fällt insbesondere der indirekte Beschäftigungseffekt vergleichsweise hoch aus.



Erwerbstätigen- und Beschäftigtenstatistik

In der Arbeitsmarktstatistik unterscheidet man zwischen dem Personen- und dem Stellenkonzept. Beim Personenkonzept steht der Erwerbstätige im Mittelpunkt der Betrachtung, beim Stellenkonzept die Zahl der besetzten Stellen. Der Hauptunterschied zwischen diesen beiden Konzepten ist, dass als Erwerbstätige Personen im Alter von mindestens 15 Jahren gelten, die während der Referenzwoche mindestens eine Stunde gegen Entlohnung gearbeitet haben, während eine Person als beschäftigt (1 Stelle) gilt, wenn sie ab 6 Stunden pro Woche in Betrieben arbeitet, in denen mindestens 20 Stunden pro Woche gearbeitet wird. Eine Person kann folglich nur einmal erwerbstätig sein, aber mehrere Stellen innehaben.

Studienkonzept

In der volkswirtschaftlichen Analyse wird international üblicherweise das Erwerbstätigenkonzept verwendet. Auch in der vorliegenden Studie beziehen sich die Arbeitsmarkteffekte auf die Zahl der Erwerbstätigen.

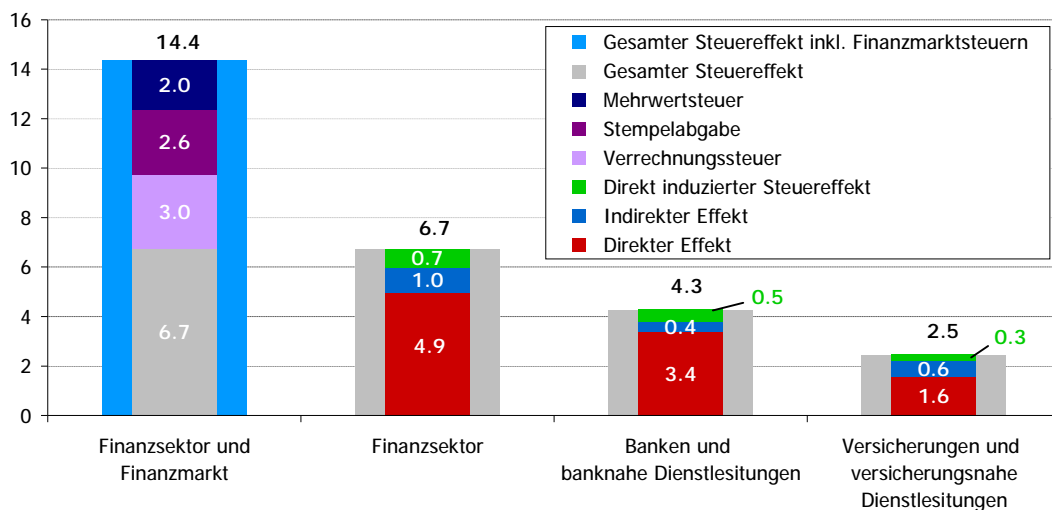
4.2.3 Steuereffekt

Der mit der Nachfrage nach Finanzdienstleistungen verbundene fiskalische Effekt ergibt sich aus zwei Teilen. Zum Einen entstehen durch die mit der wirtschaftlichen Aktivität der Unternehmen des Finanzsektors und die dadurch ausgelösten Wertschöpfungseffekte Gewinne und Einkommen, welche der Besteuerung durch Bund, Kantone und Gemeinden unterliegen.⁵ Auf diese Weise wurden im Jahr 2009 6.7 Mia. Franken an Steuererträgen erzielt.

Der zweite Teil des fiskalischen Effekts geht aus der zusätzlichen Besteuerung von Finanzmarktgeschäften durch den Bund hervor. So betrug die Verrechnungssteuer im Jahr 2009 rund 3 Mia. Franken, die Stempelabgaben 2.6 Mia. Franken. Zusätzlich fielen im Rahmen der Mehrwertsteuer auf Finanzdienstleistungen (und der *taxe occulte* im Rahmen der unechten Befreiung) rund 2 Mia. Franken an Steuern an. Insgesamt ergibt sich ein mit dem Finanzsektor und Finanzmarkt verbundener gesamter jährlicher Brutto-Steuereffekt von rund 14.4 Mia. Franken (Durchschnitt über die letzten 10 Jahre). Da die Erträge des Finanzsektors und damit auch die Gewinn- und Ertragssteuern relativ volatil sind, wurde mit einem Durchschnittswert gerechnet. So waren die Steuererträge beispielsweise im von der Finanzkrise geprägten Jahr 2009 mit schätzungsweise 12.6 Mia. Franken tiefer als in den vorangegangenen „Boomjahren“.

⁵ Auf den Einbezug der mit den ausgeschütteten Gewinnen verbundener Effekte aus der Besteuerung der Dividenden wurde aufgrund unzureichender Informationen verzichtet.

Abb. 4-4 Effektiver Steuereffekt [in Mia. CHF], 2009



Anmerkung:

Die Berechnungen der Steuern des Finanzsektors umfassen die Ertrags- und Kapitalsteuern der Unternehmen sowie die Einkommensteuern der angestellten Arbeitnehmer.

Mehrwertsteuer gemäss Mittelwert 2001-2007, inklusive Schätzung für *taxe occulte*.

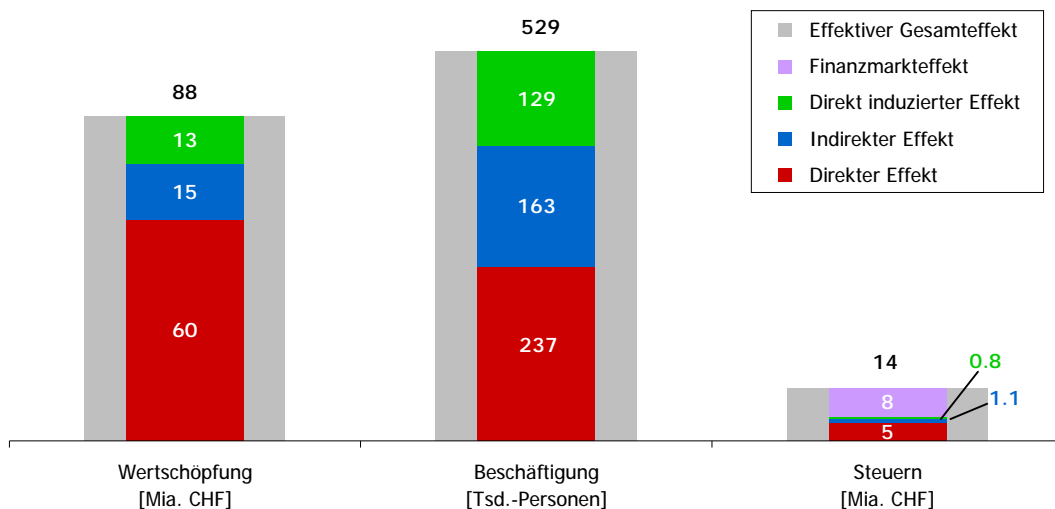
Quelle: BAKBASEL

4.3 Fazit

Der Finanzsektor hat in der Schweiz einen bedeutenden Anteil an der gesamtwirtschaftlichen Leistung und trägt somit wesentlich zum Wohlstand bei. Die hohe volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors manifestiert sich jedoch nicht alleine in dessen Wertschöpfung und Beschäftigung. Die effektive volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors wird mittels einer solchen reinen Partialbetrachtung unterschätzt. Zum Einen führt die Nachfrage nach Vorleistungen aus anderen Branchen zu weiteren indirekten Wertschöpfungseffekten in anderen Branchen im Zuge der wirtschaftlichen Verflechtung der Branchen im gesamtwirtschaftlichen Produktionsprozess. Zum Anderen kommen die überdurchschnittlich hohen Einkommen in der Finanzbranche in Form von privaten Konsumausgaben der Angestellten ebenfalls auch anderen Binnenbranchen der Schweizer Wirtschaft zugute.

Berechnungen mit einem Input-Output-Modell zeigen auf, wie hoch die effektive Bedeutung des Finanzsektors für die Schweizer Volkswirtschaft ausfällt. Als Ergebnis lässt sich zusammenfassen, dass mit der wirtschaftlichen Tätigkeit des Finanzsektors insgesamt eine Wertschöpfung von 88 Mia. Franken verbunden ist. Das entspricht fast einem Fünftel der gesamtwirtschaftlichen Bruttowertschöpfung. Damit verbunden sind rund 12 Prozent der Arbeitsplätze (529 Tsd. Erwerbstätige). Bund, Kantone und Gemeinden profitieren in Form von bedeutenden Steuererträgen. Für das Jahr 2009 ergibt sich unter Einbezug der Finanzmarktsteuern (Verrechnungssteuer, Stempelabgaben) ein geschätzter Steuerertrag von rund 14 Mia. Franken. Das entspricht in etwa 14 Prozent der gesamten Brutto-Steuererträge des Staates.

Abb. 4-5 Effektive volkswirtschaftliche Bedeutung des Finanzsektors, 2009



Anmerkung:

Der Finanzmarkteffekt enthält die Verrechnungssteuer, die Stempelabgaben, die Mehrwertsteuer auf Finanzdienstleistungen sowie die Belastung des Finanzsektors mit der *taxe occulte* im Rahmen der unechten Befreiung der Mehrwertsteuer.

Quelle: BAKBASEL

5 Wechselwirkungen zwischen Finanz- und Werkplatz

Nicht selten klingt in Diskussionen über die wirtschaftliche Zukunft der Schweiz ein Gegensatz oder eine Konkurrenz von Finanzplatz und Werkplatz an. Aus rein neutraler oder ökonomischer Optik heraus kann allerdings festgestellt werden, dass es zahlreiche wechselseitige Beziehungen zwischen Werkplatz und Finanzplatz gibt, dass beide «Plätze» gegenseitig voneinander profitieren und dass es viele gemeinsame Interessen gibt. Da für die Schweizer Volkswirtschaft nicht nur der Werk- und Finanzplatz von Bedeutung sind, sondern auch weitere Branchen wie beispielsweise die gesamte Dienstleistungsbranche, wird in einem weiteren Schritt die Bedeutung des Finanzsektors für die gesamte Wirtschaft analysiert. Nachfolgende Überlegungen legen nahe, dass eine starke Schweizer Volkswirtschaft sowohl auf einen starken Finanz- als auch Werkplatz angewiesen ist.

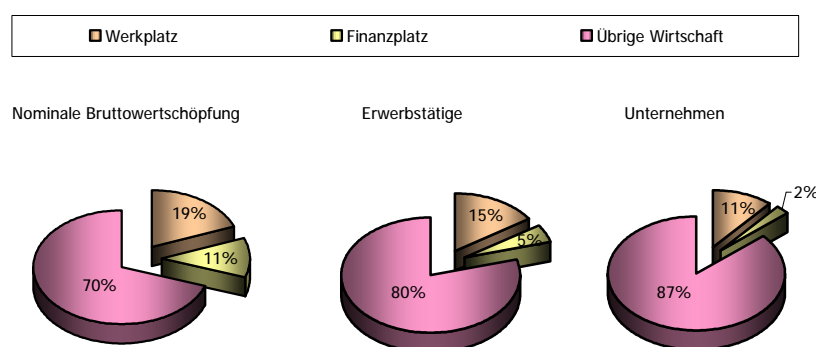
5.1 Werk- und Finanzplatz – ein statistischer Vergleich

Unter dem Werkplatz verstehen wir fortan die «Industrie», gleichbedeutend mit dem verarbeitenden Gewerbe (sekundärer Sektor ohne Energie- und Wasserversorgung und ohne Baugewerbe, das heisst die NOGA⁶ 15 bis 37). Der Finanzplatz umfasst die Branchen Banken, Versicherungen und sonstige Finanzdienstleistungen (NOGA 65 bis 67).

Erwerbstätigkeit und Wertschöpfung

Vergleichen wir die beiden Branchenaggregate zunächst anhand ihrer Anteile an der Gesamtwirtschaft bezogen auf drei Indikatoren. Abb. 5-1 zeigt einerseits, dass der Werkplatz grösser als der Finanzplatz ist, andererseits wird aber vor allem sichtbar, dass die beiden zusammen nur einen kleinen Teil der gesamten Schweizer Wirtschaft ausmachen. Ihr Anteil zusammen beläuft sich auf weniger als ein Drittel der gesamten nominalen Bruttowertschöpfung, ein Fünftel aller Erwerbstätigen und etwas mehr als ein Zehntel aller Unternehmen in der Schweiz.

Abb. 5-1 Anteile an der Gesamtwirtschaft, 2009



Anmerkung: Unternehmen aus der Betriebszählung 2008
Quelle: BFS, BAKBASEL

⁶ NOGA = Nomenclature Générale des Activités économiques

Der höhere Anteil an der Wertschöpfung im Vergleich zu den Erwerbstätigen und Unternehmen ist ein Indiz dafür, dass auf beiden Plätzen grosse Firmen dominieren und die Arbeitsproduktivität (Wertschöpfung pro Erwerbstätigen) überdurchschnittlich hoch ist. Auf den Finanzplatz trifft diese Aussage noch wesentlich stärker zu als auf den Werkplatz, wie aus Tab. 5-1 ersichtlich ist: Die Anzahl Erwerbstätige in der Industrie ist etwa dreimal so gross wie diejenige in der Finanzbranche, die Anzahl Unternehmen ist gar viereinhalb Mal so gross. Trotzdem ist die Wertschöpfung des Werkplatzes weniger als doppelt so gross. Das führt dazu, dass im Finanzsektor im Jahr 2009 rund 255'000 Franken pro erwerbstätiger Person oder 140 Franken pro Arbeitsstunde erwirtschaftet wurden, während es in der Industrie rund 146'000 respektive 85 Franken waren (im Vergleich zu rund 118'000 Franken im schweizerischen Branchendurchschnitt).

Tab. 5-1 Volkswirtschaftliche Indikatoren, 2009

	Nominale Brutto- wert-schöpfung [Mia. CHF]	Anzahl Erwerbstätige [Tsd. Personen]	Anzahl Unternehmen	Nettoexporte [Mia. CHF]
Werkplatz	102.3 (19%)	699 (15%)	34'980 (11%)	30'980 (52%)
Finanzplatz	60.4 (11%)	237 (5%)	7'784 (2,5%)	20'468 (35%)
Übrige Wirtschaft	372.8 (70%)	3594 (80%)	270'097 (86,5%)	7'565 (13%)
Gesamtwirtschaft	535.6	4529	312'861	59'013

Anmerkung: Unternehmen aus der Betriebszählung 2008

Quelle: BFS, SNB, EZV, BAKBASEL

Aussenhandel

Eine Betrachtung der Aussenhandelsüberschüsse (Nettoexporte in Tab. 5-1) zeigt, dass Finanz- und Werkplatz im Jahr 2009 zusammen fast so viel exportiert haben wie die Gesamtwirtschaft. Die Zahl könnte natürlich auch grösser sein als diejenige der Gesamtwirtschaft. In diesem Falle wäre die übrige Wirtschaft ein Nettoimporteur von Waren und Dienstleistungen (was im Jahr 2009 nicht der Fall war). Der Werkplatz exportiert netto Waren im Wert von 31 Mia. Franken. In der von der Schweizerischen Nationalbank veröffentlichten «Zahlungsbilanz der Schweiz» ist für Waren-Nettoexporte insgesamt ein Wert von 16.7 Mia. Franken ausgewiesen.⁷ Das bedeutet, dass der Werkplatz mit sehr exportstarken Branchen wie der chemischen Industrie, dem Maschinenbau, der Herstellung elektronischer Geräte und der Uhrenindustrie den Nettoimport von Rohstoffen und Energieträgern mehr als ausgleicht. Die Finanzdienste der Banken und Privatversicherungen machen mit zusammen 20.5 Mia. Franken fast die Hälfte der Dienstleistungs-Nettoexporte von 42.3 Mia. Franken aus. Demnach sind sowohl Werk- als auch Finanzplatz Nettoexporteure, wobei der Werkplatz wesentlich bedeutender ist (31 Mia. im Vergleich zu 20.5 Mia. CHF).

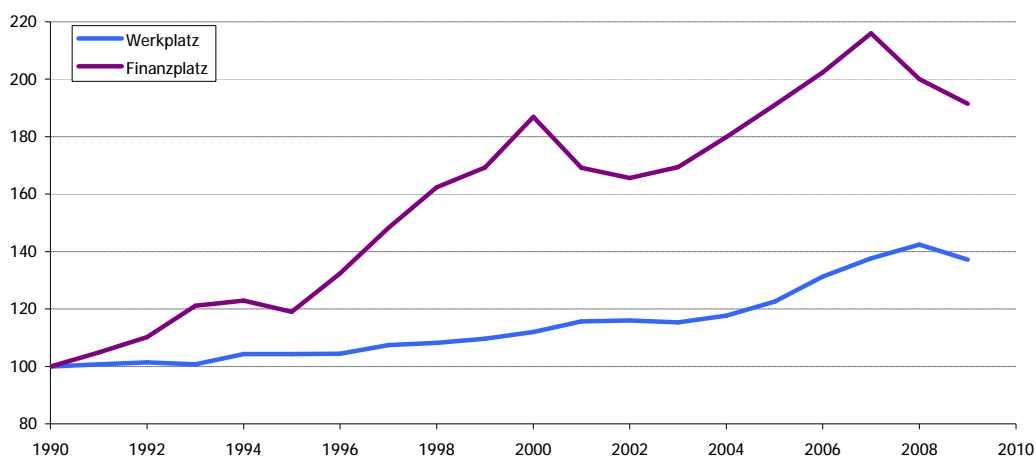
Diese Betrachtung muss allerdings mit Vorsicht genossen werden, da die Zahlen nach Warenarten erfasst werden. Die Exporte lassen sich damit relativ gut einzelnen Branche zuordnen (Computer werden nur von Firmen in der EDV-Geräte-Branche hergestellt). Die Importe einer Warenart dürfen hingegen nicht einer einzigen Branchen zugeschlagen werden (Computer werden auch vom Finanzsektor importiert). Die ausgewiesenen Saldi sind somit tendenziell zu hoch. Die vergleichende Betrachtung unter Branchen kann diesen Fehler jedoch wieder etwas ausgleichen (unter der Annahme, dass die Saldi in allen Branchen etwa um gleich viel und in dieselbe Richtung vom echten Wert abweichen).

⁷ Vgl. SNB „Zahlungsbilanz der Schweiz 2009“

Entwicklung

Zeigt die Analyse der aktuellen Situation klar auf, dass der Werkplatz Schweiz grösser als der Finanzplatz Schweiz ist, so ist die Entwicklung der beiden Branchengruppen in den letzten 20 Jahren recht unterschiedlich verlaufen, wie in Abb. 5-2 ersichtlich ist. Die Industrie ist seit 1990 mit einer realen Trendrate von rund 1.7 Prozent pro Jahr gewachsen, wobei die chemisch-pharmazeutische Industrie mit einer realen Trendrate von 7.1 Prozent weitaus am stärksten zum Wachstum beigetragen hat. Der Finanzsektor erlebte in den neunziger Jahren mit den Aktienmärkten und in der ersten Dekade des neuen Jahrtausends mit den Derivatmärkten je zwei Boomphasen. Beide wurden jedoch durch das Platzen von spekulativen Blasen jäh beendet. Die reale Trendrate ist über die Periode 1990-2009 zwar noch relativ stark (3.5% pro Jahr), das verdankt sie aber hauptsächlich der Periode 1990-2000 (6.5% pro Jahr). Die Periode 2000-2009, die das Platzen beider Blasen umfasst, kann lediglich mit einem Wachstum von 0.2 Prozent aufwarten (im Vergleich zu 2.3% des Werkplatzes).

Abb. 5-2 Reale Bruttowertschöpfung, 1990-2009



Anmerkung: Reale Bruttowertschöpfung, Index 1990 = 100
 Quelle: BAKBASEL

Wie in Abb. 5-2 ersichtlich ist, weist der Verlauf der realen Bruttowertschöpfung des Finanzplatzes eine viel höhere Volatilität auf als derjenige des Werkplatzes. Das Wachstum des Werkplatzes verlief relativ stetig mit durchschnittlichen Wachstumsraten von 1.1 Prozent pro Jahr (1990-2000) und 2.3 Prozent pro Jahr (2000-2009) und einer Standardabweichung von 2.4 Prozentpunkten (1990-2009). Die Wertschöpfungsentwicklung des Finanzplatzes war jedoch von Phasen explosiven Wachstums und anschliessender Wertberichtigung gekennzeichnet. Das führte zu den zuvor bereits erwähnten durchschnittlichen Wachstumsraten von 6.5 Prozent pro Jahr (explosives Wachstum) und 0.2 Prozent pro Jahr (Wertberichtigung) und einer Standardabweichung von 6.3 Prozentpunkten (1990-2009).

Fallstudie 1 - Vom Familienunternehmen zur Mitarbeiter-Eigentümerschaft

Das Unternehmen Kilchenmann AG wurde im Jahre 1933 von Hans Kilchenmann gegründet. In den folgenden Jahren wuchs die Kilchenmann AG vom lokalen, klassischen Radio-TV-HiFi-Fachhändler zum national tätigen Spezialisten für Lösungen in der Kommunikationstechnik. Im Jahre 2000 wurde in Folge der Nachfolgeregelung die Aktienmehrheit unseres Unternehmens von langjährigen Kadermitarbeitern übernommen (sog. Management Buyout, MBO). Die drei Geschäftsleitungsmitglieder übernehmen eine Aktienmehrheit, während einige Kadermitarbeiter Minderheitsaktionäre darstellen.

Durch die erfolgreiche Nachfolgeregelung ist aus dem ehemaligen Familienunternehmen mittlerweile eine Mitarbeiter-Eigentümerschaft entstanden, welche mit ihren 170 Mitarbeitern Gesamtlösungen sowohl im Firmen- als auch Privatkundengeschäft anbietet. Der Erfolg unseres Unternehmens basiert auf dem hohen Vertrauen der Kunden, den zuverlässigen Geschäftspartnern und der optimalen Servicequalität, welche die Mitarbeitenden täglich leisten.

Die Kilchenmann AG profitierte bei ihrem MBO von ihrem grossen Erfahrungsschatz aus den 90er Jahren sowie der guten Partnerschaft und offenen Kommunikation mit unseren Hausbanken. Durch das Vertrauen und die enge Begleitung unserer Banken wurden uns Kreditlimiten zur Verfügung gestellt, die eine grosse Stütze darstellten, da sie für eine erfolgreiche Nachfolgeregelung nötig waren. Diese Kreditlimiten mussten wir damals nicht vollständig ausschöpfen, und heute steht unser Unternehmen finanziell selbständig da.

Durch das Management Buy Out im Jahr 2000 wurde die innovative und nachhaltige Weiterentwicklung unseres Unternehmens nach 67-jährigem Bestehen gesichert. Der reibungslose Übergang in die neue Zukunft löste für damals 100 Mitarbeitende eine hohe Motivation aus, die zu einem Innovationsschub in wichtigen Bereichen der Kommunikationstechnik und deren Dienstleistungen führte. Auf unsere Hausbanken konnten wir uns dabei jederzeit verlassen und so ist unser Unternehmen heute so erfolgreich wie nie.

Herbert Wenger, Mitglied der Geschäftsleitung Kilchenmann AG (ehem. Geschäftsführer)

5.2 Vorleistungsverflechtung

Neben der in Kapitel 2.2 dargestellten angebotsseitigen Optik (Kreditangebotsfunktion der Banken für den Werkplatz) kann man die Wechselwirkung zwischen Finanz- und Werkplatz auch von der Nachfrageseite her analysieren. Auf der Nachfrageseite ergeben sich solche Wechselwirkungen durch die Vorleistungsverflechtung der beiden Sektoren im Produktionsprozess. Die folgende Analyse der Vorleistungsverflechtung basiert auf Informationen der Input-Output-Tabelle für die Schweiz (BFS 2008). Hierbei unterscheiden wir zwischen folgenden vier Sektoren

- n Finanzplatz (NOGA 65-67)
- n Werkplatz (NOGA 15-37; Verarbeitendes Gewerbe)
- n Business Services (NOGA 70-74; Immobiliensektor, Vermietung beweglicher Sachen, IT-Services, Forschung und Entwicklung, Unternehmensbezogene Dienstleistungen)
- n Restliche Branchen (v.a. Landwirtschaft, Bau, Energie, Handel, Gastgewerbe, Verkehr, öff. Sektor)

Fallstudie 2 - MBO der Eichenberger Gewinde AG: Vom Fast-Kollaps zum MBO-Neustart

Anfangs der Neunzigerjahre befand sich unser Unternehmen Eichenberger Gewinde AG (EAG) aufgrund der damaligen Rezession und fehlender eigener Produktpalette in grossen Schwierigkeiten. Es brauchten schwere Zeiten an, unser Unternehmen fiel in ein Produktions- und Finanzloch. Bei der Bank waren wir im «Workout», was diese dazu bewog, unserer Geschäftsführung einen Berater zur Seite zu stellen; was überhaupt nicht gut ankam. Dieser sollte sich aber als Glücksfall entpuppen, denn besonders im Workout hatte er massgeblichen Anteil am Gelingen des nachmaligen MBOs.

Die Zukunft unseres Unternehmens lag in einer eigenen Produktpalette. Ein Hersteller von Kaffeemaschinen half dabei mit einem seltenen Vertrauensvorschuss: Er bestellte als Erstkunde eine Serie von Kugelgewindetrieben, obwohl diese erst im Prototypenstadium vorlagen. Ein Lichtstrahl am Horizont!

Aufgrund einer schweren Krankheit des Besitzers bot er mir, als damaligen Entwicklungsleiter und heutigen Geschäftsführer, sein Unternehmen an. Alleine war für mich jedoch die Finanzierung nicht möglich. 1997 hatte ich eine Kerntruppe zusammen, die bereit war, Geld zu investieren. Allerdings stellte die Bank aufgrund des damaligen Zustands von EAG ein Fragezeichen dar. Falls diese die laufenden Kredite zurückgefordert hätte, wäre der Deal gescheitert. Die Bank vertraute jedoch dem neuen Management und legte damit die Basis für unseren Neuanfang.

1998 – jetzt waren 50 Mitarbeiter an Bord – wurde die erste Tranche des Kaufpreises fällig. Einen erheblichen Teil konnten wir bereits aus Eigenmitteln bestreiten. Der Rest war in Raten bis 2006 zu begleichen. Doch bereits 2004 konnten wir melden: «Letzter Franken überwiesen, MBO gelungen!»

Mit den eigenen – nun überaus erfolgreichen – Produkten sahen wir sehr schnell, dass der Markt Schweiz zu klein war. Für eine internationale Strategie musste jedoch die Fertigung erweitert werden. 2001 entstand daher ein erster Anbau – sozusagen als Notbehelf. Die Banken waren unserem Unternehmen gut gesinnt und finanzierten mit.

Der Erfolg führte dazu, dass die Produktionsfläche - für nun fast 80 Beschäftigte – schon wieder nicht mehr ausreichte. Die Aufträge waren kaum mehr termingerecht abzuwickeln. Doch Planung sei Dank: Mit der 2006 eingeweihten Werkhalle haben wir die Fabrikationsfläche verdoppelt. Diesmal war es ein prozessoptimierter Neubau in mehrstelliger Millionenhöhe, den unsere Hausbank wiederum mitfinanzierte.

Kurt Husistein, Geschäftsführer Eichenberger Gewinde AG (EAG)

Herkunft der Nachfrage nach Gütern und Dienstleistungen des Finanz- und Werkplatzes

Nachfolgende Tabelle zeigt die Nachfrage nach Gütern und Dienstleistungen der jeweiligen Sektoren. Die Zeilensumme entspricht der gesamten Nachfrage, die sich wiederum in die Vorleistungs- und die Endnachfrage unterteilen lässt. Die Vorleistungsnachfrage teilt sich weiter auf in die vier Sektoren, die Endnachfrage in heimische Nachfrage (Privater Konsum, Investitionen, Staatl. Nachfrage) und den Exporten.

Lesehilfe zur Verflechtungsmatrix (Zeilen)

Die Zeilen der Verflechtungsmatrix zeigen an, wie sich die Gesamtnachfrage nach Gütern und Dienstleistungen einer Branche aufteilen. Beispielsweise sieht man für den Werkplatz, dass von der gesamten Nachfrage 38.5 Prozent aus dem Ausland kommen (Exporte). Die inländische Endnachfrage (privater Konsum, Investitionen und öff. Ausgaben) macht 23.3 Prozent der Nachfrage aus. Die restliche Nachfrage kommt von anderen Branchen, welche Güter des Werkplatzes als Vorleistungen benötigen. Dieser Posten macht beim Werkplatz 38.2 Prozent der gesamten Nachfrage aus, wobei es sich vorwiegend um eine Verflechtung innerhalb des Werkplatzes, d.h. Lieferbeziehungen zwischen verschiedenen Unternehmen des verarbeitenden Gewerbes handelt. Diese interne Verflechtung macht insgesamt 23.2 Prozent der gesamten Nachfrage aus.

Tab. 5-2 Nachfrageseitige Verflechtung von Finanz- und Werkplatz

	Werkplatz	Finanzplatz	Business Services	Sonstige	Vorleistungsnachfrage	Inländische Endnachfrage	Exporte	Endnachfrage	Gesamtnachfrage
Werkplatz	23.2%	0.2%	1.8%	13.0%	38.2%	23.3%	38.5%	61.8%	100.0%
Finanzplatz	6.3%	26.1%	9.1%	9.9%	51.3%	20.3%	28.4%	48.7%	100.0%
Business Services	11.7%	7.4%	14.1%	16.2%	49.4%	48.7%	1.9%	50.6%	100.0%
Sonstige	9.7%	0.9%	2.3%	21.1%	34.0%	57.7%	8.3%	66.0%	100.0%
Gesamtwirtschaft	14.7%	4.0%	4.3%	16.3%	39.3%	39.9%	20.8%	60.7%	100.0%

Anmerkung: Die Zeilensumme entspricht der gesamten Nachfr. nach Gütern und Dienstl. des jeweiligen Sektors.
Quelle: BFS (2008)

Eine rein nachfrageseitige Betrachtung zeigt eine relativ geringe Verflechtung zwischen dem Finanzplatz und dem Werkplatz. Lediglich 0.2 Prozent der gesamten Nachfrage nach Produkten des Werkplatzes werden vom Finanzsektor nachgefragt. Umgekehrt ergibt sich ein ähnliches Bild: Lediglich 6.2 Prozent der Nachfrage nach Finanzdienstleistungen kommen aus den Unternehmen, die dem Werkplatz zugerechnet werden.

Möglicherweise ist aber auch der Begriff des Werkplatzes mit Beschränkung auf die Industriebranchen zu eng. Bei einer erweiterten Definition werden die Business Services im Werkplatz mit einbezogen, welche rund ein Viertel ihrer Dienstleistungen für Finanz- und Werkplatz erstellen. Bei einer noch weiter gehenden Definition des Werkplatzes teilt man die gesamte Wirtschaft lediglich in die zwei Sektoren Finanz- und Werkplatz ein, d.h. zählt man sämtliche Branchen, die nicht zum Finanzsektor gehören, zum Werkplatz. Dann ergibt sich folgendes Bild:

Tab. 5-3 Nachfrageseitige Verflechtung von Finanz- und Werkplatz (II)

	Erweiterter Werkplatz	Finanzplatz	Vorleistungsnachfrage	Inländische Endnachfrage	Exporte	Endnachfrage	Gesamtnachfrage
Erweiterter Werkplatz	36.5%	1.6%	38.0%	41.9%	20.0%	62.0%	100.0%
Finanzplatz	25.2%	26.1%	51.3%	20.3%	28.4%	48.7%	100.0%
Gesamtwirtschaft	35.4%	4.0%	39.3%	39.9%	20.8%	60.7%	100.0%

Anmerkung: Die Zeilensumme entspricht der gesamten Nachfrage nach Gütern und Dienstleistungen des jeweiligen Sektors.

Quelle: BFS (2008)

Aus Sicht des Werkplatzes bleibt die nachfrageseitige Abhängigkeit vom Finanzsektor gering: Lediglich 1.6 Prozent der gesamten Nachfrage kommt aus dem Finanzsektor. Aus der Optik des Finanzplatzes kommt rund ein Viertel der gesamten Nachfrage aus den restlichen inländischen Branchen, welche alle zum erweiterten Werkplatz gezählt werden.

Vorleistungsnachfrage des Finanz- und Werkplatzes

Betrachtet man die Vorleistungsnachfrage der einzelnen Sektoren, wird die Verflechtung von Finanz- und Werkplatz mit den Business Services ebenfalls deutlich. So bezieht der Finanzsektor rund ein Viertel seiner Vorleistungen von den Business Services (25.2%), der Werkplatz immerhin 10.6 Prozent. Nachfolgende Tabelle zeigt, wie sich die Vorleistungsnachfrage des jeweiligen Sektors verteilt. Die Spaltensumme stellt die Summe der gesamten bezogenen Vorleistung dar.

Lesehilfe zur Verflechtungsmatrix (Spalten)

Die Spalten der Verflechtungsmatrix zeigen an, wie die Vorleistungsnachfrage einer Branche strukturiert ist. Beispielsweise sieht man für den Werkplatz, dass dieser 59.7 Prozent seiner Vorleistungen von anderen Unternehmen des Werkplatzes bezieht. Hierin sieht man wiederum die hohe interne Verflechtung. Finanzdienstleistungen machen 4.1 Prozent der gesamten Vorleistungen des Werkplatzes aus.

Tab. 5-4 Vorleistungsnachfrage von Finanz- und Werkplatz

	Werkplatz	Finanzplatz	Business Services	Sonstige	Gesamtwirtschaft
Werkplatz	59.7%	2.0%	15.9%	30.2%	36.8%
Finanzplatz	4.1%	64.0%	20.2%	5.9%	12.6%
Business Services	10.6%	25.2%	43.2%	13.3%	16.8%
Sonstige	25.6%	8.9%	20.7%	50.6%	33.7%
Gesamtwirtschaft	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Anmerkung: Die Spaltensumme stellt die Summe der gesamten bezogenen Vorleistung des jeweiligen Sektors dar.

Quelle: BFS (2008)

Verwendet man den erweiterten Werkplatzbegriff, so ergibt sich für diesen kein wesentlich anderes Bild. Der Werkplatz bezieht lediglich 6.9 Prozent seiner Vorleistungen vom Finanzsektor. Der Finanzplatz hingegen bezieht 36 Prozent seiner Vorleistungen von den restlichen Branchen. Angesichts der Grössenverhältnisse ist dieser Wert allerdings zu relativieren: Der erweiterte Werkplatz ist mehr als 7 mal so gross wie der Finanzplatz, und dennoch beziehen Unternehmen des Finanzsektors fast doppelt so viele Vorleistungen von anderen Finanzinstituten als von Unternehmen des erweiterten Werkplatzes.

Tab. 5-5 Vorleistungsnachfrage von Finanz- und Werkplatz (II)

	Erweiterter Werkplatz	Finanzplatz	Gesamtwirtschaft
Erweiterter Werkplatz	93.1%	36.0%	87.4%
Finanzplatz	6.9%	64.0%	12.6%
Gesamtwirtschaft	100.0%	100.0%	100.0%

Anmerkung: Die Spaltensumme stellt die Summe der gesamten bezogenen Vorleistung des jeweiligen Sektors dar.

Quelle: BFS (2008)

Fallstudie 3 - Langfristige Partnerschaft mit unserer Hausbank

Utzenstorf Papier ist ein traditionsreiches und innovatives Unternehmen mit starker lokaler Bindung. In Utzenstorf wird seit 1892 Papier hergestellt. Bereits 1968 wurden die Weichen in Richtung Rohstoff Altpapier gestellt. Heute bestehen unsere Papiere aus bis zu 100% Altpapier. Dank moderner Technik produzieren wir heute ein breites Sortiment an hochwertigen Recyclingpapieren für Zeitungen und Werbung, die vor allem auf dem Schweizer und dem EU-Markt Absatz finden. 60% unseres Ertrags stammen aus dem Exportgeschäft, in welchem die Abnehmer allesamt im Euro-Raum beheimatet sind. Unser Unternehmen beschäftigt über 250 Mitarbeitende und macht einen jährlichen Umsatz von rund 140 Millionen Franken.

Im Juni 2009 haben wir mit unserem Unternehmen einen Management Buyout (MBO) mit einer Bankfinanzierung von 78 Millionen Franken durchgeführt. Diese Zeit fiel direkt in die Finanzkrise. Dank dem tatkräftigen Engagement unserer Hausbank konnte das Vorhaben selbst während dieser schwierigen Zeit erfolgreich realisiert werden. Aufgrund des hohen Betrages wurde der MBO durch einen Konsortialkredit finanziert, welcher auf insgesamt vier Banken verteilt wurde. Unsere Hausbank finanzierte den MBO zu rund 40%, während die anderen drei Banken für den Rest des Betrages aufkamen.

Da unser Unternehmen mit 60% einen hohen Exportanteil aufweist, sind wir Wechselkursrisiken direkt ausgesetzt. Insbesondere in der heutigen Zeit der Euro-Schwäche sind wir darauf angewiesen, die Risiken der Euroschwankungen zu dämpfen. Unsere kreditgebenden Banken haben bereits vor einigen Monaten empfohlen, Wechselkursrisiken entsprechend abzusichern. Heute sind unsere Risiken im Euro zu 50% abgesichert. Dank der engen Zusammenarbeit mit unserer Hausbank geschah dies einfach und zu kostengünstigen Konditionen. Für die Planbarkeit der Cashflows und die Sicherstellung der Liquidität unseres Unternehmens ist dies von zentraler Bedeutung.

Da die Zeitungspapierproduktion ein kostenintensives Massengeschäft ist, bedingt dies effiziente Prozesse in der Herstellung. Die langfristige Partnerschaft mit unseren Banken gewährleistet ein effizientes und umweltgerechtes Wirtschaften. Heute ist Utzenstorf Papier der wichtigste Schweizer Entsorger für Altpapier und nimmt einen Viertel des Altpapiers aus Schweizer Haushalten ab.

Bernhard Ludwig, Verwaltungsratspräsident Utzenstorf Papier

Fazit

Auf Basis einer rein nachfrageseitigen Betrachtung fällt die Bedeutung, die Finanz- und Werkplatz füreinander haben, vergleichsweise niedrig aus. Die Bedeutung der beiden Sektoren Werk- und Finanzplatz füreinander erwächst weniger aus der gegenseitigen nachfrageseitigen Verflechtung, sondern vielmehr aus zwei anderen Transmissionskanälen:

Der Finanzplatz hat für den Werkplatz, insbesondere KMU, eine überaus wichtige Funktion durch die Bereitstellung des für dessen Investitionen notwendigen Kreditangebots. Neben einem Binnenmarkt mit vielen KMU weist die Schweiz auch eine überdurchschnittlich hohe Dichte an grossen multinationalen Unternehmen auf. Dabei handelt es sich einerseits um Grossunternehmen schweizerischen Ursprungs (Nestlé, Novartis, Holcim etc.) und andererseits um ausländische Unternehmen, deren Regionalsitz oder Hauptsitz sich in der Schweiz befindet (Procter & Gamble, Honeywell, Richemont etc.). Multinationale Unternehmen haben spezielle Finanzierungsbedürfnisse und sind eng mit dem Schweizer Finanzsektor verbunden. Sie nehmen Dienstleistungen in den Bereichen Zahlungsverkehr, Devisen, Wertschriften sowie institutionelle Vermögensverwaltung in Anspruch und sind auch wichtige Kunden für das Kreditgeschäft und die Abwicklung von Umstrukturierungen bzw. Übernahmen. Zudem wickeln viele multinationale Konzerne ihr Treasury Management über Banken in der Schweiz ab. Gerade im Dienstleistungsbereich bezüglich multinationaler Firmen ist eine spezielle Expertise gefragt, die über das reine Zinsdifferenzgeschäft hinausgeht und insbesondere bei den Grossbanken vorhanden ist.

Umgekehrt generiert der Werkplatz durch seinen wirtschaftlichen Erfolg, der hauptsächlich in der sehr guten internationalen Wettbewerbsfähigkeit begründet ist, auf der Seite der Arbeitnehmer Einkommen, welche im gesamtwirtschaftlichen Kreislauf wieder eine Rolle für den Finanzsektor spielen (Private Nachfrage). Wie in Tab. 5-2 ersichtlich wird, kommt immerhin rund ein Fünftel der Nachfrage nach Finanzdienstleistungen aus der inländischen Endnachfrage.

5.3 Gemeinsame Interessen

Zwischen Werk- und Finanzplatz gibt es eine grosse Zahl von Beziehungen – auch wenn das Modell lediglich geringe Verflechtungen quantifiziert hat. Wie in Kapitel 5.2 gezeigt wurde, profitieren beide vom jeweils anderen über die zahlreichen Verflechtungen, einerseits über die Nachfrage nach Vorleistungen, andererseits über die zusätzliche Nachfrage aufgrund der generierten Einkommen. Die Attraktivität des Finanzplatzes führt auch dazu, dass in der Schweiz genügend Mittel für Kredite vorhanden sind und die Zinsen im internationalen Vergleich tief sind (Kapitel 2). Dies kommt dem Werkplatz zugute. Umgekehrt profitiert der Finanzplatz vom guten Ruf der Schweizer Industrie. Ohne das durch die Qualität der Maschinen- und Uhrenindustrie geprägte Gütesiegel «Made in Switzerland» wäre der Finanzplatz vielleicht nie zur heutigen Grösse gewachsen.

Noch stärker sind indessen die gemeinsamen Interessen bezogen auf die Schweiz und einzelne Kantone als Wirtschaftsstandorte. Sowohl Werkplatz als auch Finanzplatz sind auf gute Rahmenbedingungen angewiesen. Im Folgenden sollen die wichtigsten Standortfaktoren kurz vorgestellt werden:

- n **Export:** Als stark international ausgerichtete Branchen profitieren beide von einfacheren Ex- und Importbedingungen. Freihandelsabkommen erlauben dem Werkplatz seine Produkte ohne Zollaufschläge zu exportieren, während der Finanzplatz einfacher seine Dienstleistungen im Ausland anbieten kann. Ebenfalls werden Kapitalbewegungen wie beispielsweise Direktinvestitionen sowohl für den Finanz- als auch Werkplatz erleichtert. Dadurch kann sich der Schweizer Werkplatz einfacher im Ausland refinanzieren, und der einheimische Finanzplatz wird für ausländische Investoren attraktiver. Angesichts dieser gemeinsamen Interessen, erstaunt es nicht, dass Firmen des Werk- und Finanzplatzes in der OSEC (Schweizerische Zentrale für Handelsförderung) kooperieren und ihre Interessen gegenüber protektionistischen Branchen verteidigen.
- n **Infrastruktur:** Sowohl Werk- als auch Finanzplatz sind an einer intelligent konzipierten Infrastruktur in der Schweiz interessiert. Dazu gehören einerseits inländische Verkehrsnetze wie das Schienennetz, die eine effiziente Beförderung der Personen- (Pendler-) als auch Warenströme erlauben sollten. Andererseits müssen die Flughäfen und Bahnhöfe grösserer Städte über gute Verbindungen ins Ausland verfügen. Als Beispiel sei hierzu die Stadt Basel genannt. Ihre guten Eisenbahnverbindungen zu Beginn des 20. Jahrhunderts dürften einerseits der chemischen Industrie zu Wachstum verholfen haben. Die verkehrstechnische Anbindung war auch ein Faktor für den Standortzuschlag für den Sitz der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich an Basel.
- n **Regulierung:** An einer massvollen Regulierung der Arbeits- und Produktmärkte sollten beide Branchen interessiert sein. Ein flexibler Arbeitsmarkt erlaubt schnelle Reaktionen auf Konjunkturschwankungen. Ein nur schwach regulierter Güter- und Dienstleistungsmarkt bietet unter Umständen die Möglichkeit schneller innovative Produkte auf den Markt zu bringen. Allerdings steht das Merkmal „Made in Switzerland“ für die hochstehende Qualität bei Produkten und Dienstleistungen. Somit ist bei der Regulierung eine Kosten-Nutzen-Analyse unumgänglich.
- n **Steuern:** An tiefen Gewinnsteuern haben naturgemäss alle Unternehmen, ob nun Finanz- oder Werkplatz, ein Interesse. Es gibt aber auch weniger offensichtliche Beispiele. Die in der Unternehmenssteuerreform III beschlossene Abschaffung der Emissionsabgabe auf Eigen- und Fremdkapital und der Verrechnungs- und Stempelsteuer auf konzerninterne Transaktionen ist vor allem auf eine Stärkung des Werkplatzes ausgerichtet. Von einer totalen Abschaffung der Stempelsteuer würde hingegen die gesamte Schweizer Volkswirtschaft profitieren (vgl. BAK 2009).

- n **Bildung:** Die Bedeutung des Humankapitals nimmt in Werk- und Finanzplatz zu. Komplexere Produkte und Produktionsabläufe erfordern zunehmend gut ausgebildetes Personal. Dazu gehören sowohl tertiär ausgebildete Arbeitnehmer, welche die notwendigen Konzepte, Maschinen etc. entwickeln und überwachen als auch Absolventen einer Berufsausbildung, welche diese umsetzen, bedienen etc. Finanz- und Werkplatz sollten deshalb beide bestrebt sein das Bildungssystem der Schweiz international kompetitiv zu halten. Jedoch gibt es auch auf die tertiäre Bildungsstufe bezogen gegenläufige Interessen. Die zunehmende Zuhilfenahme mathematischer Methoden in den Wirtschaftswissenschaften und die Entwicklung komplexer und rechenintensiver ökonomischer Modelle führen dazu, dass der Finanzplatz ein steigendes Interesse an Absolventen technischer Hochschulen und der Naturwissenschaften hat. Daraus erwächst eine Konkurrenz auf dem Arbeitsmarkt zwischen Finanz- und Werkplatz.
- n **Dezentralisierung, Föderalismus, direkte Demokratie:** Es scheint eine Beziehung zu bestehen zwischen dem Gesellschaftssystem und der politischen Stabilität der Schweiz. Der Föderalismus und die direkte Demokratie führen dazu, dass in der Schweiz die politische Volatilität sehr gering ist. Davon profitiert der Werkplatz unter anderem durch den Schutz seiner Investitionen (das Risiko einer Enteignung des realen Kapitals ist sehr gering) und seiner Inventionen (gut funktionierendes Patentsystem). Zudem führt der Wettbewerb zwischen den Kantonen zu grösseren unternehmerischen Freiheiten und tieferen Steuern. Auch die administrative Belastung von Unternehmen ist durch die tiefe Staatsquote im internationalen Vergleich gering. Der Finanzplatz wiederum verdankt sein Image als «Safe Haven», der zum zentralen Wettbewerbsvorteil und zur «Unique Selling Proposition» der schweizerischen Vermögensverwaltung wurde, zu einem grossen Teil der politischen Stabilität der Schweiz und der stabilen Währung.
- n **Brand Switzerland:** Die Marke Schweiz hat sich international ihren eigenen Platz erkämpft. Insbesondere die Maschinen- und Uhrenindustrie prägten im 19. und 20. Jahrhundert das Bild einer auf Präzision, Qualität und Nachhaltigkeit fokussierten Schweizer Industrie. Von diesem Image konnte das Vermögensverwaltungsgeschäft der Banken profitieren, da in diesem Geschäftsfeld dieselben Tugenden verlangt werden. Heute befruchten sich Finanz- und Werkplatz in dieser Hinsicht gegenseitig: Trotz der Turbulenzen um die Grossbanken während und nach der Finanzkrise (Abschreiber im Handelsgeschäft der UBS, Steuerstreit mit dem Ausland) geniessen die Schweizer Banken international nach wie vor einen hervorragenden Ruf. Auch im Versicherungssektor kann die Schweiz als bedeutender Akteur im Rückversicherungsgeschäft den Ruf des auf Sicherheit fokussierten Finanzplatzes stärken. Nicht zuletzt trägt auch die Schweizerische Nationalbank mit ihrer im Vergleich zum benachbarten Ausland besonnenen Geldpolitik zum Image der Schweiz als «Safe Haven» bei. Gleichzeitig hat sich der Werkplatz weiter auf zukunftssträchtige Gebiete spezialisiert, die einen hohen Grad an Präzision verlangen. Dazu gehören Branchen wie Chemie/Pharma und die Medizintechnik.

Die oben genannten Berührungspunkte zwischen Finanz- und Werkplatz lassen sich auf einen Nenner bringen: Standortwettbewerb. Oberste Priorität sollte die Attraktivität der Schweiz oder einzelner Kantone als Wirtschaftsstandort sein. Denn die Standortvorteile beeinflussen zu einem grossen Teil wie gross der erwirtschaftete ökonomische «Kuchen» ist. Über die Verteilung zwischen Werk- und Finanzplatz (und den übrigen Branchen) sollte man in einem zweiten Schritt nachdenken. Im internationalen Standortwettbewerb ist es der Schweiz bis jetzt gelungen einheitlich und stark aufzutreten. Das zeigt unter anderem die Spitzenposition (Platz 1) der Schweiz im diesjährigen Global Competitiveness Report des World Economic Forum.

5.4 Katalytische Effekte

Neben der Ausübung übergeordneter volkswirtschaftlicher Funktionen und den mit der Tätigkeit direkt und indirekt verbundenen volkswirtschaftlichen Effekten gibt es verschiedene weitere Aspekte, bei denen der Finanzsektor eine Wirkung auf die Wirtschaft ausübt. Die folgenden Effekte können im verwendeten Modell nicht quantifiziert werden und werden deshalb an dieser Stelle qualitativ analysiert. Häufig handelt es sich um positive Spillover-Effekte. So trägt der Finanzsektor durch seine qualitativ hoch stehende Ausbildung zum Wissensstandort Schweiz bei, Forschungsk Kooperationen verstärken die internationale Anziehungskraft der Schweizer Hochschulen, Netzwerkeffekte und die Bildung von Clustern befruchten andere Wirtschaftszweige, und die Tourismuswirtschaft oder Uhren- und Schmuckgeschäfte profitieren von vermögenden Private-Banking-Kunden, die ihren Besuch bei der Bank mit einem verlängerten Aufenthalt oder Einkäufen verbinden.

Förderung des Wissensplatzes Schweiz und Know-How-Spillover

Der Finanzsektor ist auf Spezialisten angewiesen und benötigt laufend qualifizierten Nachwuchs sowie Fach- und Führungskräfte, die in renommierten Bildungsinstitutionen ausgebildet werden. Die Finanzbranche hat somit ein Interesse daran, die Qualität der schweizerischen Bildungslandschaft zu garantieren. So gibt es eine Reihe von Forschungsk Kooperationen zwischen Finanzinstituten und Schweizer Hochschulen (z.B. die CS und das Institut für Wirtschaftsinformatik der Uni St. Gallen, die UBS und das Center for Innovative Learning, die Bank Sarasin und das Web for Interdisciplinary Research and Expertise), die den Wissens- und Forschungsplatz Schweiz stärken. Von der Anziehungskraft der Schweiz für herausragende Forscher, Lehrkräfte und Studierende profitiert wiederum die gesamte Volkswirtschaft.

Der Finanzsektor nimmt auch eine wichtige Ausbildungsfunktion für den Nachwuchs wahr. So werden in der Schweiz rund 12 Prozent der kaufmännischen Lehrlinge von den Banken ausgebildet, und der Finanzsektor ist ein wichtiger Rekrutierer von Hochschulabsolventen.

Weitere Spillovereffekte im Bereich des Humankapitals ergeben sich dadurch, dass das in einer Ausbildung im Finanzbereich angeeignete Wissen in andere Branchen weitergetragen werden kann. Beispielsweise kann ein ehemaliger Effektenhändler im Grosshandel tätig oder das Finanzwesen von Firmen des Werkplatzes in die Hände ehemaliger Mitarbeiter der Finanzbranche gelegt werden.

Nachfrage-Effekte im Tourismus

Kunden der Vermögensverwaltung, die beim Besuch ihres Kundenberaters in einem Hotel übernachten und ihren Besuch in der Schweiz oft mit einem Einkaufsbummel in den Einkaufsstrassen der grösseren Städte verbinden oder Ausflüge in die bekannten Tourismusdestinationen der Schweiz machen, generieren eine zusätzliche Nachfrage im Gastgewerbe und Luxusgütersegment.

Umgekehrt profitiert der Finanzsektor aber auch von Impulsen anderer Wirtschaftszweige wie gerade des Tourismus. Vor allem in Kantonen wie Graubünden und Wallis geht ein substantieller Anteil der Wertschöpfung des Bankensektors vom Tourismus aus. So kommt eine Studie der Hochschule für Technik und Wirtschaft Chur zum Schluss, dass im Kanton Graubünden über 30 Prozent des Umsatzes der Banken dem Tourismus zuzuschreiben sind (Kronthaler 2008). Das Angebot an Bankdienstleistungen trägt jedoch auch zur Attraktivität einer Tourismusdestination bei. So schätzen es viele Private Banking Kunden, dass sie die Zeit, die ihnen in den Ferien zur Verfügung steht, zur persönlichen Finanzplanung nutzen können.

Kulturförderung und Sponsoring

Obwohl in der Schweiz der Staat nach wie vor als grösster Kulturförderer gilt, finanzieren die Banken in der Schweiz zahlreiche kulturelle und/oder sportliche Veranstaltungen, welche ohne dieses Sponsoring wohl nicht stattfinden könnten. So erhalten beispielsweise Veranstaltungen im Bereich Breitensport Sponsorleistungen von Banken. Auch die Schweizer Sporthilfe oder der Golf-, Pferde- und Hochschulsport erhalten finanzielle Unterstützung. Zudem erhalten Kulturinstitutionen oder -anlässe wie das Opernhaus

Zürich, das Montreux Jazz Festival oder die St.Galler Festspiele wichtige Sponsorzahlungen aus dem Finanzsektor. Der Hauptsponsor der Messe Art Basel kommt ebenfalls aus dem Finanzsektor.

Gewicht in internationalen Gremien

Die zunehmende Bedeutung des Finanzsystems für das globale Wirtschaftstreiben verstärkt auch die Rolle der Schweiz im internationalen Umfeld als wichtiger Finanzplatz. Je nach verwendeten Faktoren und Rankings kann sich der Schweizer Finanzplatz praktisch immer in den „Top 5“ behaupten. Einerseits ist der Schweizer Franken eine sehr stabile und für Finanzanlagen beliebte Währung. Andererseits spielt das Land in der Verwaltung globaler Vermögen eine Rolle. Aus diesen Faktoren erwächst der Schweiz eine bedeutende Rolle in internationalen Finanzfragen. Im Internationalen Währungsfonds (IWF) und der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) hat die Schweiz bereits Sitze. Darüberhinaus ist der enge Kontakt zwischen der Schweizerischen Nationalbank mit anderen bedeutenden Zentralbanken (Europäische Zentralbank und der Federal Reserve) von grosser Bedeutung für die Anliegen der Schweizer Volkswirtschaft.

Cluster-Effekt

Die Finanzplätze der Schweiz (insbesondere Zürich und Genf) stellen die grössten Cluster der Schweiz dar. Zu diesen gehören nicht nur Unternehmen der Finanzbranche selbst, sondern auch zahlreiche Unternehmen, welche komplementäre Dienstleistungen anbieten und sich deshalb in der geographischen Nähe des Finanzsektors ansiedeln. So kann im sog. „Trading and Shipping“ Cluster festgestellt werden, dass sich Werk- und Finanzplatz ideal ergänzen und sich gegenseitig unterstützen (insb. in der Genferseeregion). Auch die diversen multinationalen Unternehmen, die vor allem von den Kapitalmarktbanken profitieren, können als Cluster-Effekte im weiteren Sinne bezeichnet werden. Aus der räumlichen Konzentration von spezialisiertem Know-How und den damit zusammen hängenden Netzwerkeffekten kommt es zu einem verstärkten Know-How-Transfer (technologischer Spillover), der zu einer höheren Innovationsintensität führt. Zudem passen sich der Umfang und die Qualität der Infrastruktur einer Region den Branchenbedürfnissen an, was wiederum weitere Unternehmen anzieht. In der wirtschaftswissenschaftlichen Teildisziplin Urban Economics wird vertieft auf diese sogenannten «Economies of Agglomeration» eingegangen, und es gilt mittlerweile als erwiesen, dass diese zu höherer Produktivität und damit zu höherem Wohlstand führen.

Negative Spillovers

Generell können mit Staatsgarantien ungünstige Anreizeffekte verbunden sein, da allfällige Kosten für das eingegangene Risiko von den jeweiligen Instituten nicht selbst getragen, sondern teilweise externalisiert werden. Dies kann Anreize erzeugen, zu hohe Risiken einzugehen (sog. "Moral Hazard"-Effekt) - und im Krisenfall zu hohen Kosten führen. Dies wurde in der Schweiz im Herbst 2008 deutlich.⁸

Die externen Kosten können aber durch Institute abgegolten bzw. die Anreizproblematik kann durch angemessene Massnahmen entschärft werden. Hierzu könnte beispielsweise eine Steuer in Abhängigkeit des Ausmasses der Systemrelevanz eingeführt werden. Alternativ könnten die systemrelevanten Banken einen Teil des Wertes der Staatsgarantie jährlich explizit abgelden.

Bei den negativen Spillovers ist auch die Verstärkung der gesamtwirtschaftlichen Volatilität durch gewisse Akteure des Finanzsektors zu nennen. Gerade die jüngste Krise hat gezeigt, dass das Verhalten einiger Akteure die Bildung von Blasen erleichtert und beschleunigt hat. Auch Immobilienblasen, wie sie in jüngster Zeit in vielen Ländern und in der Schweiz zu Beginn der Neunziger Jahre zu beobachten waren, wurden durch sehr hohe Belehnungsquoten der Banken stark begünstigt.

⁸ Bei den "Massnahmen des Bundes zur Stärkung des Finanzsystems Schweiz" vom 16. Oktober 2008 ging es darum, das Vertrauen in die Schweizer Banken zu erhöhen. Dies wurde zum einen damit erreicht, indem sich der Bundesrat bereit erklärte, im Bedarfsfall neue kurz- und mittelfristige Interbankverbindlichkeiten sowie Geldmarktgeschäfte von Schweizer Banken zu garantieren. Zum anderen wurden illiquide Aktiven von UBS im Umfang von USD 38,7 Mrd. an eine Zweckgesellschaft der SNB (StabFund) übertragen und die Kapitalbasis der Bank um 6 Mrd. Franken verstärkt.

Oft wird in der reinen Grösse des Finanzplatzes ein negatives Klumpenrisiko für die Schweizer Volkswirtschaft gesehen. Gerade im Zuge der Finanzkrise ist der Ruf nach einer breiteren Diversifizierung der Wirtschaft laut geworden. Volkswirtschaftlich wäre es besser über einen Finanzsektor zu verfügen, der nur den Eigenbedarf der so genannten Schweizer Realwirtschaft deckt, anstelle eines grossen Finanzplatzes mit internationaler Ausstrahlung. Ein Blick auf die Struktur des Finanzsektors relativiert allerdings den Befund des Klumpenrisikos, denn der Schweizer Finanzplatz gilt aufgrund seiner geringeren Spezialisierung auf das Investment Banking als weitaus weniger krisenanfällig als internationale Konkurrenzstandorte.

Schliesslich sind Preiseffekte zu berücksichtigen. Durch den Erfolg der zumeist produktiveren exportorientierten Branchen werden Löhne von Spezialisten oder auch Preise von Gewerbe- und Privatimmobilien angefragten Lagen in die Höhe getrieben. Dies kann dazu führen, dass der Produktionsfaktor Arbeit in anderen (inlandorientierten) Branchen nicht mehr verfügbar ist oder, dass gewisse Betriebe ihren Standort ändern müssen. Volkswirtschaftlich ist eine solche Spezialisierung zwar erwünscht und förderlich, einzelwirtschaftlich führt dies hingegen zu den erwähnten Problemen. Diesem Vorwurf ist nicht nur der Finanzplatz, sondern sämtliche produktiveren Branchen ausgesetzt.

5.5 Fazit

Die Wechselwirkungen zwischen dem Werk- und dem Finanzplatz kann man von mehreren Seiten betrachten. Ein Ansatz ist, die Zahlungsströme zwischen den beiden Wirtschaftssektoren zu analysieren. Hier gibt es zum Einen die gegenseitige Vorleistungsnachfrage im Rahmen der wirtschaftlichen Verflechtung im Produktionsprozess. Wie wir gesehen haben, fallen diese Zahlungsströme vergleichsweise gering aus. Dennoch können die damit verbundenen Leistungen eine entscheidende Rolle spielen. So sind beispielsweise die Dienstleistungen des Finanzsektors für multinationale Unternehmen möglicherweise ein wichtiger Standortfaktor, dessen Bedeutung mit den reinen Zahlungsströmen unterschätzt wird. Man spricht in diesem Zusammenhang auch von einem «Limiting Factor».

Deutlich wichtiger als die Vorleistungsnachfrage des Finanzsektors ist für den Werkplatz die Bereitstellung des für dessen Investitionen notwendigen Kreditangebots zu angemessenen Kosten. Diesbezüglich hat der Werkplatz in den vergangenen Jahren in zweierlei Hinsicht profitiert. Erstens waren die Kapitalkosten im internationalen Vergleich niedrig, zweitens war stets ein ausreichendes Kreditangebot gewährleistet. Es kam auch nicht – wie teilweise in anderen Ländern geschehen – zu einer Verknappung des Mengenangebots.

Des Weiteren kann der Schweizer Finanzsektor auch durch seine Grösse, ausgeprägte Heterogenität und Internationalität dem Werkplatz ein qualitativ hoch stehendes und breites Dienstleistungsangebot zur Verfügung stellen, von dem insbesondere grosse multinationale Unternehmen profitieren.

Aus Sicht des Finanzsektors manifestiert sich die wirtschaftliche Bedeutung des Werkplatzes ebenfalls weniger in dessen direkter Vorleistungsnachfrage, sondern viel stärker, aber über Umwege, durch den wirtschaftlichen Erfolg des Werkplatzes. Denn dieser bildet einen wichtigen Pfeiler der volkswirtschaftlichen Exportbasis und generiert dadurch Einkommen, welche im gesamtwirtschaftlichen Kreislauf wieder eine Rolle für den Finanzsektor spielen (Private Nachfrage).

Neben den gemeinsamen Abhängigkeiten gibt es auch eine Reihe von gemeinsamen Interessen. Beide Sektoren sind auf gute Rahmenbedingungen angewiesen. Dabei wird längerfristig sowohl für den Werkplatz als auch für den Finanzplatz die Qualität der verfügbaren Arbeitskräfte und die Innovationskraft entscheidend sein. Aus volkswirtschaftlicher Sicht ist klar, dass wir sowohl einen starken und wettbewerbsfähigen Werk- als auch Finanzplatz brauchen.

6 Gesamtfazit

Aus einer langfristigen strukturellen Sicht ist der Finanzsektor ein essentieller Bestandteil der Schweizer Volkswirtschaft. Die Bedeutung erwächst dabei insbesondere über die Scharnierfunktion, die er über die Wahrnehmung der Allokationsfunktion sowie der Transformationsfunktionen (Losgrössen-, Fristen- und Risikotransformation) übernimmt. Durch diese und weitere Finanzdienstleistungen wie die Abwicklung des bargeldlosen Zahlungsverkehrs wird ein effizientes Wirtschaften erst ermöglicht.

Gleichzeitig stellt der Finanzsektor eine der wichtigsten Branchen der Schweiz dar. Einerseits zeigt sich dies in den direkten Effekten, die von ihm ausgehen: So trug er 2009 zu 12 Prozent der gesamten Wertschöpfung und zu 5 Prozent am Erwerbstätigentotal bei. Diese Partialbetrachtung beinhaltet jedoch nur die Effekte, die direkt vom Finanzsektor ausgehen. Rechnet man indirekte Effekte (Wertschöpfung aufgrund der Nachfrage des Finanzsektors in Vorleistungs-Branchen, in deren Vorleistungs-Branchen etc.) und direkt induzierte Effekte (Wertschöpfung aufgrund von Konsumausgaben, die mit Einkommen aus dem Finanzsektor finanziert werden) mit ein, sind die Anteile noch höher: 18 Prozent (Wertschöpfung) und 12 Prozent (Beschäftigte).

Im Produktionsprozess des Finanzsektors sind in erster Linie weitere Dienstleistungen involviert. Dementsprechend profitiert der Sektor der Business Services am stärksten vom indirekten Effekt. Hierzu gehören die Unternehmensbezogenen Dienstleistungen (u.a. die Rechts-, Steuer- und Unternehmensberatungen, Buchhaltungsunternehmen, Werbebranche), der Immobiliensektor sowie die IT-Services. Alleine bei den unternehmensbezogenen Dienstleistungen fallen rund 10 Mia. Wertschöpfung an. Des Weiteren geht vom Finanzsektor ein fiskalischer Effekt von rund 14 Mia. Franken aus. Dies entspricht einem Anteil von 14.5 Prozent des durchschnittlichen gesamten Brutto-Steueraufkommens von Bund, Kantonen und Gemeinden.

Wird der Wirkungskreis abermals erweitert, können auch die Spillover-Effekte, die vom Finanzsektor ausgehen betrachtet werden. Dazu gehören insbesondere der Know-How-Spillover (Förderung des Wissensplatzes Schweiz), der Nachfrage-Spillover im Tourismus (Konsumausgaben von Bankkunden), die Kulturförderung und Sponsoring und das Gewicht der Schweiz in internationalen Gremien. Zudem hat sich in der Schweiz ein Cluster im Finanzsektor gebildet, der auch Firmen aus anderen Branchen beinhaltet, die komplementäre Dienstleistungen erbringen (z.B. Business Services). Neben den positiven Spillovers gehen jedoch auch negative vom Finanzsektor aus, in Form der eingegangenen Risiken, die sich in Krisenzeiten materialisieren können.

Die Beziehung zwischen Finanz- und Werkplatz ist in der Schweiz aus historischen Gründen von besonderem Interesse. Über die Vorleistungsverflechtung lässt sich zwar keine besonders starke gegenseitige Abhängigkeit ausmachen. Die gegenseitige Bedeutung der beiden Plätze erwächst vielmehr aus anderen Gründen: Zum Einen ermöglicht der Finanzplatz durch die Kreditvergabe und andere Finanzdienstleistungen dem Werkplatz erst ein effizientes Wirtschaften. Zum Anderen sind die im Werkplatz generierten Einkommen die Grundlage für Finanzdienstleistungen des Finanzplatzes. Zusätzlich vertreten Finanz- und Werkplatz gemeinsame Interessen, wenn es um Erhalt oder Förderung von Standortfaktoren der Schweiz oder einzelner Kantone geht. Als Vertragspartner in der Kredit- und Kapitalvergabe ergeben sich jedoch auch entgegengesetzte Interessen bezüglich der Höhe des Zinssatzes für Kredite oder der Bedingungen für die Vergabe von Risikokapital. Unterschiedliche Interessenlagen können sich bezüglich übergeordneter volkswirtschaftlicher Themen ergeben. Dazu gehören insbesondere die Regulierung des Finanzsektors oder Fragen bezüglich Währungspolitik. Letztlich dürfen diese Differenzen jedoch nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Schweiz nur sowohl mit einem starken Werkplatz als auch einem leistungsfähigen Finanzplatz im globalen Konkurrenzkampf bestehen kann. Die Kräfte sollten demnach gebündelt werden, um nicht den Werk- oder Finanzplatz, sondern den Wirtschaftsstandort und „Denkplatz“ Schweiz zu fördern. Zudem sollen die für die Schweiz notwendigen Rahmenbedingungen nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden, da dies ansonsten die Wettbewerbsfähigkeit der gesamten schweizerischen Volkswirtschaft leiden könnte.

7 Anhang

7.1 Konzept und Methodik der Impact-Analyse

7.1.1 Modell

Input-Output-Tabelle

Grundlage der Input-Output-Analyse ist eine schematische Erfassung der Volkswirtschaft, welche die Verflechtung zwischen den Branchen untereinander sowie den Zusammenhang zwischen Endnachfrage, inländischer Produktion und Güterimporten abbildet (vgl. nachfolgende Abbildung).

Auf der horizontalen Achse ist die Verwendung der in den Branchen hergestellten Waren und Dienstleistungen abgetragen. Diese fließen entweder als Vorleistungen in andere Branchen ein oder werden direkt als Endnachfrage konsumiert, investiert oder exportiert. Die Summe aus Vorleistungs- und Endnachfrage ergibt die Gesamtnachfrage.

Auf der vertikalen Achse ist die Zusammensetzung des Gesamtangebots abgebildet, welches im Gleichgewichtszustand der Gesamtnachfrage entsprechen muss. Das Gesamtangebot setzt sich aus der Produktion im Inland («Bruttoproduktionswert») und den Importen zusammen. Zieht man vom Bruttoproduktionswert die für die Produktion benötigten Vorleistungen einer Branche ab, erhält man die Bruttowertschöpfung der jeweiligen Branche. Die Bruttowertschöpfung dient zur Entlohnung der Produktionsfaktoren Arbeit und Kapital.⁹

Abb. 7-1 Schematische Darstellung einer Input-Output-Tabelle

	A0105	A1014	A1516	A9395	C01	..	C12	I	G	E	Summe					
A0105														Gesamtnachfrage					
A1014																			
A1516	Verflechtungsmatrix Vorleistungsnachfrage																		
...																			
...																			
...																			
A9395																			
Arbeit	Bruttowertschöpfung																		
Kapital																			
Importe																			
Summe	Gesamtangebot																		

A_j Typisches Gut der Branche j
 C_i Konsumausgaben der privaten Haushalte, Untergruppe i
 I Investitionen
 G Staatsausgaben
 E Exporte

Anmerkung: Zu Preisen des Vorjahres, Veränderung p.a. in %
 Quelle: BAKBASEL

Im Rahmen der vorliegenden Studie wurde die Input-Output-Tabelle vom BFS (2008) für die Schweiz verwendet. Diese bezieht sich auf das Jahr 2005, spiegelt demnach die wirtschaftliche Struktur des Jahres 2005 wider. Die Modellberechnungen basieren folglich auf der Annahme, dass sich die grundlegenden

⁹ Aus Gründen der Vereinfachung wird in der schematischen Darstellung (nicht aber im Modell) von Gütersteuern und Subventionen abstrahiert. Die Entlohnung des Faktors Kapital enthält die Kosten des Eigen- und Fremdkapitals (ohne Bruttomarge der Finanzinstitute) sowie die Abschreibungen.

strukturellen Beziehungen zwischen den verschiedenen Branchen seitdem nicht massgeblich verändert haben.

Konzept

Das Input-Output-Modell ist ein statisches Gleichgewichtsmodell, dessen Gleichungssystem von den strukturellen Informationen über die Zusammensetzung von Angebot und Nachfrage nach Gütern und Dienstleistungen einer Branche abgeleitet wird. Anhand des Input-Output-Modells kann der Einfluss einer Erhöhung der Nachfrage nach Gütern einer bestimmten Branche auf die gesamte Wirtschaft untersucht werden. Dies beinhaltet zunächst jene Branche, die direkt von der Nachfrage betroffen ist, im vorliegenden Fall die Nachfrage nach Finanzdienstleistungen.

Ein Teil der zusätzlichen Nachfrage (= Angebot der Finanzdienstleister) verbleibt direkt als Bruttowertschöpfung bei den Finanzunternehmen («direkter Effekt»), der Rest fliesst im Zuge des Produktionsprozesses an andere Branchen (Zulieferbranchen, vorgelagerte Dienstleistungsunternehmen). Bei den Lieferantenbranchen, d.h. beispielsweise bei den IT-Unternehmen oder den Bauunternehmen, entsteht durch die ausgelöste Nachfrage ebenfalls zusätzliche Wertschöpfung («Erstrundeneffekt»).

Grundmodell

Mit dem direkten und dem Erstrundeneffekt hat man allerdings nicht den ganzen Wertschöpfungseffekt der zusätzlichen Nachfrage nach Finanzdienstleistungen berücksichtigt. So beziehen auch die Vorleistungsbranchen ihrerseits Vorleistungen bei anderen Branchen, etc. Im Prinzip hat man unendlich viele Folgeeffekte, deren Grösse ständig abnimmt. Die Grundidee eines Input-Output-Modells besteht nun darin, so viele Folgeeffekte zu berücksichtigen, bis das Modell in einen Gleichgewichtszustand konvergiert. Die Zweitrunden- und weiteren Folgeeffekte werden im Industrieeffekt zusammengefasst.

Erweitertes Modell

Im erweiterten Input-Output-Modell werden die im Produktionsprozess generierten Einkommen bei den Arbeitnehmern in den Modell-Kreislauf mit einbezogen, d.h. die privaten Haushaltsausgaben werden endogenisiert. Grundidee ist, dass durch zusätzliche Wertschöpfung generierte Einkommen zu einem grossen Teil für den Konsum von Lebensmitteln, Wohnen etc. wieder ausgegeben wird. Dadurch entsteht beispielsweise Wertschöpfung im Detailhandel und seinen Zulieferbetrieben. Dieser Effekt wird «induzierter Effekt» genannt. Den induzierten Effekt kann man ebenfalls unterteilen in einen direkt induzierten Effekt (induzierter Effekt aufgrund der Arbeitnehmereinkommen im Finanzsektor) und indirekt induzierte Effekte (induzierter Effekt aufgrund der Arbeitnehmereinkommen in den indirekt profitierenden Branchen).

Übersicht

Bei der Berechnung der volkswirtschaftlichen Effekte des Finanzsektors kann man also zwischen folgenden Teilwirkungen unterscheiden:

- Direkter Effekt Wertschöpfung im Finanzsektor
- Erstrundeneffekt Wertschöpfung in den Zulieferer betrieben (bspw. IT-Services, Bau)
- Industrieeffekt Zweitrundeneffekt und weitere (theoretisch unendlich viele) Runden, im Beispiel Wertschöpfung in den Zulieferbetrieben der IT-Services oder Bauwirtschaft sowie in deren Zulieferbetrieben, usw.
- Induzierter Effekt Wertschöpfung in den Betrieben, in denen das auf allen Ebenen verdiente Einkommen ausgegeben wird. Den induzierten Effekt kann man ebenfalls unterteilen:
 - Direkt induzierten Effekt Induzierte Wertschöpfung aufgrund der Einkommen im Finanzsektor, welche in Form von Konsumausgaben zusätzliche Nachfrage auslösen.
 - Indirekt induzierte Effekt Induzierte Wertschöpfung aufgrund der im weiteren Produktionsprozess anfallenden Arbeitnehmereinkommen und den damit verbundenen Konsumausgaben.

Der Erstrunden- und der Industrieeffekt werden zum «indirekten Effekt» zusammengefasst.

Input-Output-Modelle

Die effektive Gesamtbedeutung einer Branche für die Volkswirtschaft hängt unter anderem mit der Methodenwahl beim Input-Output-Modell zusammen. Grob betrachtet kann zwischen drei verschiedenen Modellen unterschieden werden, die sich bezüglich der Abgrenzung ihrer Wirkung unterscheiden.

Typ I: Gesamteffekt I Direkte + indirekte Effekte

Typ II: Gesamteffekt II Direkte + indirekte Effekte + direkt induzierte Effekte

Typ III: Gesamteffekt III Direkte + indirekte Effekte + gesamte induzierte Effekte

Alle drei Modelle haben gemeinsam, dass sie die Effekte innerhalb der Volkswirtschaft zu einem bestimmten Zeitpunkt wiedergeben und somit statischer Natur sind. Dynamische Anpassungsprozesse aufgrund von Preis- oder Nachfrageränderungen werden nur bedingt berücksichtigt. Bei allen Modell-Typen wird unterstellt, dass es zu keinen Substitutionseffekten in der Produktion oder im Konsum kommt. Die relativen Preise bleiben konstant. Im erweiterten Modell (Typ II und III) wird von anderen Einkommensarten (Vermögenseinkommen oder staatliche Transfers) abstrahiert und eine eindimensionale Beziehung zwischen Arbeitnehmereinkommen und privatem Konsum unterstellt. Eine weitere Annahme des erweiterten Modells (Typ III) ist eine in Bezug auf das Einkommen homogene Konsumstruktur.

Modellauswahl

Bei der Anwendung der Modelle muss man generell unterscheiden, ob es sich bei der Fragestellung um eine Marginal- oder eine allgemeine Betrachtung handelt. Bei einer Marginalbetrachtung mit dem Input-Output-Modell wird beispielsweise untersucht, wie sich eine Änderung der Nachfrage (z.B. ein Rückgang der Exporte von Finanzdienstleistungen, eine Redimensionierung des Vermögensverwaltungsgeschäfts) volkswirtschaftlich auswirkt.

Hier unterstellt das erweiterte Modell, dass sich Konsumenten und Arbeitnehmer nicht an eine Veränderung der Einkommen respektive der Arbeitsplatzsituation anpassen. Oder anders formuliert: bei einer Redimensionierung des Finanzsektors wird unterstellt, dass die davon negativ betroffenen Arbeitnehmer in vollem Umfang als Nachfrager nach Konsumgütern wegfallen. Tatsächlich könnte es so sein, dass je nach Szenario ein gewisser Teil der Betroffenen die Schweiz verlassen würde. Dies wäre zum Beispiel denkbar, wenn es zu einer international einseitigen Verschlechterung der Rahmenbedingungen in der Schweiz für gewisse Geschäftssegmente (bspw. Hedge Fonds) käme. In der Regel aber werden die entlassenen Mitarbeiter des Finanzsektors wieder eine Beschäftigung finden, wenngleich dies je nachdem eine gewisse Übergangszeit benötigt. In der Zwischenzeit wird ihr Einkommensverlust durch staatliche Transfers abgemildert. Diese Ausführungen verdeutlichen, dass bei einer Marginalbetrachtung der mit dem Modelltyp II berechnete Effekt lediglich bei extremen Szenarien ("was passiert wenn alle Hedge Fonds abwandern") geeignet ist und ansonsten tendenziell zu einer Überschätzung des Effekts führt. Umso mehr gelten die Argumente für den Modelltyp III.

Bei einer allgemeinen Betrachtung hingegen stellt man nicht die Frage, was passieren würde, wenn die Nachfrage in einer Branche sich veränderte, sondern analysiert die Zahlungsströme, die von einer Branche im Gleichgewicht ausgehen. Für diese Betrachtungsweise ist es unerheblich, dass eine negative Veränderung in einem Sektor unter Umständen im strukturellen Wandel über die Zeit in anderen Sektoren aufgefangen würde. In der allgemeinen Betrachtung steht die Frage im Mittelpunkt, welche gesamtwirtschaftlichen Effekte im beobachteten Gleichgewicht auf die Tätigkeit des Finanzsektors zurückzuführen ist, und nicht die Frage, um wie viel dieser Effekt sinken würde, wenn es zu einer Redimensionierung des Finanzsektors käme. In diesem Fall ist das erweiterte Modell durchaus anwendbar.

Im Rahmen der vorliegenden Studie werden sowohl die Ergebnisse des klassischen Grundmodells als auch des erweiterten Modells dargestellt. Die Ergebnisse des klassischen Modells («Gesamteffekt I») unterliegen weniger restriktiven Annahmen und sind als «Untergrenze» des berechneten «impacts» zu betrachten. Beim erweiterten Modell konzentriert sich die Darstellung aufgrund der im Vergleich zum Typ III weniger restriktiven Annahmen auf den Gesamteffekt II, d.h. auf die Summe von direktem, indirektem Effekt zuzüglich dem direkt induzierten Effekt, der sich über die Einkommen der beim Finanzsektor beschäftigten Arbeitnehmer ergibt. Die Ergebnisse des erweiterten Modells vom Typ III («Gesamteffekt III») werden als numerische Obergrenze betrachtet und in den Tabellen mit ausgewiesen.

7.2 Ergebnistabelle

Tab. 7-1 Ergebnisse der Impact-Analyse, 2009

In Millionen Schweizer Franken, Erwerbstätige in Personen	Banken ⁽¹⁾	Versicher- ungen ⁽²⁾	Gesamter Finanzsektor	Anteil an Gesamt- wirtschaft
Direkte Effekte				
Bruttowertschöpfung	37'303	22'793	60'096	11.9%
Erwerbstätige	150'747	86'100	236'847	5.2%
Einkommen	22'254	10'568	32'822	9.4%
Steuern	3'387	1'557	4'944	4.8%
Indirekte Effekte				
Bruttowertschöpfung	5'663	9'469	15'132	3.0%
Erwerbstätige	60'456	102'867	163'323	3.6%
Einkommen	5'029	8'647	13'676	3.9%
Steuern	390	648	1'038	1.0%
Effektive Gesamteffekte I				
Bruttowertschöpfung	42'966	32'262	75'228	14.9%
Erwerbstätige	211'203	188'967	400'170	8.8%
Einkommen	27'283	19'215	46'498	13.3%
Steuern	3'777	2'205	5'982	5.8%
Direkt induzierte Effekte				
Bruttowertschöpfung	8'433	4'440	12'873	2.6%
Erwerbstätige	84'239	44'285	128'524	2.8%
Einkommen	5'629	2'942	8'570	2.5%
Steuern	490	257	747	0.7%
Steuern (Finanzmarkt)			7'624	7.4%
Effektive Gesamteffekte II				
Bruttowertschöpfung	51'399	36'702	88'102	17.5%
Erwerbstätige	295'442	233'253	528'694	11.7%
Einkommen	32'912	22'157	55'069	15.7%
Steuern	4'267	2'462	6'730	6.5%
Steuern (inklusive Finanzmarkt)			14'353	13.9%
Indirekt induzierte Effekte				
Bruttowertschöpfung	8'421	9'101	17'522	3.5%
Erwerbstätige	172'054	81'198	253'252	5.6%
Einkommen	11'633	5'491	17'125	4.9%
Steuern	499	530	1'029	1.0%
Effektive Gesamteffekte III				
Bruttowertschöpfung	59'820	45'804	105'624	20.9%
Erwerbstätige	467'495	314'451	781'946	17.3%
Einkommen	44'546	27'648	72'194	20.6%
Steuern	4'767	2'992	7'759	7.5%
Steuern (inklusive Finanzmarkt)			22'112	21.4%

(1) Inklusive banknahe Dienstleistungen

(2) Inklusive versicherungsnahe Dienstleistungen

Quelle: BAKBASEL

8 Literatur

Bakbasel Economics (2009)

«Volkswirtschaftliche Auswirkungen einer Abschaffung der Stempelabgaben», September 2009.

Birchler, U. et al. (2010)

«Faktische Staatsgarantie für Grossbanken», Gutachten erstellt im Auftrag der SP Schweiz, Juli 2010.

Bundesamt für Statistik (2008)

«Swiss Input-Output table 2005 », Neuchâtel, 2008.

Cappiello, L. et al. (2010)

«Do Bank Loans and Credit Standards Have an Effect on Output?», European Central Bank Working Paper Series, Januar 2010.

Daepf, M. (2005):

«Zur Taxe Occulte in der Mehrwertsteuer», Arbeitspapier der Eidgenössischen Steuerverwaltung, Januar 2005.

Dembinski, P. et al. (2008)

«"Cluster" in der Schweizer Wirtschaft: statistische und politische Betrachtung», Studie im Auftrag des SECO, November 2008

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD (2007):

«Vernehmlassungsvorlage zur Vereinfachung des Bundesgesetzes über die Mehrwertsteuer. Erläutern-der Bericht.» Bern, Februar 2007.

Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement (2009)

«Kreditversorgung der Schweizer Wirtschaft: Lagebeurteilung und möglicher Handlungsbedarf», Bericht an die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats (WAK-N), September 2009.

Gantenbein, P. et al. (2010)

«Venture Capital in der Schweiz – Wichtigste Ergebnisse aus den Jahren 1999 bis 2009», SECA Swiss Private Equity & Corporate Finance Association, April 2010.

Haldane, A. et al. (2010)

«What is the contribution of the financial sector: Miracle or mirage?», The Future of Finance – The LSE Report, 2010.

IMD Business School (2010)

«IMD World Competitiveness Yearbook 2010».

Kronthaler, F. (2008)

«Wertschöpfung des Tourismus in den Regionen Graubündens – Stand und Entwicklung», Forschungsprojekt im Auftrag des Amtes für Wirtschaft und Tourismus Graubündens, Chur, August 2008.

M.I.S. Trend (2009)

«Étude auprès du panel d'entreprises tiré de l'enquête sur le financement des PME en Suisse», Etude réalisée pour le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

M.I.S. Trend (2010)

«Studie zur Finanzierung der KMU in der Schweiz Welle II / April 2010», durchgeführt im Auftrag des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO).

Schweizerische Bankiervereinigung SBVg (2010)

«Schweizer Kreditmarkt – Eine Situationsanalyse in der aktuellen Wirtschaftskrise», Dezember 2010.

Sieber, P. (2009)

«Der Venture-Capital-Markt in der Schweiz – Triebfeder der Innovationstätigkeit», Avenir Suisse, 2009.

Staatsekretariat für Wirtschaft SECO (2010)

«Die Bedeutung der Börsenentwicklung für die Bankenwertschöpfung», Konjunkturtendenzen, Herbst 2010, Bern, 2010.

World Economic Forum WEF (2010)

«The Global Competitiveness Report 2010-2011», Centre for Global Competitiveness and Performance 2010.